

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES  
THÉORIES ÉCONOMIQUES  
ET SOCIALES  
DE THORSTEIN VEBLEN

---

Contribution à l'Histoire  
des Doctrines Économiques aux États-Unis

---

THÈSE pour le DOCTORAT

(Sciences Politiques et Économiques)

Présentée et soutenue le Mardi 8 Juillet 1924, à 4 h. 1/2

par

**WILLIAM JAFFÉ**

BA. (College of the City of New-York) et  
M.A. (Columbia University)

---

Président : M. ALLIX, Professeur

Suffragants : { M. DESCHAMPS, Professeur  
M. OUALID, Chargé de Cours

PARIS  
MARCEL GIARD  
Libraire-Éditeur  
16, rue Soufflot et 12, rue Toullier (5<sup>e</sup>)  
— 1924 —



TO MY FATHER AND MOTHER

WHOSE GENEROUS SYMPATHY AND HEROIC SACRIFICES

HAVE MADE IT POSSIBLE FOR ME

TO LOOK FORWARD TO DEVOTING MY LIFE

TO THE CAUSE OF EDUCATION

---



**Les**  
**Théories Économiques et Sociales**  
**de Thorstein Veblen**

---

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.*

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES  
THÉORIES ÉCONOMIQUES  
ET SOCIALES  
DE THORSTEIN VEBLEN

Contribution à l'Histoire  
des Doctrines Économiques aux États-Unis

THÈSE pour le DOCTORAT  
(Sciences Politiques et Économiques)

Présentée et soutenue le Mardi 8 Juillet 1924, à 4 h. 1/2

par

**WILLIAM JAFFÉ**

BA. (College of the City of New-York) et  
M.A. (Columbia University)

Président : M. ALLIX, *Professeur*

Suffragants : { M. DESCHAMPS, *Professeur*  
M. OUALID, *Chargé de Cours*

PARIS  
MARCEL GIARD  
Libraire-Éditeur  
16, rue Soufflot et 12, rue Toullier (5<sup>e</sup>)  
— 1924 —



## INTRODUCTION

---

### L'objet de cette étude

---

*L'importance de Veblen. — Les raisons de le faire connaître en France. — Notice biographique. — La méthode de cette étude. — Discussion du plan. — La valeur universelle des observations de Veblen.*

---

M. Thorstein Veblen, un économiste américain contemporain, représente l'opposition contre l'école classique, qui, sous l'égide de l'hédonisme, exerce depuis ces quaranté dernières années une influence prédominante sur l'économie politique aux Etats-Unis. Non seulement notre auteur est intéressant comme polémiste dans une querelle théorique entre économistes américains, mais son importance dépasse le cadre national; il a contribué au développement de la science économique à la fois par sa conception de la méthodologie et par une analyse nouvelle des faits. Veblen est en effet le protagoniste principal de l'école historico-génétique aux Etats-Unis. Il est l'auteur d'un grand nombre d'articles des *Quarterlies* économiques et d'autres revues américaines, et il vient de faire paraître (1923) son dixième livre (1). Ses écrits ont

---

(1) Voir ci dessous la bibliographie, p. 175-177.

soulevé de vives controverses, des protestations pleines d'indignation et des éloges chaleureux. Le grand sociologue anglais, Graham Wallas, quoique très irrité par l'ironie et l'obscurité du langage de Veblen, l'estime cependant un penseur comparable en tout à Jeremy Bentham (1).

Le renom de Veblen en Amérique n'est pas limité d'ailleurs aux économistes professionnels. Grâce à ses réflexions subtiles et séduisantes sur la nature des principes moraux et sur les conventions sociales et politiques courantes (2), il jouit d'une certaine célébrité auprès l'homme de la rue, et il exerce une influence considérable sur la formation des idées « avancées » du public américain.

Pourtant en France, Veblen est à peu près inconnu. Dans les admirables bibliothèques de Paris on ne trouve pas un seul exemplaire de ses livres. Les Français qui s'intéressent aux questions de l'enseignement supérieur aux Etats-Unis le connaissent comme « le principal critique, et le plus véhément, du système américain » (3); et parmi les philosophes il est considéré

---

(1) Compte-rendu de *Imperial Germany and the Industrial Revolution* dans le *Quarterly Journal of Economics*, vol. xxx, 1916, p. 186.

(2) Surtout dans *The Theory of the Leisure Class; Imperial Germany and the Industrial Revolution, The Nature of Peace et Absentee Ownership*.

(3) Fernand Baldensperger, *Notes sur les Universelles étrangères*, dans la *Revue des sciences politiques*, tome XLIII, Av. 1923, p. 197 et 207.

comme « le sociologue américain bien connu » (1). Mais pour les économistes français il n'est qu'un des *poetæ minores* de la littérature économique et dont il suffit de connaître le nom. M. Roche-Agussol, qui le premier en France a défini la position de Veblen comme antagoniste de l'école hédoniste, paraît néanmoins ignorer l'existence de ses principaux ouvrages, plus spécialement ceux ayant trait à l'analyse économique (2). Dans la dernière édition (1920) de la magistrale « Histoire des Doctrines Economiques » de Gide et Rist, qui est devenue classique dans les universités du monde entier, Veblen n'est pas même mentionné dans une note au bas d'une page.

M. Thorstein Veblen est professeur à *The New School for Social Research* de New-York où il donne actuellement des cours sur les facteurs économiques de la civilisation, et sur l'entreprise moderne. Nous ne dirons que quelques mots sur la vie de M. Veblen qui a été entièrement consacrée à l'étude. Il a reçu le grade de *Bachelor of Arts* en 1880 à Carleton College qui est situé dans l'Etat de Minnesota, dans le

---

(1) M. Halbwachs, Le facteur instinctif dans l'art industriel, *Revue philosophique*, 46<sup>e</sup> année, n<sup>os</sup> 3-4, mars-avril 1921, p. 214.

(2) M. Roche-Agussol, *La psychologie économique chez les Anglo-Américains*, p. 18 ; aussi son *Etude bibliographique des sources de la psychologie chez les Anglo-Américains*, p. 89-92. Cette étude, qui date de 1919, tout en énumérant les livres de Veblen, de caractère philosophique et psychologique, ne fait mention ni de son *Theory of Business Enterprise* 1904, ni de son *Imperial Germany and the Industrial Revolution* 1915.

*Middle West* des Etats-Unis. Puis, après quatre années d'études supérieures à John Hopkins University, et à Yale University, il a pris à cette dernière université le grade de *Doctor of Philosophy*. Signalons comme le fait le plus marquant de sa vie intellectuelle que notre auteur est arrivé à l'économie politique en passant par la philosophie. Il a étudié plus particulièrement Kant, Auguste Comte, Herbert Spencer et Darwin. Sa première publication a pour titre *Kant's Critique of Judgement* dans *The Journal of Speculative Philosophy*, 1884.

Néanmoins sa carrière dans l'enseignement a été surtout celle d'un économiste. Il s'est signalé pour la première fois en 1892 comme professeur de l'histoire des doctrines socialistes à l'Université de Chicago, où il a enseigné jusqu'en 1906. De 1895 à 1905, il a rempli aussi la fonction de *Managing Editor* (secrétaire de la rédaction) du *Journal of Political Economy* auquel il a consacré de nombreux articles et notes. Depuis 1906 il a professé successivement dans Leland Stanford Jr. University (1906-1909) et dans l'Université de Missouri (1911-1918). Il a été un des premiers professeurs de *The New School for Social Research*, qui a été fondée en 1919 pour « rechercher à expliquer sans parti pris l'ordre existant, sa genèse, son histoire, et son fonctionnement actuel, aussi bien que les circonstances nouvelles qui travaillent à sa transformation » (1).

---

(1) *The New School for Social Research, Announcement* 1923-1924, p. 5.

Cette étude est entreprise non seulement dans le but d'ajouter un nom au chapitre sur l'Amérique dans une histoire des doctrines économiques, mais aussi dans celui d'élargir le champ de discussion des problèmes théoriques que Veblen a posés. Pour cela, ni un renvoi bibliographique, ni un simple exposé, ni même une traduction de ses œuvres ne sauraient suffire. Les écrits de Veblen sont fragmentaires et dispersés; leur ordonnance ne ressemble en rien à celle des livres français, à un tel point qu'à la première lecture on a l'impression d'être aux prises avec un chaos désespérant. Certes, quelques parties considérées en elles-mêmes dévoilent souvent de l'ingéniosité, parfois du génie, et même quelquefois une certaine fantaisie; mais son œuvre paraît complètement dépourvue de plan. Cependant, pour peu qu'on cherche à avoir une vue d'ensemble des écrits de Veblen, on parvient à entrevoir un système d'interprétation des phénomènes économiques, plutôt pressenti que nettement formulé. Aussi cette étude aura-t-elle pour objet de grouper les idées économiques et sociales de Veblen, et de retrouver le système auquel elles semblent pouvoir se rattacher. Heureusement, l'intervention de l'arbitraire n'est pas nécessaire dans cette tâche, puisque notre auteur lui-même fournit les directives requises, par l'exposé de ses idées philosophiques. En conséquence, au lieu d'entreprendre une énumération sèche ou un catalogue critique et détaillé de toutes les assertions de Veblen, nous insisterons sur les grands principes qui forment la base et la véritable charpente de son système.

L'indication de notre méthode définit le plan de cette étude. Les deux premiers chapitres seront consacrés à un exposé de la conception générale que Veblen se fait de l'économie politique. Nous y montrerons comment notre auteur s'efforce d'amener cette science à une étude des forces vitales qui président la suite des faits, et comment il critique les doctrines économiques traditionnelles à cause de leur caractère statique qui leur donne l'aspect d'une continuelle classification. Le troisième chapitre portera sur les théories de Veblen concernant les facteurs et les mobiles psychologiques, qui, par leur propre évolution et par leurs réactions dans un milieu toujours changeant, contribuent à la transformation de la vie économique. Enfin, dans les deux derniers chapitres nous essaierons de montrer comment notre auteur cherche à dégager dans une analyse du système économique actuel les forces dynamiques et les conflits inhérents qui à présent tendent à modifier radicalement ce système. Celui-ci est envisagé comme une simple étape d'une longue évolution qui a un avenir aussi bien qu'un passé.

Voilà les raisons pour lesquelles nous croyons que Veblen mérite une étude particulière, et voilà aussi la façon dont nous espérons faire partager cette opinion par le lecteur.

Bien que l'ensemble des observations de Veblen englobe toute la civilisation occidentale, et qu'il insiste particulièrement sur l'Angleterre, l'Allemagne et les pays scandinaves, il est tout à fait naturel qu'il em-

prunte principalement aux Etats-Unis les faits qui servent d'illustration au développement de ses théories. Ces exemples américains ont de la valeur pour la science économique au delà des frontières nationales. Il ne faut jamais perdre de vue que les transatlantiques depuis la Pinta, la Nina, et la Santa Maria de Christophe Colomb jusqu'aux grands paquebots de nos jours portent dans leurs coques non seulement des immigrants et des marchandises, mais aussi une immense cargaison d'idées, de coutumes et d'institutions, qui dès leur arrivées au nouveau monde ne tardent pas à s'y incruster avec plus ou moins de modifications. C'est une erreur, d'ailleurs, de supposer que la civilisation américaine soit puisée uniquement aux sources anglo-saxonnes. Elle est redevable d'une très grande partie de ses richesses spirituelles aussi bien au sud et à l'est de l'Europe qu'au nord et à l'ouest (1). De même, les institutions économiques américaines ne sont que des variétés des institutions européennes. En conséquence, les faits de la vie économique aux Etats-Unis sont souvent très comparables à ceux du vieux monde, et les conclusions tirées des observations faites en Amérique offrent à tous les pays industrialisés un intérêt non seulement documentaire, mais pratique et immédiat.

Toutefois, ces similitudes, quelque frappantes et importantes qu'elles soient, ne doivent pas être exagérées.

---

(1) Randolph Bourne, *The History of a Literary Radical*, p. 266-299 sur Trans National America.

rées. L'Amérique n'est pas un reflet de l'Europe. Elle serait plutôt une Europe transplantée sur un nouveau sol. Au cours de cette transplantation, la culture européenne s'est nécessairement modifiée. Par suite de la lutte, d'abord pour prendre pied, et ensuite pour s'étendre, cette civilisation présente certains caractères nouveaux et originaux. Ce sont eux qui donnent à l'Amérique une individualité propre dans ses idées et dans ses institutions, et qui se retrouvent sur toute l'étendue du territoire des Etats-Unis.

Il n'est donc pas inutile de commencer cette étude de théorie économique par une introduction historique, qui servira simplement comme point de départ pour donner au lecteur français un aperçu rapide des traits spécifiques de la vie économique américaine dans la mesure où ils ont contribué à la formation des doctrines de Veblen (1).

---

(1) Qu'il me soit permis d'adresser ici l'expression de ma respectueuse reconnaissance à MM. les professeurs de la Faculté de Droit de Paris qui m'ont réservé un accueil si bienveillant. Je tiens à remercier particulièrement mes maîtres : MM. Allix, Rist, et Nogaro, des conseils éclairés qu'ils m'ont prodigués. Je ne saurais oublier non plus l'obligeance avec laquelle M. Aucuy, professeur au Conservatoire des Arts et Métiers, et MM. Philip, Bouthoul et Pose, ont bien voulu revoir ce texte et en éliminer les solécismes qui s'y étaient glissés. A ma femme qui, par ses encouragements et son aide de tous les instants, m'a fidèlement secondé, je tiens à adresser aussi mes remerciements.

## CHAPITRE PRELIMINAIRE

---

### I.

## Histoire Économique des États-Unis (I)

---

*La Constitution (1789) et la Révolution Industrielle. — La grande industrie (1790-1860). — La Guerre Civile et l'industrialisation du Sud. — La conquête de l'ouest. — Le régime des business corporations. — La politique étrangère et l'impérialisme économique.*

---

La Révolution Américaine (1776-1783) et l'établissement de la Constitution des États-Unis furent des événements politiques d'une portée économique incalculable. C'est par la Déclaration de l'Indépendance du

---

(1) Cette esquisse, basée sur des renseignements généraux, n'a d'autre prétention que de relever les caractères de l'histoire économique des États-Unis qui tombent dans le cadre de notre étude. Elle est donc très incomplète à tout autre point de vue.

4 juillet 1776 que les treize colonies américaines secouèrent le joug du mercantilisme colonial auquel elles avaient été soumises par les intérêts industriels et commerciaux de l'Angleterre. L'année 1789, caractérisée en France par la suppression des privilèges de la noblesse en faveur du droit de propriété bourgeoise, vit consacrer solennellement en Amérique, par l'entrée en vigueur de la nouvelle constitution, ces mêmes droits de propriété privée et de soi-disant libre contrat (1).

« En effet, dit un historien américain, ce fut surtout pour affranchir les Etats des lois sur l'industrie et le commerce établies par l'Angleterre dans ses colonies que la nouvelle constitution fut adoptée » (2). Quoique le respect quasi-religieux, qui s'attache encore de nos jours à ce document monumental, soit assez inégalement réparti sur ses divers articles, sections et amendements (3), sa confirmation des doctrines de l'individualisme et du laissez-faire, doctrines

---

(1) Robert H. Hale, *Coercion and Distribution in a supposedly non coercive state*. Political Science Quarterly, vol. xxxviii, n° 3, septembre 1923, p. 470-494.

(2) Carroll D. Wright, *L'évolution industrielle des Etats-Unis*, p. 122.

(3) La violation ouvertement organisée des 14<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> amendement garantissant aux nègres les droits politiques ne diminue en rien le prestige social et civique des hommes des Etats septentrionaux qui entravent impunément le fonctionnement de ces lois fondamentales. Voir aussi Charles A. Beard, *Contemporary American History*, p. 1-26.

qui constituent la base juridique et politique de la vie économique américaine, est restée inébranlable (1).

A leurs débuts les Etats-Unis furent essentiellement un pays agricole : la population fut presque exclusivement rurale. « 95 pour cent des habitants vécurent groupés dans de petits villages ou éparpillés dans la campagne » (2). Le commerce vint, comme importance, après l'agriculture. Il fut relativement considérable, grâce aux nombreuses constructions navales faites pendant la période coloniale. Quant aux autres industries, elles furent pour la plupart rudimentaires (3). La production industrielle revêtit les formes primitives que Karl Bucher appelle l'industrie domestique et le métier. « On estime, dit Hamilton dans son célèbre rapport sur les manufactures de décembre 1791, que dans nombre de districts les habitants fabriquent eux-mêmes les deux tiers, les trois quarts, parfois les quatre cinquièmes de leurs articles de consommation ». Dans de telles conditions, il n'est pas étonnant que les produits étrangers, en particulier les produits anglais venant d'un pays où la révolution industrielle fut en plein élan, fissent une concurrence ruineuse aux produits nationaux (4).

---

(1) René Hoffher, *La portée internationale des décisions économiques récentes de la Cour Suprême des Etats-Unis*, Revue d'Economie Politique, 1923, n° 4, p. 625-637; Beard, *ibid*, p. 54-87.

(2) Achille Viallate, *L'industrie américaine*, p. 2.

(3) *Twelfth Census of the United-States*, 1900, vol. VII, p. XLIX.

(4) Viallate, *op. cit.*, p. 9.

Les « pères de la Constitution » se préoccupèrent des questions économiques autant en vue de mettre fin à cette condition persistante de dépendance industrielle à l'égard de l'Angleterre que pour consolider le pouvoir politique entre les mains des détenteurs de la propriété (1). Dès le commencement du régime constitutionnel toutes les forces de la nouvelle nation furent dirigées vers la conquête de l'indépendance économique. Le 4 juillet 1789 le Congrès américain vota un *Act* imposant des droits d'entrée aux produits importés, « pour subvenir aux dépenses du gouvernement, pour diminuer le fardeau de la dette et *pour encourager et protéger les manufactures...* » (2). Mais ces mesures législatives visant la protection douanière furent insuffisantes. Il fallut introduire d'Angleterre en Amérique, la révolution industrielle elle-même, surtout l'ensemble des nouvelles connaissances techniques.

Naturellement, l'Angleterre répondit à cette attaque contre sa prééminence en édictant des lois restrictives prohibant l'exportation de toutes les machines employées dans la manufacture de coton ou de toile ainsi que des plans et modèles de ces machines. D'au-

---

(1) Carleton J. H. Hayes, *A Political and Social History of Modern Europe*, vol. I, p. 336 ; Charles A. Beard, *An Economic Interpretation of the Constitution of the United States* ; Beard, *Economic Origins of Jeffersonian Democracy*, chap. I ; J. Allen Smith, *The Spirit of American Government*, p. v-viii et chap. III.

(2) C. D. Wright, *L'Evolution industrielle des Etats-Unis*, p. 123.

tres lois interdirent l'émigration des inventeurs. En dépit de ces règlements de la douane anglaise, Samuel Slater, un ouvrier mécanicien et tisserand anglais, réussit à parvenir à New-York avec un bagage infiniment précieux qui fut entièrement contenu dans son cerveau (1). Dans les grandes manufactures anglaises il s'était appliqué pendant plusieurs années à conserver dans sa mémoire tous les détails des machines qu'il voulait reconstruire dans le nouveau monde. Ce Samuel Slater devint « le père de l'industrie américaine » (2).

Comme en Angleterre, l'introduction du métier mécanique fut le prélude de la révolution industrielle américaine. Mais au début du XIX<sup>e</sup> siècle la grande industrie était à peine naissante. « En 1803, il n'y avait encore que quatre manufactures dans le pays... En 1808, on en comptait quinze avec 8.000 broches, et l'année suivante leur nombre s'élevait à soixante-deux avec 31.000 broches » (3). L'amélioration de l'outillage de fabrication se généralisa peu à peu dans toutes les industries manufacturières. La création de l'industrie de la construction mécanique en fut une des premières conséquences. Il en résulta des perfectionnements dans les procédés métallurgiques (4).

---

(1) Voir ci-dessous p. 135-138 la théorie de Veblen sur l'accumulation des connaissances techniques comme l'origine principale des capitaux économiques modernes.

(2) C. D. Wright, *op. cit.*, p. 125-132.

(3) Viallate, *op. cit.*, p. 19-21.

(4) *Twelfth Census of the United States*, 1900, vol. VII, p. L.

Veblen a décrit cette succession d'événements comme un mouvement syncopé, progressant avec une vitesse toujours croissante et marqué par un crescendo de plus en plus intense, de plus en plus assourdissant.

Dans la période entre 1790 et 1860 ce progrès fut régulier et constant, bien qu'il y eut, tantôt dans un sens, tantôt dans un autre, quelques fluctuations provenant de la guerre de 1812, de la stagnation des affaires en 1837, et de la crise de 1857. L'esprit ingénieux des inventeurs américains fut en grande partie responsable de la stabilité de ce mouvement. En effet, les trente années qui précédèrent la guerre civile furent « l'époque de la transformation des métiers à fabriquer les étoffes brochées, du perfectionnement des calorifères, des fourneaux de cuisine, des instruments de musique, des armes à feu, des machines à coudre, des machines à fabriquer les chaussures, les articles de caoutchouc, la toile, et de mille autres inventions de nature à améliorer le *standard of life* de notre peuple » (1).

Quoique ces inventions aient toutes contribué à accélérer la transition du régime du métier à la production par la fabrique (*factory system*), ce serait une exagération de croire que la révolution industrielle fut réalisée d'emblée. Même à la veille de la guerre civile le travail en fabrique ne dominait guère, et les fabriques qui existaient étaient relativement petites. « Il est probable que jusqu'à l'année 1850 envi-

---

(1) Wright, *op. cit.* p. 144-146.

ron, la plus grande partie de l'activité industrielle a été exercée dans le petit atelier et à domicile par le travail familial ou par les efforts des entrepreneurs individuels et de leurs apprentis, — système qui fait un vif contraste avec le régime actuel des usines où des ouvriers salariés travaillent à l'aide de la force motrice » (1).

La guerre civile (1861-1865) donna un véritable coup de fouet à la révolution industrielle. Le premier effet, et le plus immédiat, fut l'intensification phénoménale de la production mécanique dans les Etats du nord, car ces Etats se trouvèrent subitement dans la nécessité de faire face aux besoins d'une nouvelle armée en plein combat, avec la main-d'œuvre réduite par la guerre (2).

Cette guerre eut pour effet aussi d'étendre lentement, mais très sensiblement, le champ d'action de la révolution industrielle. Jusqu'alors les grands changements dans l'organisation de la production avaient été localisés dans les Etats du nord riverains de l'Atlantique. Les Etats du sud n'avaient pas participé à ce progrès; ils étaient restés immobilisés, et, « au point de vue du gouvernement, de la société, du travail et de la main-d'œuvre, ils en furent encore, en réalité,

---

(1) *Twelfth Census of the United States*, 1900, vol. VII, p. LIII.

(2) Viallate, *op. cit.* p. 85.

en 1860, au même point qu'en 1820 » (1). Cette immuabilité surprenante eut pour cause la prédominance de l'industrie agricole établie sous le régime des *latifundia* dont les laboureurs furent des esclaves noirs. Pendant que les Etats du nord opéraient une transition de la petite industrie à la grande, basée sur le travail libre, les Etats du sud passaient simplement de l'industrie familiale fermée à la production pour le marché. Du reste, ceux-ci tenaient de plus en plus âprement au système de l'esclavage — le seul, croyaient-ils, qui convenait à la culture du coton, du tabac et du riz. La prépondérance croissante du Nord menaçait la situation politique des Etats du sud. Le professeur Seligman a écrit : « La guerre qui résulta de cette agitation fut au fond l'expression politique d'un antagonisme économique entre deux systèmes opposés » (2). A la fin de cette guerre, le Sud fut amené dans la voie du travail libre, de l'organisation capitaliste de la production de l'industrialisation de l'agriculture, et du développement des industries manufacturières, en même temps qu'il fut plus ou moins réduit à l'obéissance à la constitution.

La façon dont le régime industriel envahit la vaste région entre les Alleghanys et le Pacifique fut toute

---

(1) Trenholm, *The Southern States; Their Social and Industrial History*, Mémoire lu devant la *Social Science Association* de Saratoga, New York le 6 sept. 1877, cité par Wright, *op. cit.*, p. 151.

(2) Edwin R. A. Seligman, *Principles of Economics*, p. 102.

autre. Dans l'ouest, il fallut convertir un lieu désert sans bornes en pays civilisé. Ce fut un progrès lent, pittoresque et mouvementé qui avait commencé au XVIII<sup>e</sup> siècle et qui ne finit que vers 1900. Au point de vue politique, l'accroissement territorial se poursuivait selon les méthodes impérialistes; tous les Etats, outre les treize originaires, avaient été, en effet, avant l'admission à l'Union, ou des colonies des Etats-Unis, ou des territoires étrangers annexés, comme la Louisiane, la Floride et le Texas (1).

Mais l'expansion politique ne fit que suivre de près des faits accomplis économiquement. D'abord, ce fut le trappeur qui franchit les Rocheuses et aboutit aux rivages du Pacifique à la recherche des fourrures (2). Il fut suivi par l'homme de la frontière, nomade, « l'homme de la forêt, toujours disposé à se déplacer pour conserver son indépendance de demi-sauvage »; enfin, vint « le fermier pionnier, aussi entreprenant mais sédentaire, qui prit racine et remplaça, dès qu'il put, la cabane de troncs d'arbres par une maison bien charpentée, au milieu de champs soigneusement cultivés » (3). « Cette conquête du sol, a dit récemment M. Viallate, — âpre lutte de tous les jours pour asservir la nature rebelle, qui exige, avec une ténacité obsti-

---

(1) William R. Sheppard, *The Expansion of Europe*, cours professé à la Faculté des Sciences Politiques, Columbia University, New York, 1918-1919.

(2) Viallate, *op. cit.*, p. 47.

(3) Georges Weill, *Histoire des Etats-Unis, 1787-1917*, p. 78.

née, un optimisme inébranlable, est une splendide page d'histoire » (1).

Malheureusement cette belle médaille à son revers. Outre le goût d'aventure, le mobile le plus fort qui poussa ces hommes hardis et audacieux à suivre les pistes dangereuses dans les forêts vierges, fut celui de remplir leurs poches le plus vite possible en exploitant les terres neuves. Donc, l'idée d'utiliser rationnellement et économiquement les immenses ressources naturelles qu'ils trouvèrent, ne leur vint jamais à l'esprit. Ils ne pouvaient faire autrement, car ces premiers colons, pauvres et sans capitaux, étaient pourtant obligés de tirer rapidement une maigre pitance du sol à peine défriché (2). Ces efforts individuels et

---

(1) Achille Viallate, *L'Impérialisme économique*, p. 61-62.

(2) « Devenu maître provisoire ou définitif de son terrain, le colon doit le défricher et y construire sa maison. Il faut d'abord par coup de hache faire pénétrer la lumière au milieu des arbres, établir une clairière. Les voisins vont le seconder; une tradition s'est établie, d'après laquelle les colons déjà installés aident le nouveau-venu à construire sa cabane... On édifie donc la cabane de troncs d'arbres (log cabin) qui servira peut-être pendant plusieurs mois de résidence à la famille récemment arrivée. Puis dans le terrain environnant, le colon fait aux arbres une incision circulaire à la partie inférieure du tronc, pour empêcher la sève de monter. Les branches desséchées sont bientôt bonnes à brûler, après quoi l'on peut semer céréales et légumes. S'il y a dans le voisinage une commune habitée, la vente du bois et des cendres paie souvent les frais de défrichement; ailleurs, on emploie les troncs d'arbres coupés à faire des palissades. », Weill, *op. cit.*, p. 72-74.

héroïques furent, après 1830, peu à peu remplacés par un accaparement des terres en gros, effectué par les spéculateurs, par les financiers et par les nouvelles sociétés des capitaux. Ceux-ci, quoique pourvus non seulement de leurs propres capitaux, mais aussi des dons de terres et des subventions pécuniaires qu'ils surent soutirer au gouvernement fédéral, aux Etats et aux comtés, — ces spéculateurs et compagnies continuèrent néanmoins à dilapider, mais cette fois sur une grande échelle, les ressources naturelles du pays (1). En effet, vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, à l'époque où toutes les terres arables, et presque toutes les richesses naturelles du pays se trouvèrent ainsi appropriées, on s'aperçut de l'énormité du tort fait aux générations futures par le gaspillage prodigieux et par l'épuisement inquiétant des forêts, du sol, des ressources minières, des pêcheries, etc. (2). Ces révélations scandaleuses n'empêchent nullement « les capitaines d'industrie » qui ont accumulé des fortunes gigantesques en prodiguant les richesses publiques, d'être aujourd'hui vénérés comme de grands hommes à qui la patrie sera reconnaissante jusqu'à la septième génération — peut-être?

La mise en valeur de l'ouest et du *Far West* donna

---

(1) Beard, *Contemporary American History*, p. 30-32 ; F. W. Roman, *La Place de la Sociologie dans l'Education aux Etats-Unis*, p. 232-234, 243-245.

(2) K. Coman, *Industrial History of the United States* ; C. R. Van Hise, *The Conservation of Natural Resources in the United States*.

l'essor au régime des *corporations* (1). Les compagnies par actions avaient existé aux Etats-Unis depuis longtemps. Elles avaient été reconnues par les lois des colonies avant la Révolution et pendant la période de l'ancienne Fédération. Au commencement du XIX<sup>e</sup> siècle, les sociétés par actions furent restreintes aux banques, aux compagnies d'assurance, et aux entreprises pour la construction et pour l'entretien des canaux et des routes, — en somme, à peu près aux catégories où Adam Smith les avait cantonnées (2). Mais l'établissement des chemins de fer vers 1835, et la nécessité de les développer pour coloniser le vaste domaine de l'autre côté des Alleghany, soulevèrent le problème de la réunion d'une quantité suffisante de capitaux. La société anonyme (*corporation*) se présenta comme le seul type d'entreprise capable de réaliser l'agglomération de capitaux au degré voulu (3). De bonne heure le champ d'activité de ces sociétés s'étendit

---

(1) « Aux Etats-Unis les sociétés de capitaux sont désignées sous l'appellation de *Corporations*, mais ce mot a une compréhension plus vaste, car il s'applique en réalité aux sociétés anonymes aussi bien qu'aux sociétés n'ayant pas un but lucratif. Mais les *business corporations* sont des sociétés à but lucratif ; Fernand Braun, *Des Sociétés de capitaux aux Etats-Unis*, p. 11. Dans cette étude le mot *corporation* sera toujours employé pour désigner un *business corporation* (société anonyme).

(2) Adam Smith, *Richesse des Nations*, livre V, chap. I, art. I, section II.

(3) Richard T. Ely et al., *Outlines of Economics*, p. 217.

dans toutes les directions. Les vingt années qui précédèrent la guerre civile, furent l'époque où l'on fonda plusieurs nouvelles industries, — comme, par exemple, l'industrie du pétrole (1), — qui eurent besoin de réunir beaucoup de capitaux. De plus, cette forme d'entreprise ouvrit aux anciennes industries une possibilité d'expansion jusqu'alors inconnue.

En plus de ces avantages, les *corporations* présentent beaucoup d'autres attrait. Elles possèdent des avantages légaux, comme la responsabilité limitée, — souvent confondue en pratique avec la moralité limitée. Aussi, jouissent-elles des avantages financiers, comme la facilité d'obtenir le crédit. Le fait d'être coté en bourse leur vaut gratuitement de la publicité. La forme de société par actions facilite les fusions d'entreprises en vue de créer des quasi-monopoles (*trusts*). Aux hommes d'affaires habiles les *corporations* offrent un excellent instrument de faire fortune rapidement (« *to get rich quick* », disent les Américains) en vendant aux petits capitalistes naïfs des titres qui ne représentent que le *good-will* (bonne volonté) (2). Des offrandes en actions savamment déposées peuvent bien disposer les dieux législatifs à répondre libéralement aux priè-

---

(1) Viallate, *L'industrie américaine*, p. 296.

(2) « *Good-will* », terme de droit commercial américain qui désigne l'ensemble des éléments incorporels d'une entreprise, clientèle, espérances de revenus futurs, etc., *Twelfth Census of the United States 1900*, vol. VII, p. LXXVII.

res des fidèles *corporations* (1). Finalement, le régime des *corporations* donne lieu au commerce des valeurs, un commerce très lucratif (2).

Quelles entreprises privées, ou quelles sociétés en nom collectif peuvent se vanter de pareils avantages ! En effet, le développement des sociétés par actions fut tellement intense, qu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle les *corporations* contrôlèrent au moins 60 pour cent de la production du pays(3). Les diagrammes à la fin de ce chapitre révèlent comment cette vague de *corporations* continue à engloutir presque toute la vie industrielle du pays.

La politique extérieure des Etats-Unis est étroitement liée à leur situation économique, surtout depuis l'industrialisation du pays. Pendant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, la nouvelle nation fut, comme nous l'avons vu, très dépendante du vieux monde pour des produits industriels; et elle défendit sa position commerciale avec vigueur, — ainsi que le témoigna la guerre de 1812. Cependant la politique extérieure pendant cette période fut essentiellement locale, dans ce sens qu'elle ne sortit qu'exceptionnellement du continent américain. Là toute l'attention du gouvernement fut absorbée par la conquête de l'ouest; par les an-

---

(1) Charles A. Beard, *Contemporary American History*, p. 31, 239-246, 268-271 ; Fred. L. Paxson, *The New Nation*, p. 60-62.

(2) Kemper Simpson, *The Capitalisation of Good-Will*, p. 9-14 et p. 20.

(3) Mesurée en dollars, *Thirteenth Census of the United States* 1910, vol. VIII, p. 135.

nexions; par les batailles et les escarmouches sangui-  
naires avec les peaux-rouges qu'il fallut assujettir, ou,  
au besoin, supprimer; par la guerre avec le Mexique  
(1846-1848); par le conflit diplomatique avec la Gran-  
de-Bretagne pour fixer la frontière dans le territoire de  
l'Oregon; et enfin par les menaces croissantes de la  
guerre civile (1). Au lendemain de cette guerre, la force  
productrice du pays atteignit un tel degré de dévelop-  
pement qu'elle suffisait pour subvenir aux principaux  
besoins du marché national (2).

Les choses ne restèrent pas stationnaires. Peu après  
la crise de 1873 qui liquida définitivement le déséqui-  
libre d'affaires résultant de la guerre (3), on s'aperçut  
que la capacité de produire dépassait même la capa-  
cité d'absorption du marché national (4). Jusqu'ici les  
ventes et les achats américains sur le marché inter-  
national n'y avaient pas exercé beaucoup d'influence;  
ils avaient plutôt subi les cours fixés par le com-  
merce européen (5). Entre les années 1873 et 1882 la  
récolte du blé américain fut si grande, — grâce à la  
transformation de la technique agricole, grâce aussi  
au perfectionnement des moyens de transports, —

---

(1) William E. Dodd, *Expansion and Conflict*.

(2) *Twelfth Census of the United States*, vol. VII, p. L.

(3) Coman, *Industrial History of the United States*,  
p. 301-304.

(4) Paxon, *op. cit.*, p. 96.

(5) Sauf dans les cas où les Etats-Unis avaient joui d'un  
quasi-monopole naturel de production : comme pour le  
coton.

qu'elle détermina le prix du blé à Liverpool aussi bien qu'à Chicago (1).

Vers 1890, aux excédents des produits agricoles et industriels s'ajoutèrent des excédents des capitaux qui cherchèrent des débouchés pour leur placement. Cette situation économique ne tarda pas à se traduire consciemment en un nouvel impérialisme (2). L'ancien impérialisme s'était déroulé sur le continent nord-américain. Le Pacifique avait arrêté ce processus d'annexion des territoires contigus. Le nouvel impérialisme s'exprima par une expansion extra-continentale. En 1889 les Etats-Unis se joignirent à la Grande-Bretagne et à l'Allemagne pour établir un protectorat sur les îles de Samoa. Mais le véritable état d'esprit impérialiste dut attendre jusqu'à la guerre avec l'Espagne pour s'épanouir. Parmi les causes de cette guerre, les intérêts de l'humanité se mêlèrent curieusement avec les intérêts de la propriété et du commerce américains (3). « Au retour de la paix les Etats-Unis s'établirent aux Hawaï, à Guam, aux Philippines, dans le Pacifique, à Porto-Rico dans la mer des Antilles, où ils imposèrent

---

(1) Une des causes de ce phénomène fut l'introduction des navires transatlantiques à vapeur et en acier. Veblen, *The price of Wheat since 1867*, dans le *Journal of Political Economy*, vol. I, n° 1, déc. 1892, p. 81-82.

(2) Viallate, *L'impérialisme économique*, p. 68-80, Charles A. Beard, *Contemporary American History*, p. 202, C.-J.-H. Hayes, *Political and Social History of Modern Europe*, vol. II, p. 602-603.

(3) Beard, *ibid*, p. 203-205.

en outre leur protectorat à la République de Cuba (1).

Après la crise financière de 1907, le mouvement impérialiste aux Etats-Unis se modifia. L'établissement des zones « naturelles » d'influence, surtout dans la région des Caraïbes, succéda à la politique d'annexion des territoires d'outre-mer (2). On écarta ainsi les complications politiques et les responsabilités onéreuses à perpétuité; mais les pouvoirs publics ne cessèrent pas de donner leur aide active aux citoyens, financiers et industriels, pour développer les intérêts du pays au dehors (3). Appuyés par l'action diplomatique et par les forces armées de la nation, les capitaux américains disponibles ont réussi à trouver des sources de revenus dans des contrées riches en ressources naturelles, mais économiquement et militairement arriérées, telles que la Chine, les petits pays de l'Amérique Centrale (4) et les minuscules républiques

---

(1) Viallate, *ibid*, p. 72.

(2) Viallate, *L'impérialisme économique*, p. 121.

(3) M. Taft déclara pendant sa présidence : « Tandis que notre politique étrangère ne doit pas être détournée, fût-ce d'une ligne, de la voie de la stricte justice, il peut être utile d'adopter une politique d'intervention active en vue d'assurer pour nos marchandises et pour nos capitalistes des opportunités pour des placements avantageux, qui profiteront aux deux pays intéressés ». Cité par Viallate, *ibid*, p. 120.

(4) Par exemple, les citoyens de la République de Costa Rica savent, abstraction faite des déclarations formelles, qu'ils sont les sujets de l'*United Fruit Company*, une compagnie anglo-américaine.

insulaire de la mer des Caraïbes (1).

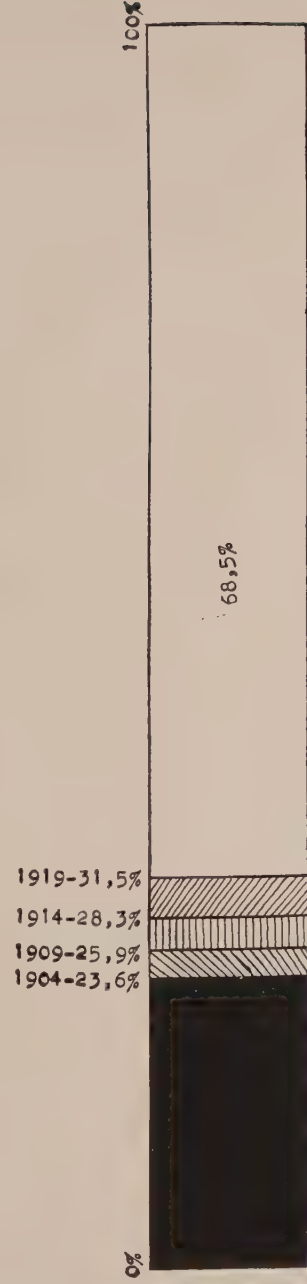
Ainsi, en moins de cent cinquante ans, la nouvelle nation, qui avait débuté si précairement dans un désert sauvage, est devenue la grande puissance mondiale qu'elle est de nos jours.

---

(1) Grâce à une extension casuistique de la doctrine de Monroe, la marine américaine a joué à l'égard de ces républiques, le rôle de l'huissier pour le compte des créanciers européens et américains. *The Nation* a révélé des documents officiels ayant trait à l'intervention armée dans la République de Haïti en 1915, pour protéger les intérêts des créanciers étrangers, pour réprimer les « bandits », et pour imposer un traité de soumission complète aux vœux des Etats-Unis. *The Nation* (New-York) vol. cxiii, n° 9, 1921, p. 546-555 ; Viallate, *op. cit.* p. 133.

I.

Accroissement relatif du NOMBRE d'ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS à FORME de **CORPORATIONS** par rapport au nombre total des établissements industriels aux États-Unis



II

Accroissement relatif du NOMBRE des SALARIÉS EMPLOYÉS dans les ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS à FORME de **CORPORATIONS** par rapport au nombre total des salariés employés dans tous les établissements industriels des États-Unis.



III.

Accroissement relatif de la VALEUR (en dollars) des PRODUITS FABRIQUÉS dans les ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS à FORME de **CORPORATIONS** par rapport à la valeur totale des produits fabriqués dans tous les établissements industriels des États-Unis.



L É G E N D E :



pourcentage existant en l'année 1904 pour les établissements à forme de **corporations**.  
pourcentage d'accroissement entre 1904 et 1909 pour les établissements à forme de **corporations**.  
pourcentage d'accroissement entre 1909 et 1914 pour les établissements à forme de **corporations**.  
pourcentage d'accroissement entre 1914 et 1919 pour les établissements à forme de **corporations**.  
pourcentage existant en l'année 1919 pour les établissements (entreprises privées, sociétés en nom collectif, sociétés corporatives, etc.) outre ceux à forme de **corporations**.

Les premières statistiques de la diffusion des entreprises à forme de *corporations* paraissent dans le *Twelfth Census of the United States* (1900) ; mais les données de 1899 ne sont pas comparables à celles des recensements suivants, puisque les statisticiens excluent depuis 1904 les arts et métiers de la définition d'une entreprise industrielle. Les diagrammes ci-dessus ont été faits selon les chiffres du *Thirteenth Census of the United States* (1910) vol. VIII (*Manufactures*), p. 135, et du *Fourteenth Census of the United States* (1920), vol. VIII (*Manufactures*), p. 107.



## CHAPITRE I

# Conception Générale de l'Économie Politique

---

*Les idées de Veblen sur les rapports entre la civilisation moderne et la science ; les caractères essentiels de la science moderne et de l'économie politique. — Depuis ses débuts, l'économie politique est une science de l'économie de l'artisanat. — Le régime du métier comparé avec le régime féodal. — Les origines des concepts fondamentaux de la science économique dans le régime du métier : la propriété, le commerce, et le profit.*

---

Toute l'œuvre de Thorstein Veblen, la partie critique aussi bien que la partie constructive, est inspirée du désir de conquérir pour l'économie politique le droit de cité parmi les sciences modernes. Veblen a commencé ses travaux économiques vers 1890, — à l'époque où beaucoup de sciences étaient en train de se renouveler dans leur effort pour marcher dans le sillage de la biologie et de la géologie évolutionnistes (1). Le célè-

---

(1) « La biologie est ainsi devenue la science inspiratrice de la philosophie, comme la géométrie et la physique mathématique l'ont été au XVIII<sup>e</sup> siècle ». Louis Weber. *Le rythme du progrès*, p. 15.

bre sociologue américain, Lester F. Ward, prétendait étendre la portée de l'évolutionnisme à toute la sociologie (1), pendant que Herbert Spencer travaillait à construire un grandiose système de philosophie cosmologique partant du même principe du transformisme (2). Notre auteur a été d'autant plus sensible à cette nouvelle orientation du monde savant que sa première formation intellectuelle a été profondément philosophique (3).

Veblen influe donc sur la pensée économique non seulement par ses idées économiques, mais par le système général de sa philosophie. Quoique fortement influencée par la doctrine de l'évolution et les progrès des sciences biologiques, il est trop avisé pour tâcher d'assimiler la société économique à un organisme biologique, à la manière des sociologues organicistes. Il n'entend pas rapprocher l'économie politique des sciences modernes en imaginant des analogies ingénieuses et vaines, mais plutôt en ramenant l'étude des phénomènes économiques à l'esprit, à la *Weltanschauung* de ces sciences. Ainsi, il insiste pour que l'économie politique adopte le point de vue des nouvelles sciences évolutionnistes et qu'elle tienne compte

---

(1) Lester F. Ward. *La différenciation et l'intégration sociale*, p. 3. Extrait du tome ix des *Annales de l'Institut International de Sociologie*, 1903.

(2) Herbert Spencer, *Premiers Principes* (trad. Cazelles), Paris. F. Alcan), chap. xvii, *in fine*.

(3) Roche Agussol. *Etude bibliographique des sources de la Psychologie Economique chez les Anglo-Américains*, p. 90, note.

des circonstances changeantes et des forces produisant ces changements (1).

La façon de penser qui caractérise à la fois la civilisation actuelle et la science moderne est, d'après Veblen, essentiellement positive et mécanique (2). Pour l'esprit moderne le critérium de la vérité est de plus en plus le fait objectif et de moins en moins des représentations théologiques et métaphysiques (3). Cette tendance est la conséquence du fait qu'à notre époque la logique de la recherche scientifique se rapproche plus qu'autrefois de la logique des activités techniques et industrielles (4).

Veblen ne veut pas dire par là que toute la science moderne se réduise à une sorte de physique généralisée,

---

(1) Veblen, *Why is Economics not an evolutionary science?* surtout p. 77-78, dans *The Place of science in Modern Civilisation*.

(2) La discussion de l'intégration de l'économie politique dans le mouvement général des sciences, se trouve dans les trois essais suivants : *The Place of Science in Modern Civilisation*, *The Evolution of the Scientific Point of View*, et *Why is Economics not an Evolutionary Science?* Ce sont des articles de revue qui ont été incorporés avec d'autres articles de Veblen dans un recueil intitulé : *The Place of Science in Modern Civilisation*. Nous citons toujours des pages du recueil. Voir ci-dessous p. 175-177 (Bibliographie).

(3) Ces idées de Veblen doivent beaucoup au positivisme français, surtout à la loi des trois états d'Auguste Comte. Louis Weber, *Le Rythme du Progrès*, p. 55-70.

(4) Veblen, *The Place of Science in Modern Civilisation*, p. 15-21.

telle que l'avait conçue Auguste Comte. Il reconnaît, comme M. Weber l'a fait, que l'ensemble des connaissances modernes vient de deux courants qui remontent à des sources tout à fait différentes (1). Le premier de ces courants se compose des faits vulgaires auxquels se heurtent les artisans de tous les temps dans leur besogne quotidienne, — ce que M. Weber appelle le courant de technique. Les progrès techniques réalisés depuis les âges de pierre constituent la base de notre ère de machinisme et d'industrialisme. Dans l'autre courant, — là où M. Weber voit la réflexion, l'intelligence introspective, tournée vers elle-même au lieu d'être tournée vers la matière, — Veblen, restant plus près d'Auguste Comte, ne perçoit que la théologie et la métaphysique, qui, elles aussi, s'occupent de la matière autant que la technologie. L'esprit humain, suivant cette seconde tendance, ne se borne pas à faire des observations objectives de la matière, mais, poussé par un penchant animiste, il fait des suppositions : il se représente les choses à son image, c'est-à-dire, comme des agents doués d'une volonté humaine (2). Veblen comprend dans

---

(1) Weber, *op. cit.*, p. 135-136. Veblen, *idem*, p. 5-15, aussi *The Instinct of Workmanship*, chap. II, p. 38-102.

(2) Par exemple, dans la pensée d'une femme-potier des Indiens Pueblos, la terre glaise, ainsi que toutes les choses dont elle s'occupe, se présentent sous une double forme : d'abord cette femme se demande ce qu'elle peut faire de cette terre glaise (observation), puis elle se demande ce que va faire cette terre glaise ou quelles seront ses caprices (supposition), Veblen, *Instinct of Workmanship*, p. 55-58.

cet ordre d'idées tous les éléments idéalistes de la pensée, tels que les superstitions, les mystères magiques, les religions, et les conventions sociales, juridiques et politiques parmi lesquelles les plus puissantes sont le respect pour la naissance distinguée, le caractère inébranlable de la propriété privée, et l'inviolabilité de l'honneur national (1). Les deux courants ne coulent pas toujours séparément. Le second se mêle souvent au premier, le détournant de son cours et l'obscurcissant par ses épaisses alluvions de traditions glorieuses (2).

Même dans les sciences modernes un élément d'anthropomorphisme subsiste : le raisonnement de cause à effet. L'observation pure et simple ne peut révéler que les variations concomitantes ; mais les savants, au lieu de se contenter de faire ces constatations mathématiques, créent leurs théories en interpolant la relation métaphysique de cause à effet (3). Cette forme d'interprétation dramatique des phénomènes a, de-

---

(1) Veblen, *The Instinct of Workmanship*, *passim* ; *The Nature of Peace*, *passim* ; *Absentee Ownership*, chap. II ; *The Passing of Natural Frontiers*, dans *The Dial*, (N. Y.), vol. 64, p. 387-390, Apr. 25, 1918.

(2) Veblen, *Instinct of Workmanship*, p. 38-42. Contrairement à ce qu'affirme Veblen, M. Weber prétend que dans les rapports de la technologie avec la religion et la magie, celles-ci ont souvent secondé le développement de celui-là. Weber, *op. cit.*, p. 150-160.

(3) Veblen, *The Place of Science*, p. 33. Nous trouvons la même idée chez Auguste Comte : « Si nous voulions tenter de concevoir, pour le plus simple phénomène, par quelle puissance le fait que nous appelons *cause* engen-

puis la fin du moyen âge, remplacé dans la science la tradition authentique et la méthode de l'harmonie dialectique. Pour déterminer la forme de la terre on n'a plus recours aux écrits des philosophes d'antiquité ni aux livres saints ; on ne construit plus, à la manière des docteurs de la scolastique, un beau système de syllogismes dont la logique interne soit impeccable. La preuve de la sphéricité de la terre repose sur des concepts mécaniques enchaînés par des liens de causalité, comme, par exemple, dans l'argument tiré de l'ombre circulaire projetée par la terre sur la lune pendant l'éclipse de celle-ci.

Ce raisonnement de cause à effet à lui-même subi une évolution importante sous l'influence des modes changeants de l'organisation de la production (1). Il fut d'abord conçu d'une façon personnelle, à l'instar de l'artisan travaillant la matière à l'aide de quelques outils (2). En effet, tout le courant de pensée idéaliste et non technique du XVIII<sup>e</sup> siècle fut profondément affecté par les nouvelles institutions économiques et sociales. Le dieu des physiocrates n'est plus le suzerain qui gouverne ses vassaux, mais le maître-artisan qui a ordonné le monde pour le bonheur des hommes. Mercier de la Rivière décrit l'univers « comme l'ou-

dre celui que nous appelons *effet*, nous serions inévitablement entraînés à réaliser des images semblables à celles qui ont servies de base aux premières théories humaines ». Cité par Weber, *ibid*, p. 62.

(1) Veblen, *The Place of Science*, p. 46.

(2) *Ibid*, p. 12-14.

vrage d'une divinité bienfaisante » (1). Avec la révolution industrielle, l'organisation de la production n'est plus fondée sur le tour de main d'un artisan, mais sur le machinisme. Les ouvriers d'aujourd'hui ne façonnent plus la matière, « ils jouent dans l'industrie mécanique le rôle d'aides ou d'auxiliaires qui suivent pas à pas la machine et n'interviennent en tant qu'opérateurs manuels qu'aux endroits où ce processus est incomplet... Le travail de l'ouvrier consiste à suppléer et compléter la machine plutôt qu'à employer celle-ci : c'est plutôt la machine qui emploie l'ouvrier; mais l'idéal serait qu'elle pût se substituer à lui » (2). Veblen insiste sur ce fait banal que dans la période contemporaine l'artisan a dû faire place à la machine, pour montrer comment ce progrès technologique a affecté profondément non seulement l'industrie, mais la philosophie de la science. Non seulement les ouvriers, mais tous les membres de la communauté se trouvent soumis au rythme du machinisme (3). Dans les sciences modernes, pour les mêmes raisons, l'attention se détourne de plus en plus de la cause première et de l'aboutissement final de tous les phénomènes « pour s'attacher à la série de petits changements cumulatifs en lesquels la méca-

---

(1) *dynsiocrates* (Collection des Economistes), édition Daire, deuxième partie, p. 638.

(2) M. Halbwachs, *Le facteur instinct dans l'art industriel*, *Revue Philosophique*, 46<sup>e</sup> année, n<sup>os</sup> 3 et 4, mars-avril 1932 p. 226-227.

(3) Veblen, *The Place of Science*, p. 62-63, *The Instinct of Workmanship*, chap. VII.

nique tend à décomposer les phénomènes physiques (1). Aujourd'hui, la loi de cause à effet, quoique encore métaphysique, revêt un caractère mécanique, puisqu'elle s'exprime en termes de masse, de vitesse, de pression, de tension, de vibration, etc... En somme, la philosophie de la science moderne est, d'après Veblen, caractérisée non seulement par la prédominance de l'esprit positif sur l'esprit animiste, mais par une sorte d'infiltration subtile des concepts mécaniques dans la partie métaphysique qui subsiste encore dans la science (2).

Il ne nous paraît pas que Veblen ait poussé trop loin la doctrine de déterminisme économique et matérialiste en prétendant qu'il y ait un rapport pour une période donnée entre l'organisation sociale et la technique de la production d'une part, et les concepts philosophiques de l'autre. Il y a incontestablement du vrai dans l'opinion de Durkheim. « Bien que ce soit les relations logiques des choses qui aient servi de base aux relations sociales des hommes, en réalité,

---

(1) Halbwachs, *ibid*, p. 227.

(2) Veblen, *The Place of Science*, p. 192-196, 253-268. Veblen remarque que cette tendance positiviste et mécanique, ne s'est pas produite sans donner lieu à des réactions. Parmi les manifestations animistes récentes qu'il énumère, on trouve les sciences occultes, la télépathie, et l'élan de la vie de M. Bergson. Veblen, *The Instinct of Workmanship*, p. 333-336 et note.

ce sont celles-ci qui ont servi de prototype à celle-là » (1).

Le phénomène le plus frappant dans cet ordre d'idées, c'est le vif accueil fait par le milieu intellectuel anglais à la nouvelle philosophie impersonnelle, amoral et mécanique des Darwin, Huxley, Buckle, Spencer, etc... Ce milieu avait reçu une préparation d'esprit pendant les soixante-quinze ans de la révolution industrielle qui précédèrent la publication de « l'Origine des Espèces » de Darwin (1859). De plus, ce ne fut pas, à notre avis, une coïncidence accidentelle qu'il y eut quelque chose de très analogue à la doctrine de la sélection naturelle dans la libre concurrence effrénée qui caractérisa la vie économique anglaise du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Cette communauté incorpora tout naturellement la doctrine darwinienne comme partie intégrante de son sens commun.

Dans la mesure où la pensée scientifique se rapproche de la logique sociale et économique de notre temps, la logique scientifique devient de plus en plus vulgarisée. La science, en entrant dans les voies ordinaires de la vie quotidienne, en se mettant, pour ainsi

---

(1) Durkheim et Mauss, *De quelques formes primitives de classification* (Année sociologique, t. VI, p. 67, librairie F. Alcan) cité par Weber, *op cit.*, p. 161. Il faut noter que Veblen ne donne la priorité ni aux relations sociales, ni aux relations logiques ; il ne fait que constater une *interdépendance* : « There is a degree of interdependance between the cultural situation and the state of thoretical inquiry ». *The Place of Science in Modern Civilisation*, p. 46.

dire, en vêtement de travail dans une usine mécanique, est devenue en toute controverse sérieuse la juridiction suprême. Le sens commun de notre civilisation lui donne une telle place *quasi lignum vitae in paradiso dei et quasi lucerna fulgoris in domo domini* (1). Pour jouir de ces avantages, pour devenir, en somme, une science moderne, l'économie politique doit s'inspirer de la logique de ces phénomènes même qui font l'objet de son étude. Elle doit se débarrasser des notions métaphysiques, et adopter un système d'interprétation positive et mécanique. C'est là, la thèse préalable de Veblen (2).

Les économistes d'aujourd'hui sont généralement d'accord pour affirmer que leur science s'est constituée avec les physiocrates et avec Adam Smith. Ce sont eux qui, pour la première fois, ont envisagé les phénomènes économiques comme une ensemble, qui en ont érigé un système et créé une véritable œuvre de synthèse (3). Les fondateurs de la nouvelle science se sont inspirés de la philosophie des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles ainsi que des faits économiques de leur temps. Leur travail a été l'aboutissement des réflexions frag-

---

(1) Veblen, *The Place of Science in Modern Civilization*, p. 1-5.

(2) Il est étranger au but de cette étude de discuter la valeur de ces concepts philosophiques. Il nous suffit tout simplement d'avoir présentes à l'esprit les idées que Veblen tient pour acquises.

(3) Gide et Rist, *Histoire des Doctrines économiques*, p. 2 et 3.

mentaires et empiriques des « précurseurs » sur les caractères nouveaux de la vie économique qui se sont accusés par suite de la décadence de l'économie familiale fermée et l'importance croissante du marché (1).

Il est incontestable que les faits objectifs et les institutions qui sont entrés en ligne de compte dans la fondation de la nouvelle science, appartiennent au stade de la petite entreprise caractérisé par la petite industrie et le petit commerce (2). La propriété et la direction dans l'entreprise sont encore étroitement unies. Le crédit ne joue qu'un rôle accessoire. Le machinisme n'a pas encore apparu. Néanmoins, les fondements de la science économique posés par les Physiocrates et par Adam Smith au XVIII<sup>e</sup> siècle, sont encore les fondements de cette même science au XX<sup>e</sup> siècle en tant qu'elle est une construction synthétique (3). Marshall, tout en reconnaissant que les conditions économiques changent constamment et rapidement, insiste sur le fait que « la science est, et doit être, d'un développement lent et continu ». Il ajoute que « les nouvelles théories ont complété les anciennes;

---

(1) Hector Denis, *Histoire des systèmes économiques et socialistes*, vol. I, p. 6-14, Pierre Struve, *L'Idée de Loi Naturelle dans l'économie politique*; *Revue d'Economie politique*, mai-juin, 1921, 35<sup>e</sup> année, n<sup>o</sup> 3, p. 294-295, 300-301.

(2) Veblen, *Absentee Ownership*, p. 40-68.

(3) Veblen, *The Preconceptions of Economic Science*. III, dans *The Place of Science in Modern Civilisation*, p. 148-150.

elles les ont étendues, et parfois corrigées, mais elles les ont rarement renversées » (1).

En effet, lorsque l'école historique battait en brèche les axiomes et les théories des classiques, l'école autrichienne accourut vigoureusement au secours de ces derniers et sauva la situation par ses raffinements psychologiques de l'ancien concept de l'intérêt personnel (2). A présent, aux Etats-Unis tout au moins, ce sont les écoles très rapprochées d'Adam Smith et de Ricardo, qui dominent l'enseignement de l'économie politique (3).

La conception que Veblen se fait de l'économie politique s'écarte radicalement de celle des écoles classiques et hédonistes. Tout en reprochant à l'école historique de confondre l'érudition avec la science, et de se contenter d'accumuler des faits du passé sans les systématiser de façon à expliquer le présent, Veblen fait siennes les critiques que cette école a lancées contre les classiques et les libéraux. Il prétend, en somme, que les doctrines classiques et néo-classiques sont incapables d'expliquer les forces et les phénomènes économiques récents et de les intégrer dans leur système (4).

---

(1) Alfred Marshall, *Principes d'Economie Politique*, t. 1, p. 5.

(2) Gide et Rist, *op. cit.*, p. 612.

(3) Lewis H. Haney, *History of Economic Thought*, p. 520-527.

(4) *Absentee Ownership, Préface, The Instinct of Workmanship*, p. 204-230.

Certes, il ne méconnaît pas les transformations qu'ont subies les sciences économiques au cours du xix<sup>e</sup> siècle (1). Il essaye même de déterminer jusqu'à quel point ces transformations ont satisfait aux exigences de l'évolution du point de vue scientifique, et avec quel succès elles ont suivi les progrès des faits économiques (2). Ainsi, Veblen confronte avec les faits, la science économique moderne, et ne lui reconnaît pas une valeur absolue comme expression synthétique et compréhensive des phénomènes économiques actuels.

Au point de vue de la continuité historique, les conventions économiques de nos jours remontent à cette période que les historiens appellent l'aube des temps modernes. On ne peut pas la désigner par les dates précises, puisque dans différents pays ce fut à différentes époques que le soleil d'une civilisation relativement plus paisible chassa lentement et imperceptiblement les ombres des siècles barbares (3).

La désorganisation du haut moyen âge — ses guerres privées intermittentes, ses formules d'honneur chevaleresque qui consacraient la capture par un seigneur puissant des terres et des biens de ses voisins, le brigandage des nobles — toute cette anarchie féo-

---

(1) *The Place of Science*, p. 150.

(2) Les trois essais sur *The Preconceptions of Economic Science*, dans *The Place of Science*, p. 82-179, *Absentee Ownership*, p. 40-118, *Theory of Business Enterprise*, chap. VII.

(3) *The Instinct of Workmanship*, p. 209-210.

dale coexistait avec une organisation sociale qui revêtait un caractère stable, hiérarchique et bien ordonné. L'idéal social du moyen âge voulait que chaque homme, sans exception, eût sa place dans la hiérarchie féodale, et qu'il remplît le devoir agréable de se soumettre à son maître ou suzerain (1). Sous le système de vassalité qui se généralisa surtout après la désintégration de l'empire de Charlemagne, l'organisation de la production prit les formes de l'économie familiale fermée. L'industrie et le commerce furent en pleine décadence (2). L'Europe du haut moyen âge était semblable à une mosaïque d'économies rurales autonomes. Chaque villa ou manoir renfermait des hommes qui exerçaient toutes les occupations et les métiers nécessaires à la vie de tous les jours. Au sein de chacun de ces organismes économiques le devoir coutumier seul déterminait les prestations et les contreprestations. Vis-à-vis du seigneur domanial ces ouvriers agricoles et industriels se trouvaient à l'état de servage plus ou moins complet (3). Quoique cette organisation fût fondée sur la force et non pas sur une fidélité sentimentale (4), elle devint, avant peu, chose normale et inéluctable pour l'esprit de l'époque.

---

(1) Lavissee et Rambaud, *Histoire Générale*, 2<sup>e</sup> édition, t. 1, p. 337, et 604-605.

(2) *Ibid.*, p. 342.

(3) Ashley, *Histoire et doctrines économiques de l'Angleterre*, p. 15-36. Bücher, *Etudes d'Histoire et d'économie politique*, p. 60-68, 126-127.

(4) Lavissee et Rambaud, *op. cit.*, p. 329.

L'homme le plus misérable, le plus méprisé de tous, c'était l'homme sans maître (1). Les relations de dépendance universelle fixées une fois pour toutes par la coutume constituaient la base et le fondement de la société du moyen âge.

On était alors très loin de l'état d'esprit moderne qui préconise avant tout l'indépendance économique et la liberté individuelle. En effet, la liberté individuelle n'existait pas; et par conséquent, il ne pouvait y avoir de libre concurrence (2). « Dans cette économie domaniale, il n'y a ni prix, ni salaire, ni fermage, ni loyer; il n'y a pas, non plus, de profit du capital, et par conséquent ni entrepreneur, ni salarié. Les manifestations économiques qui s'y produisent sont de nature particulière » (3). Les faits et les conventions de cette époque ne trouvent pas leur écho dans la science économique telle que nous la connaissons.

Cette économie politique qui prend comme point de départ psychologique l'intérêt personnel, est fondée sur les faits et les institutions qui ont surgi après la désintégration du régime féodal, lorsque l'étroitesse de la vie domaniale, et les restrictions, les corvées et les

(1) *Absentee Ownership*, p. 44-45.

(1) Ashley, *op. cit.*, p. 75.

(3) Bücher, *op. cit.*, p. 68. Nous passons sous silence ce commerce international, interurbain et interdomanial qui n'a jamais cessé d'exister pendant le moyen âge, mais qui portait sur les articles de luxe et des marchandises de consommation exceptionnelles, et très rarement sur les produits indispensables aux besoins journaliers. *ibid.*, p. 70-71.

droits seigneuriaux devenaient de plus en plus gênants pour la population, quand être un homme sans maître devenait une ambition chérie au lieu d'une malédiction honteuse (1). Certains esprits rétifs finirent à la longue par couper les liens qui les avaient rivés au domaine; et ils s'établirent dans les villes qui leur offrirent un cadre dans lequel ils purent exercer leurs métiers respectifs comme des artisans libres et indépendants (2). Du XII<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle s'organisa dans les villes cette économie du métier, basée sur la production par l'artisan, qui devait caractériser la vie économique jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle (3). Dans cette révolution économique, et dans les nouvelles conventions sociales et juridiques qui en résultent, Veblen, se ralliant à l'opinion de Bücher (4), prétend trouver les principes et les normes qui constituent la charpente immuable de la science économique. Il ne serait donc pas inutile d'insister avec quelques détails sur le régime du métier, pour faire ressortir les idées et les conventions économiques

---

(1) *Absentee Ownership*, p. 46.

(2) Par exemple, le jurisconsulte Glanville de l'époque de Henri I<sup>er</sup> de l'Angleterre écrivit : « Si quis natus quiete per unum annum et unum diem in aliqua villa privilegiata manserit, ita quod in eorum communam, scilicet gildam, tanquam civil receptus fuerit, eo ipso in villenagio liberabitur ». Cité par Ashley, *op. cit.*, p. 94-95 *in fine*. Bücher, *op. cit.*, p. 91. Cours du professeur Allix de la Faculté de Droit de Paris, 1921-1922, première partie.

(3) Martin Saint-Léon, *Histoire des Corporations de Métiers*, p. 67.

(4) Bücher, *op. cit.*, p. 116-117.

de cette époque que les métaphysiciens du XVIII<sup>e</sup> siècle ont traduites en lois d'ordre naturel (1).

Veblen voit dans le passage du moyen âge au temps modernes, dans la transition de l'économie domestique à l'économie du métier, l'inauguration d'une nouvelle conception de la propriété, provenant de nouvelles conditions de l'existence quotidienne (2). Pour notre auteur le haut moyen âge est une phase « prédatrice » de l'histoire humaine. La propriété était alors fondée sur la force et sur la conquête (*seizure by prowess*), ou bien sur la possession prolongée de ce qui a été acquis (*prescription tenure*) (3). Il y avait surtout la propriété foncière que l'on tenait toujours en principe d'un suzerain; mais la propriété commerciale et industrielle était exceptionnelle. Les serfs vaquaient à toutes les besognes industrielles du temps. « La technique industrielle, dit Bücher, était dans une dépendance étroite de la propriété foncière » (4).

Les ouvriers habiles; comme nous l'avons vu, s'arrachaient à la longue à ce lien, et, après avoir passé par certaines vicissitudes, se faisaient une existence indépendante. Une fois établis dans une ville comme des artisans libres, travaillant et commerçant pour leur propre compte dans leurs boutiques, ils créaient

---

(1) *Instinct of Workmanship*, p. 284-298.

(2) *Theory of Business Enterprise*, chap. IV; *Absentee Ownership*, chap. III.

(3) *Theory of Business Enterprise*, p. 73-74, *Instinct of Workmanship*, p. 184-186.

(4) *Etudes d'histoire et d'économie politique*, p. 129.

une nouvelle forme de propriété : les produits fabriqués comprenant la matière qu'ils avaient fournie et le travail qu'ils avaient incorporé. Ainsi, en effet, la propriété devenait une condition indispensable de l'indépendance personnelle.

L'idée, suggérée par les faits de l'époque, que cette propriété personnelle était nécessaire pour permettre à l'homme libre de gagner sa vie, était entrée avec le temps dans les habitudes de penser de la communauté. Au XVII<sup>e</sup> siècle, elle trouva son expression philosophique chez Locke. Pour lui, la liberté de l'homme implique d'abord la propriété de sa personne et le droit d'en assurer la subsistance. Une fois que, par le travail, l'homme a mélangé à la matière inerte, tirée de l'état de nature, son activité, qu'il y a incorporé ses idées et ses efforts, cette matière est à lui, et personne d'autre n'est autorisé à lui en ravir la possession. Le travail humain est, dans les écrits de Locke, la justification de la propriété (1).

---

(1) John Locke, *Of Civil Government*, chap. v, section 27. « Though the earth, and all inferior creatures be common to all men, yet every man has a *property in his own person* : this, nobody has any right to but himself. The *labour* of his body, and the work of his hands, we may say, are properly his. Whatsoever, then, he removes out of the state that nature hath provided and left it in, he hath mixed his labour with, and joined to it something that is his own, and thereby makes it his *property*. It being by him removed from the common state nature hath placed it in, it hath by this labour something annexed to it, that excludes the common right of other men : for

Le droit de commercer était, à cette époque, un corollaire du droit de la propriété (1). Puisque les artisans libres, réunis souvent en corporations, étaient occupés plus ou moins exclusivement à une fabrication spéciale dans le dessein de fournir les consommateurs en dehors du groupe domestique, le marché devenait une nécessité inéluctable de la vie quotidienne. Sans lui la division du travail aurait été impossible. Sans lui, l'artisan, même doué d'une très grande habileté technique, n'aurait jamais pu subvenir à ses besoins. C'est le marché qui permettait à l'artisan de transformer les produits possédés par son travail en un moyen de gagner sa vie (2). Ainsi, pendant le régime du métier, le commerce n'était qu'une extension de la fabrication (3). En effet, au premier abord, on ne pouvait guère distinguer entre le rôle industriel et le rôle commercial de l'artisan. La doctrine de saint Thomas d'Aquin n'a-t-elle pas prétendu que les seuls gains de commerce justifiables, sont ceux qui équivalent la rémunération pour le travail de trans-

this labour being the unquestionable property of the labourer, no man but he can have a right to what that is once joined to, at least where there is enough, and as good, left in common for others ». Aussi *Theory of Business Enterprise*, p. 71-72 ; et *Instinct of Workmanship*, p. 287-288.

(1) *Absentee Ownership*, p. 48-49.

(2) Ashley, *Histoire et doctrines économiques de l'Angleterre*, vol. I, chap. II, section VIII.

(3) *Instinct of Workmanship*, p. 210-211.

port ou pour un autre travail quelconque (1)? A une époque où les marchands professionnels n'étaient pour la plupart que des colporteurs, cette doctrine économique du droit canon était près de la vie réelle du temps (2).

L'esprit de l'époque du métier concevait toute propriété honnêtement acquise, en dehors de la propriété et des revenus qui subsistaient dès temps féodaux (3), comme ayant sa base dans le travail accompli par le propriétaire (4).

Voilà, selon Veblen, comment est entrée sur la scène des faits économiques cette propriété privée que la science économique considère comme la pierre angulaire de l'organisation économique moderne (5). M. Gide, en se demandant comment s'acquiert la propriété, dit : « Sans doute, dira-t-on, par *le travail*, car on ne voit guère qu'un acte de création sous

---

(1) « *Negotiatio licita redditur... cum... aliquis... lucrum expetit non quasi finem sed quasi stipendium laboris* ». Saint Thomas d'Aquin, *Summa Theologica, Secunda, Secundae*, quaestio LXXVII, art. 4, cité par Ashley, *op. cit.*, vol. II, p. 455 ; aussi vol. I, p. 183.

(2) *Ibid.*, vol. II, p. 443 ; Veblen, *Absentee Ownership*, p. 54.

(3) Même dans ce cas, on disait parfois que le droit des seigneurs d'exiger les rentes, reposait sur l'accomplissement des devoirs de leur classe. Ashley, *op. cit.* vol. II, p. 451.

(4) *Absentee Ownership*, p. 49.

(5) « We proceed now to examine the foundation stones of this system of private enterprise. Private property is the most important of these. ». Ricard T. Ely, *Outlines of Economics*, 3<sup>e</sup> édition, p. 4.

forme de production *ex nihilo*, qui puisse conférer à un homme un droit aussi formidable. C'est bien ainsi, en effet, que les économistes comprennent et justifient le droit de propriété » (1). M. John Bates Clark et beaucoup d'autres économistes, en ramenant chaque forme de revenu moderne : le salaire, l'intérêt et le profit à une rémunération pour un service rendu au travail collectif de la création des richesses (2), n'appliquent-ils pas les mêmes formules à l'économie moderne que saint Thomas d'Aquin a tirées de l'économie du XIII<sup>e</sup> siècle?

Il convient de noter pourtant, que dans le système du métier il n'y avait de place légitime ni pour le profit ni pour l'intérêt du capital. On appelait alors les opérations du crédit l'usure; et le droit civil ainsi que le droit canon sévissait contre le prêt à intérêt (3). A cette époque, l'organisation de crédit sous forme de placements donnant droit à des revenus divers n'était qu'à ses commencements (4). Ce qui était exceptionnel alors, est devenu de nos jours la règle, ainsi qu'en témoigne le grand progrès des sociétés par actions (5). Le prêt était, avant la révolution industrielle, presque toujours personnel et destiné à combler les lacunes de la

---

(1) Charles Gide, *Cours d'Economie politique*, 6<sup>e</sup> édition, 1920, p. 146.

(2) J.-B. Clark, *Essentials of Economic Theory*, p. 89-90.

(3) Ashley, *op. cit.*, vol. II, p. 458-470.

(4) *Ibid*, p. 471-495.

(5) Voir ci-dessus, p. 27; et ci-dessous p. 159-161, pour le rôle du crédit dans les sociétés par actions.

consommation habituelle de l'emprunteur. C'est la raison pour laquelle on condamnait si sévèrement l'usure.

Le profit aussi (1), dans la mesure où il était connu, était rigoureusement condamné. La recherche des profits qui est de nos jours la raison d'être de toute entreprise privée et le critérium de tout acte commercial (2), était alors l'objet de réprobation sociale. On stigmatisait tout bénéfice au-dessus de celui qui permettait tout simplement à un homme de gagner sa vie et de se maintenir à son rang (3).

Veblen explique le point de vue canoniste par le fait qu'à cette époque l'industrie, n'était pas assez productive pour admettre un large volume d'excédent des produits au delà de ce qui était nécessaire pour la continuité de l'industrie existante. Depuis lors, l'introduction et le développement de l'industrie mécanique ont créé un grand produit net industriel, qui est, dit Veblen, la base matérielle des profits modernes (4).

---

(1) Veblen emploie le mot « profit » dans le sens d'un revenu gratuit (*free income*), un revenu sans coût. *The Vested Interests*, p. 63-84. C'est ainsi, en effet, que le monde des affaires et le droit commercial conçoivent le profit : « Ces bénéfices, dans l'exemple simple du commerce par achat et vente, tiennent à ce que la maison a revendu ses produits plus cher qu'elle ne les a achetés, *tous frais généraux (dépenses d'exploitation et intérêt des capitaux engagés) préalablement déduits* ». Thaller et Percerou, *Traité élémentaire de droit commerciale*, 6<sup>e</sup> édition, p. 265.

(2) Thaller et Percerou, *ibid.*, p. 15-29.

(3) Ashley, *op. cit.*, vol. II, p. 446-453.

(4) *Absentee Ownership*, p. 60-61, et chap. IV ; *Vested Interests*, p. 63-71.

## CHAPITRE II

### Conception Générale de l'Économie Politique

---

*Les preconceptions théologiques des physiocrates. — La pensée anglaise et la pensée française au XVIII<sup>e</sup> siècle. — David Hume. — Adam Smith réunit l'esprit inductif à l'esprit théologico-métaphysique ; ses notions finalistes. — L'école utilitaire de Bentham. — L'introduction du système hédoniste. — Depuis Mill et Cairnes l'économie politique progresse du téléogisme à la causalité. — La phase taxonomique de la science économique. — Marshall. — Nécessité, d'après Veblen, d'un point de vue dynamique et évolutionniste. — Résumé. — Conclusion : le système dualiste de Veblen, l'industrie et le marché.*

---

Les physiocrates et Adam Smith écrivirent à l'époque intermédiaire entre l'ère du métier et l'ère des machines ; mais remarque Veblen, ils ne purent pas se rendre compte de la portée historique de ces changements. Ils se bornèrent forcément à énoncer une théorie économique de leur temps, et leur temps fut à leurs yeux solidaire de l'ère du métier (1). Ainsi les physio-

---

(1) *Instinct of Workmanship*, p. 237 ; *Absentee Ownership*, p. 57.

crates, poussés par la tendance métaphysique qui caractérisa la pensée du XVIII<sup>e</sup> siècle (1), formulèrent en termes de lois naturelles les principes et les conventions ayant leurs racines dans l'organisation économique du métier.

Ils prirent, par exemple, l'idée courante depuis la fin du temps féodal que la propriété est le fruit du travail et ils firent de cette propriété une condition organique de la vie collective. Mercier de la Rivière écrivit alors : « L'ordre immuable de la nature est que cha-

---

(1) M. Guillaume de Greef décrit ainsi la méthode employée dans les sciences sociales au XVIII<sup>e</sup> siècle : « La pensée européenne émancipée de la théologie va de plus en plus demander à la pure raison la solution des problèmes qui la préoccupent ; la métaphysique dominera non seulement la philosophie proprement dite, mais la science sociale. Comme ce sont les faits politiques qui, dans la vie des sociétés, sont les plus élevés, ce seront surtout ceux-là qui attireront l'attention des théoriciens, mais comme ces faits sont aussi les plus complexes de tous les phénomènes sociaux, la science politique, pour les expliquer se fondera sur des hypothèses peu ou pas du tout vérifiées. Il faudra que des recherches plus intenses creusent successivement les couches stratifiées de l'organisme social en arrivant à la plus profonde, celle de la structure économique des sociétés avant que les assises de la sociologie positive soient constituées. En attendant les métaphysiciens politiques, soulevant tour à tour toutes les hypothèses possibles et en corrigeant de temps à autre leur méthode déductive par des inductions et quelques généralisations précieuses, travaillent à coordonner les idées en quelques systèmes peu nombreux qui finiront eux-mêmes par se dissoudre par l'expérience des faits et sous le poids de leurs propres contradictions ». *Le transformisme social*, p. 133.

cun soit pleinement propriétaire de sa personne et de ce qu'il acquiert par ses recherches ou ses travaux... Propriété, Sûreté, Liberté, voilà donc l'ordre social dans tout son entier; c'est de là, c'est du droit de propriété *maintenu, dans toute son étendue naturelle et primitive*, que vont résulter nécessairement toutes les institutions qui constituent la forme essentielle de la société » (1). Ainsi s'insinua dans la pensée économique la notion de l'utilité sociale comme argument pour la propriété privée (2). Pour Locke, le travail fut la cause efficiente de la propriété (3). Pour les physiocrates, la propriété devint le but, la cause finale, du travail.

Cette tendance à la finalité caractérise, dit Veblen, toute la doctrine physiocratique, et depuis lors, toute la science économique jusqu'à nos jours (4). Veblen cite le passage suivant de Quesnay pour illustrer cette tendance :

« Les lois naturelles sont ou physiques ou morales. On entend ici par loi physique, *le cours réglé de tout événement physique de l'ordre naturel, évidemment le plus avantageux au genre humain*. On entend ici par

---

(1) *L'ordre naturel et essentiel des sociétés*, éd. Daire, *Physiocrates* vol. II, p. 614-615.

(2) Hector Denis, *Histoire des systèmes économiques et socialistes*, vol. I, p. 114-115.

(3) Gide et Rist, *Histoire des Doctrines Economiques*, p. 25-26.

(4) La discussion de ce point se trouve dans les trois essais sur « *The Preconceptions of Economic Science* », dans *The Place of Science*, p. 82-179.

loi morale, *la règle de toute action humaine de l'ordre moral, conforme à l'ordre physique évidemment le plus avantageux au genre humain*. Ces lois forment ensemble ce qu'on appelle la *loi naturelle*. Tous les hommes et toutes les puissances humaines doivent être soumis à ces lois souveraines, instituées par l'Etre Suprême : elles sont immuables et irréfragables, et les meilleures lois possibles » (1).

Les lois naturelles sont donc conçues comme concourant à une fin qui est la condition la plus avantageuse au genre humain (2). Notre auteur voit dans ces prémisses logiques des physiocrates un caractère essentiellement animiste (3). Les lois naturelles ne sont-elles pas douées d'une sorte de volonté bienfaisante, assurant le bonheur physique et moral de toutes les sociétés humaines qui veulent bien suivre leurs voies ? La théologie physiocratique, ajoute Veblen, conçoit l'Etre Suprême comme le Créateur de toutes les choses en dernière analyse ; mais l'univers une fois créé, les lois naturelles une fois instituées, il se retire, et il laisse aux hommes le soin de se débrouiller (4). Les hommes, pour autant qu'ils suivent leur intérêt personnel

---

(1) *Droit Naturel* chap. v, éd. Daire, *Physiocrates*, p. 52-53 ; cité dans *The Place of Science*, p. 87.

(2) Sur le caractère finaliste de la physiocratie, voir Hector Denis, *op. cit.*, vol. I, p. 98-104. Il écrit : « Les lois faisaient partie d'un *ordre absolu*, d'un *plan idéal* conçu par la providence, et l'homme n'avait d'autre mission que de le laisser s'accomplir ».

(3) *The Place of Science*, p. 93.

(4) *Ibid*, p. 92.

éclairé à l'aide de « l'instruction publique et privée des lois de l'ordre naturel » (1), s'harmoniseront de façon de plus en plus parfaite avec les lois de cet ordre « le plus avantageux au genre humain ».

Si Adam Smith est sur certains points supérieur aux physiocrates, cela tient, d'après Veblen, à l'influence qu'auraient eue sur lui la méthode inductive et le scepticisme de David Hume (2). La méthode inductive aurait appris au « père de l'économie politique » le souci des faits concrets et la valeur de la documentation historique. En effet, les écrits d'Adam Smith diffèrent des œuvres des physiocrates par leur insistance continuelle sur les faits objectifs et par leur moindre recours aux constructions déductives.

Veblen avance une théorie un peu hasardeuse, mais non moins intéressante pour expliquer la différence des méthodes anglaises et françaises vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle (3). La pensée française aurait été beaucoup plus métaphysique et se serait prêtée plus facilement à une interprétation animiste des faits. A cette époque l'industrie anglaise évoluait dans le sens d'une fabrication mécanique, tandis qu'en France on attachait plus d'importance au tour de main personnel de l'artisan. Il y eut des inventions mécaniques françaises même avant les inventions anglaises, mais celles-là présentèrent un caractère plutôt artistique, personnel

---

(1) Quesnay, *Droit Naturel*, éd. Daire, *Physiocrates*, p. 53.

(2) *The Place of Modern Science*, p. 96-101.

(3) *Ibid*, p. 101-113.

et inapte à la standardisation et à la multiplication industrielles (1). Le gouvernement français fut plus personnel que celui de l'Angleterre et, écrit Veblen, la religion en France aurait revêtu aussi un aspect analogue. De plus, la fréquence des guerres en France et sur les pays voisins de la France depuis le XVII<sup>e</sup> siècle aurait contribué à cette prédisposition animiste, alors que les Anglais, jouissant de leur situation géographique, auraient eu le loisir de former leur esprit en cherchant à maîtriser la matière brute et impersonnelle plutôt qu'en luttant contre les ennemis humains.

Cette théorie est évidemment très critiquable et même fantaisiste, mais elle démontre bien une des idées directrices de Veblen, — une idée, d'ailleurs, fortement inspirée par la philosophie matérialiste de Karl Marx. Pour ce dernier « la pensée n'est que la réalité transformée et traduite dans la tête de l'homme » (2). Pour Veblen, les façons de penser, les réactions psychiques établies à une époque donnée dans les divers domaines de l'activité humaine : l'industrie, la politique, la religion, la guerre, ne manquent pas d'exercer une influence sur la pensée abstraite de cette époque. Ainsi Veblen prétend que les idées de droit naturel et de loi

---

(1) Joseph Wickham Roe, *English and American Tool-builders* : « Although the French were pioneers in many mechanical improvements they have always shown an aptitude for refinements and ingenious novelties rather than for commercial production on a large scale ». *Op. cit.*, p. ix.

(2) Benedetto Croce, *Matérialisme Historique et économie marxiste*, p. 21.

de nature qui étaient à la mode au XVIII<sup>e</sup> siècle s'expliquaient mieux par une étude des faits matériels et sociaux, qui auraient donné naissance à ces notions et qui les auraient nourries, que par un examen méticuleux de la généalogie philosophique de ces idées (1).

Aux yeux de Veblen, la *Richesse des Nations*, même en tant qu'ouvrage d'observation et de documentation ne peut présenter de nos jours qu'un intérêt historique. Notre auteur cite le commencement de la *Richesse des Nations* pour montrer comment Adam Smith envisageait nécessairement les procédés de la production au point de vue de l'ère de l'artisanat : « Le travail annuel d'une Nation est le fonds primitif qui fournit à sa consommation annuelle toutes les choses nécessaires et commodés à la vie. Or, dans toute nation, deux circonstances différentes déterminent cette proportion (de la production aux besoins de la consommation). Premièrement, l'habileté, la dextérité et l'intelligence qu'on apporte généralement dans l'application du travail, et, deuxièmement, la proportion qui s'y trouve entre le nombre de ceux qui sont occupés à un travail utile et le nombre de ceux qui ne le sont pas (2). » Veblen conclut donc que les théories économiques d'Adam Smith, même celles se rattachant à la méthode inductive, ne sont plus valables pour expliquer l'économie

---

(1) *Theory of Business Enterprise*, p. 72 in fine ; *The Instinct of Workmanship*, p. 290-292.

(2) *Richesse des Nations*, Introduction, p. 1-2, (traduction Garnier, 1843), cité dans *The Instinct of Workmanship* p. 237.

actuelle, parce que la productivité industrielle ne dépend plus de « l'habileté, la dextérité et l'intelligence » des personnes employées dans la manufacture, mais du perfectionnement de l'outillage mécanique et im-personnel des usines.

Or, l'œuvre d'Adam Smith dans l'énonciation de ses idées fondamentales ainsi que dans de nombreux détails de sa théorie, le révèle comme un théoricien qui n'a pas su s'émanciper des préjugés philosophiques de son siècle, en dépit de son contact avec le scepticisme de David Hume (1). Adam Smith n'a fait que servir de pont pour unir l'esprit inductif de Hume avec l'esprit théologico-métaphysique des Physiocrates. La notion de l'harmonie spontanée des intérêts (2), qui constitue le fondement du système de Smith et de tous les économistes libéraux depuis, est une notion basée sur une interprétation animiste et théologique de la nature. « Le grand objet, l'objet dirigeant de ses spéculations, a dit Dugald Stewart, est de démontrer que la nature a pourvu, par les principes qu'elle a déposés dans l'esprit humain et dans les circonstances du monde extérieur à l'homme, à une augmentation graduelle et pro-

---

(1) *Place of Science*, p. 98.

(2) « Chaque individu met sans cesse tous ses efforts à chercher pour tout le capital dont il peut disposer, l'emploi le plus avantageux : il est bien vrai que c'est son propre bénéfice qu'il a en vue, et non celui de la société ; mais les soins qu'il se donne pour trouver son avantage personnel le conduisent naturellement (*sic*), ou plutôt nécessairement, à préférer précisément ce genre d'emploi même qui se trouve être le plus avantageux à la société » A. Smith, *op. cit.*, vol. II, p. 32-33.

gressive des moyens de la richesse nationale, et de démontrer que les moyens les plus efficaces de conduire un peuple à la grandeur sont de maintenir cet ordre de choses que la nature a fixé » (1).

Le caractère éminemment métaphysique du système de Smith se manifeste, d'après Veblen (2), dans deux arguments impliqués dans la phrase suivante : « Dans le corps politique, la sagesse de la nature a placé une abondance de préservatifs propres à remédier à la plupart des mauvais effets de la folie et de l'injustice humaines, tout comme elle en a mis dans le corps physique pour remédier à ceux de l'intempérance et de l'oisiveté » (3).

En premier lieu Smith affirme que les actes et les institutions humains peuvent contrarier l'ordre naturel (4). Donc pour lui la succession effective des phénomènes n'est pas, en dernière analyse, l'indice de ce qui est naturel. De plus, Smith ne conçoit pas le naturel comme l'antithèse du surnaturel ; au contraire, le plan idéal tracé par « la main invisible » (5), est le

---

(1) Cité par Hector Denis, *op. cit.*, vol. I, p. 223.

(2) *The Place of Science*, p. 116-117.

(3) Adam Smith, *op. cit.*, II, p. 332.

(4) *The Place of Science*, p. 116.

(5) « Le produit du sol nourrit toujours à peu près le nombre d'habitants qu'il peut nourrir. Les riches prennent seulement dans le tas ce qu'il y a de plus précieux et de plus agréable ; il ne consomment guère plus que le pauvre, et en dépit de leur humeur intéressée et avide, quoiqu'ils ne pensent qu'à eux, qu'ils veuillent tout pour eux, et que le seul but qu'ils se proposent en employant des milliers de bras pour défricher et améliorer leurs

critérium même du naturel. Par exemple, en développant sa théorie de la « valeur réelle » et du « prix réel » (il emploie le mot réel dans le même sens que naturel), Smith met en contraste le « réel » ou le « naturel » avec le prix effectivement déterminé sur le marché : « Lorsque le prix d'une marchandise n'est ni plus ni moins que ce qu'il faut pour payer suivant leurs taux *naturels*, et le fermage de la terre, et les salaires du travail, et les profits du capital employé à produire cette denrée, la préparer et la conduire au marché, alors cette marchandise est vendue à ce qu'on appelle *son prix naturel*. Le prix actuel auquel une marchan-

---

terres, soit la satisfaction de leurs vains et insatiables desirs, — ils en partagent nécessairement les fruits avec le pauvre. *Guidés par une main invisible*, ils font des choses nécessaires à la vie, à peu près la même distribution qui aurait eu lieu si la terre avait été divisée par égales portions entre tous ses habitants, et par là ils contribuent sans le vouloir, sans le savoir, au bien de la société et la propagation de l'espèce. Quand la Providence a partagé la terre entre un petit nombre d'hommes puissants, elle n'a ni oublié, ni abandonné ceux qui paraissent avoir été exclus du partage... » A Smith, *Théorie des Sentimens moraux*, 1759 (traduction Blavet, Paris, 1775), tome II, p. 112. « En dirigeant cette industrie de manière à ce que cette industriel ait le plus de valeur possible, il ne pense qu'à son propre intérêt; en cela comme dans beaucoup d'autre cas, il est conduit *par une main invisible* pour remplir une fin qui n'entre nullement dans ses intentions. Tout en ne cherchant que son intérêt personnel, il travaille souvent d'une manière bien plus efficace pour l'intérêt de la société, que s'il avait réellement pour but d'y travailler ». A. Smith, *Richesse des Nations*, (1776), tome II, p. 35.

dise se vend communément, est ce qu'on appelle son *prix de marché*. Il peut être au-dessus, ou au-dessous, ou précisément au niveau du prix naturel » (1). « Des marchandises de ce genre (dans le cas d'un monopole, ou des produits qui exigent un sol ou une exposition particulière), peuvent continuer, pendant des siècles entiers à être vendues à ce haut prix ; et, dans ce cas, c'est la partie qui se résout en fermage qui est en général celle qu'on paye au-dessus du taux naturel (2). » En d'autres termes, Smith reconnaît que les prix naturels, considérés idéalement comme une catégorie de la production, ne sont égaux entre eux, en fait, que de temps à autre, par voie de coïncidence accidentelle. Néanmoins, la théorie de Smith (3), prétend démontrer comment dans un système de libre concurrence, la nature tend à faire concorder, d'un côté, le prix naturel représentant le travail et les services incorporés dans un produit donné, avec, de l'autre côté, le prix fixé par le marchandage entre les acheteurs et les vendeurs. Or, écrit Veblen, les causes qui déterminent le prix du marché : les mobiles humains et les exigences du marché, n'ont aucun rapport avec les facteurs de production qui sont censés déterminer le prix « réel ». Le lien entre les deux valeurs, qui les fait concorder théoriquement et qui permet à Adam Smith et aux économistes libéraux, d'interpréter le prix de marché comme rétribuant les facteurs de production, est un lien mé-

---

(1) *Ibid.*, I, p. 74.

(2) *Ibid.* I, p. 80.

(3) *Ibid.*, chap. v-vii.

taphysique inventé par suite de l'extension de la notion des droits naturels à la théorie économique (1).

En second lieu, en parlant de « la sagesse de la nature » qui « a placé une abondance de préservatifs propres à remédier la plupart des mauvais effets de la folie et de l'injustice humaines », Smith attribue à la nature une tendance à toujours ramener les choses à leur état *naturel* dès qu'on fait disparaître les facteurs perturbateurs tels que les erreurs et les causes « accidentelles ». Cette tendance, remarque Veblen, revêt un caractère extra-mécanique (2). Pourtant, ce point de vue a survécu dans la science économique comme le montrent les théories actuelles du prix « normal », des salaires « normaux », des profits « normaux », etc. Le même état d'esprit se retrouve chez ceux qui attendent un retour au temps normal après l'interruption perturbatrice de la guerre 1914-1918.

Veblen oppose à cette idée normative de la science économique, l'idée historico-génétique, qui, d'abord, n'admet pas la conception de la nature ou de la réalité en dehors des faits économiques objectifs, et qui, ensuite, affirme que chaque acte et chaque institution

---

(1) *The Place of Science*, p. 119-122. La survivance jusqu'à nos jours de ces mêmes liens métaphysiques reliant la théorie hédonistique moderne à l'ancienne théorie classique se voit dans l'affirmation suivante de John Bates Clark : « Certaines forces (sic) accordent certaines rétributions aux différents facteurs employés dans la création de la richesse ». *Essentials of Economic Theory*, p. 90.

(2) *The Place of Science*, p. 116-117.

économique laissent une trace indélébile sur le déroulement des événements économiques. Ainsi notre auteur envisagé l'état de choses économiques à un moment donné comme le résultat d'une très longue série de causes et d'effets successifs (1). Dans ce système d'économie politique que Veblen préconise, où la métaphysique de la causalité remplace celle de la finalité basée sur les droits naturels, la notion de l'anormal, du facteur perturbateur, ou de ce qui est contraire à la nature, devient un non-sens (2). Notre auteur prétend, d'ailleurs, qu'une étude des prémisses fondamentales (*preconceptions*) de la science économique au cours du XIX<sup>e</sup> siècle révélera, même chez les continuateurs de l'école classique, une orientation générale, vague mais assez perceptible, vers une explication causale des faits, — une explication basée, en outre, sur la notion de l'évolution des institutions sociales et économiques (3).

L'économie politique a fait son premier pas d'affranchissement des prémisses théologiques avec l'avènement de l'utilitarisme de Bentham et de ses amis (4). Ce n'est plus le dessein de l'Etre Suprême ou de la main invisible qui fait que la valeur du marché tend à coïncider avec la valeur réelle, (le coût de production), mais c'est, d'après les utilitaires, le jeu de certains facteurs psychologiques sur le marché — la recherche

---

(1) *Ibid.*, p. 76-81.

(2) *Ibid.*, p. 267-268.

(3) *Ibid.*, p. 148-179.

(4) *Ibid.*, p. 130-136.

du maximum de jouissance et du minimum de sacrifice — qui produit le même résultat.

Pour les Physiocrates, ainsi que pour Adam Smith, le centre autour duquel toutes les activités économiques de l'homme tournent, c'est la production des biens, que la source de cette production soit la terre ou le travail organisé de l'homme. Certes, le marché joue un rôle important dans leurs systèmes, mais ce rôle est subordonné à celui de la production proprement dite (1). Verner Sombart, dont Veblen s'inspire souvent, fait remarquer qu'Adam Smith, en reléguant le marché et ses phénomènes à une place secondaire, reflète tout simplement la vie économique de son époque. « Rien ne fait ressortir davantage, dit-il, l'opposition qui existe entre l'aspect particulier de l'économie nationale d'alors, c'est-à-dire entre l'économie capitaliste à ses débuts, et notre économie à nous, que le fait que dans le grandiose édifice théorique d'Adam Smith, pas un seul compartiment, si petit soit-il, ne se trouve réservé à la théorie des lettres de change ou de la Bourse et du commerce de la Bourse. Voilà donc un système complet d'économie nationale dans lequel pas un seul mot ne se trouve consacré à la bourse » (2). Les utilitaires, au contraire, considérèrent le marché comme le fait principal de la vie économique. Et, en effet, entre les années 1800 et 1850, le marché, ou plutôt la bourse des valeurs, pre-

---

(1) *Ibid.*, p. 138.

(2) *Les Juifs et la Vie économique*, p. 134.

nait un grand essor, et attirait de plus en plus l'attention des hommes de cette époque qui raisonnaient sur l'économie politique, comme, par exemple, Ricardo (1).

Ce déplacement du centre d'intérêt dans la science économique a entraîné un revirement dans la nature des problèmes à considérer. Il n'est plus question de la *richesse des nations*, au sens des rapports entre la puissance productive de l'industrie et le bonheur matériel de la communauté. La science économique s'occupe désormais des problèmes d'évaluation sur le marché — de la valeur d'échange (2). La nouvelle conception d'évaluation ne sort pas du marché pour chercher un fondement de réalité dans les contributions des divers facteurs de la production; elle reste enfermée dans le marché. Le critérium de la réalité d'une valeur donnée, devient une sorte d'équilibre entre les sensations de désagrément et d'ennui ressenties dans les dépenses faites, d'un côté, et les sensations de jouissances ressenties dans les acquisitions faites, de l'autre. Au vrai, c'est une théorie des forces subjectives, mécanisées, standardisées, et parfaitement mesurables par les étalons pécuniaires, qui se manifestent dans les débats du marché (3).

---

(1) *The Place of Science*, p. 141; Sombart, *op. cit.*, p. 137.

(2) *The Place of Science*, p. 136.

(3) Pour les hédonistes, la nature humaine n'est qu'un élément simple et constant dans ses réactions aux impulsions pécuniaires; et la théorie de l'évaluation devient une

La production, au point de vue hédoniste, perd son rang comme cause de la valeur et devient simplement une des résultantes du processus d'évaluation. De plus, puisque les hédonistes ne calculent le degré de productivité que par le profit qu'on en tire sur le marché, ils arrivent à assimiler la notion de l'acquisition avec celle de la production. Cette identification ou confusion permet aux hédonistes de parvenir par une voie détournée à la conclusion des économistes du XVIII<sup>e</sup> siècle, qu'il y a une harmonie spontanée entre l'intérêt de l'individu et l'intérêt collectif de la communauté. Cette conclusion revêt d'autant plus de vraisemblance que l'intérêt de la société, dans la philosophie utilitaire, est la somme algébrique des intérêts des individus (1).

Quoique évidemment l'harmonie spontanée des intérêts ne puisse se réaliser que dans un régime de laissez-faire absolu, il est à noter, dit Veblen, que, dans les œuvres de John Stuart Mill, par exemple, elle a perdu son caractère providentiel et finaliste (2). Le but de l'hypothèse des rapports réciproques entre les phénomènes d'un marché complètement libre est de fournir les normes selon lesquelles tous les élé-

---

théorie de l'interaction des faits évalués. Il est évident, dit Veblen, que c'est une théorie de l'évaluation constituée de ce qui n'est que le résultat des procédés d'évaluation. *Ibid*, p. 144.

(1) *Ibid*, p. 139-140.

(2) *Ibid*, p. 160-162.

ments de la vie économique sont définis et classifiés (1). Guidés par l'analogie des sciences physiques de leur temps, Mill et Cairnes entreprennent la classification des phénomènes économiques d'après ce système hypothétique, en supposant toujours « l'absence des causes perturbatrices » (2). Quand bien même Stuart Mill daigne accorder son attention aux processus du changement et du développement (qu'il appelle la dynamique) dans les institutions économiques, il ramène en fin de compte tous les phénomènes dynamiques aux catégories de la statique (3). Notre auteur appelle cette nouvelle phase de l'histoire de la science économique la phase taxonomique. C'est encore à cette phase taxonomique que se trouvent, selon Veblen, les expressions les plus authentiques de la science économique contemporaine, ainsi que témoignent les œuvres

---

(1) *Ibid*, p. 36-37.

(2) *Ibid*, p. 143. Cairnes a écrit notamment : « Il est donc évident qu'un économiste, tirant argument des faits incontestables de la nature de l'homme, — le désir de la richesse et l'aversion du travail, — tout en déduisant ses arguments avec une exactitude rigoureuse et logique, peut, cependant, s'il omet de tenir compte d'autres principes qui affectent également la question, être amené à des conclusions qui n'ont aucune ressemblance avec les faits réels. Ses conclusions correspondent aux faits *seulement en l'absence des causes perturbatrices* ; en d'autres termes, cela revient à dire qu'elles ne représentent pas la vérité positive, mais la vérité hypothétique ». *Le caractère de la méthode logique de l'économie politique* (trad. fr.), p. 65.

(3) *The Place of Science*, p. 161.

de Marshall, de Clark, de Fisher et des écoles autrichienne et mathématique.

Les économistes du dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle ont plus ou moins abandonné les *préconceptions* téléologiques, qui attribuent au cours d'événements en dehors de la volonté humaine une tendance à s'améliorer, pourvu seulement que l'homme ne fasse que répondre régulièrement et mécaniquement à son milieu économique dans le sens d'une recherche de plus grand profit pécuniaire (1). Les progrès des sciences physiques, biologiques et psychologiques ont rendu inadmissible ces notions d'une tendance finaliste, ou d'un penchant de la nature (2). De nos jours, on ne conçoit le monde extérieur à l'homme qu'en termes mécaniques tels que les caloriques, les chevaux-vapeur, les coefficients de frottement, etc.

D'une autre point de vue, il paraît que le domaine légitime de la téléologie devient de plus en plus restreint à la volonté humaine. Veblen se défend de dire par là que la psychologie humaine est livrée complètement à une finalité métaphysique quelconque. Au contraire, en supposant un fondement biologique pour tous les phénomènes psychologiques, il prétend que les facteurs matériels, qui déterminent les réactions psychologiques de l'homme dans la vie économique sont beaucoup plus nombreux et plus variés que les hédonistes ne le font croire (3). Il s'ensuit,

---

(1) *Ibid*, p. 151-165.

(2) *Ibid*, p. 179.

(3) *Ibid*, p. 155-157.

d'après notre auteur, que les activités économiques de l'homme poursuivent souvent des fins autres que celles d'ordre pécuniaire. Veblen remarque que dans une certaine mesure la science économique, même dans l'école classique, n'a pas tardé à subir l'influence de ce nouveau point de vue psychologique (1). Par exemple, Cairnes, en rectifiant la loi de la concurrence par l'introduction de la notion des *noncompeting groups* (2) a reconnu l'insuffisance de la théorie hédoniste et utilitaire, d'après laquelle les réactions des hommes aux phénomènes pécuniaires du marché fournissent une explication psychologique complète des activités économiques de l'homme.

Le reproche principal que Veblen fait à l'économie politique contemporaine, c'est qu'elle n'a pas suivi les progrès faits par les autres sciences depuis l'introduction de l'idée de l'évolution par Darwin (3). La biologie aussi était, avant Darwin, une science taxonomique; mais, depuis, elle a appris à formuler l'en-

---

(1) *Ibid*, p. 153-154.

(2) Gide et Rist, *Histoire des doctrines économiques*, p. 443.

(3) *The Place of Science*, p. 175-177. Veblen fait le même reproche au socialisme, dit scientifique de Marx. Il trouve, par exemple, qu'à la base du système de Marx, il n'y a que, d'une part, la dialectique hégélienne de thèse, anti-thèse et synthèse, et, de l'autre part, les *preconceptions* des droits naturels qui doivent garantir aux ouvriers le produit intégral de leur travail. Le socialisme aurait aussi besoin d'une révision dans le sens de la logique Darwinienne. *Ibid*, p. 409-456, deux essais intitulés : « *The Socialist Economics of Karl Marx and his Followers* ».

semble de ses connaissances en termes d'un transformisme non téléologique, dans lequel chaque transition n'est que le dernier effet d'une accumulation de causes et effets antérieurs. Au vrai, les économistes reconnaissent le fait que les réalités économiques sont dans un état de changement constant, et que leurs *lois économiques* ne possèdent qu'une valeur relative.

Marshall a écrit notamment :

« Il est cependant exact qu'une loi économique ne peut être applicable qu'en supposant réalisées un certain nombre de circonstances, qui peuvent se présenter ensemble dans un lieu et à un moment particuliers, mais qui disparaissent rapidement. Lorsqu'elles ont disparu, la loi perd toute portée pratique; car les causes particulières dont elle s'occupe ne se trouvent plus agir ensemble sans être troublées par l'action d'autres causes. Bien que l'analyse économique et le raisonnement abstrait soient d'une application étendue, nous ne saurions trop insister sur ce fait que chaque temps et chaque pays ont leurs problèmes particuliers et que toute modification de conditions sociales a des chances d'entraîner une modification des théories économiques (1). »

Mais Veblen fait observer que toutes les affirmations de ce genre revêtent un caractère purement accessoire, et que toute la théorie ultérieure ne tire aucun profit de ces observations préliminaires (2). Lors-

---

(1) Alfred Marshall, *Principes d'Economie politique*, (trad. fr.), livre I, chap. 6, section 6, tome I, p. 143.

(2) *The Place of Science*, p. 173.

que Marshall, par exemple, traite des facteurs essentiellement dynamiques de la vie économique, tels que les améliorations agricoles et industrielles, il s'empresse de réduire la portée de ces transformations en une catégorie taxonomique et pécuniaire, la quasi-rente (1). Or, la notion de la rente, Veblen nous le rappelle, ne signifie qu'une catégorie dans la classification des revenus. Elle ne peut pas, par conséquent, être employée pour désigner un *processus* de changement (2).

Résumons maintenant la conception générale que Veblen se fait de l'économie politique. Son idée centrale est que les prémisses fondamentales de la science économique ont besoin d'un remaniement complet dans le sens d'un plus grand accord avec les sciences modernes et avec la civilisation contemporaine. Le point de vue moderne, sous la poussée des progrès croissants de la technique industrielle, conçoit tous les phénomènes vitaux et sociaux comme dans un état de transformation continuelle, mais non téléologique. La seule notion métaphysique admise est celle de la causalité matérialiste. Veblen, par suite de son emploi d'une terminologie philosophique incertaine et imprécise, paraît prétendre de temps à autre vouloir débarrasser la science moderne de tout élément métaphysique, ce qui serait, croyons-nous, logiquement absurde. Au vrai, notre auteur préconise la succession

---

(1) Marshall, *op. cit.*, livre v, chap. ix, t. II, p. 126-145.

(2) *The Place of Science*, p. 174.

de la métaphysique causale à la métaphysique téléologique (1).

Lorsque Veblen décrit la science économique comme un système idéaliste et finaliste, construit avec des éléments de la vie économique de l'ère de l'artisanat, il ne fait qu'emprunter ces critiques à des historistes allemands comme Bücher et Sombart. Sa contribution personnelle se trouve plutôt dans sa recherche des formules théoriques comprenant les phénomènes dynamiques de la vie économique. Il ne suffit pas, pour Veblen, de constater par une érudition historique la succession des stades économiques, ni de démontrer la relativité des lois statiques de l'économie politique. La vraie tâche de la science économique devrait être l'étude des forces produisant des changements dans les institutions économiques.

Ainsi, quand il passe en revue les théories écono-

---

(1) M. François Simiand soutient le même argument de la façon suivante : « Mais pourquoi vouloir déterminer les conditions d'équilibre, plutôt que les conditions de déséquilibre, sinon par le postulat finaliste implicite que l'équilibre est l'état normatif, idéal, du marché économique?... Un problème de science positive est de la forme : comment tel fait s'explique-t-il ? Quelle est la cause, quels sont les effets de tel phénomène ? non de la forme : comment peut être obtenu tel résultat ? Quelles sont les moyens pour telle fin ? Une théorie de science positive est constituée par l'explication causale, à forme de loi, d'un phénomène ou d'une catégorie de phénomènes ; elle n'est pas la détermination idéale d'un certain système hypothétique de relations entre des éléments conçus par l'esprit ». *La méthode positive en science économique*, p. 182-183.

miques au cours de leur évolution depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, il essaye de déterminer l'aptitude de ces théories à comprendre les forces dynamiques de la vie économique. L'école utilitaire aurait affranchi la science économique des *preconceptions* théologiques des physiocrates et d'Adam Smith. Mais l'introduction du système hédoniste, qui envisage le processus de la vie économique comme une oscillation autour d'un équilibre des sensations de plaisir et de peine ressenties dans tout acte de marchandage, n'aurait pas beaucoup avancé la connaissance des phénomènes économiques dans un état d'évolution constante et rapide. Veblen reproche à la science économique actuelle de n'avoir jamais progressé au delà de la phase taxonomique, où le but principal de la science est l'arrangement des faits et des objets d'une grande variété en classes, « d'après les relations et les affinités qui, dans leurs rapports avec une recherche particulière, se trouvent être les plus importants (1). »

Notre auteur fait observer, en outre, que la théorie économique moderne s'occupe exclusivement des faits pécuniaires, ou bien elle interprète tous les phénomènes d'un autre genre — industriel ou psychologique — en termes pécuniaires, avant d'en déduire des *lois*. Marshall décrit les *lois économiques* comme des « exposés de tendances économiques », qui, parmi les lois sociales sont « celles qui s'appliquent aux catégories

---

(1) Cairnes, *Le caractère et la méthode logique de l'économie politique*, p. 159, (trad. fr.).

d'actes par lesquels la force des mobiles en jeu peut se mesurer par un prix en monnaie » (1). Veblen insiste, à plusieurs reprises, que les phénomènes pécuniaires du marché ne constituent qu'une manifestation parmi beaucoup d'autres de la vie économique de l'homme. Il conteste la validité du procédé quasi-alchimique des économistes classiques et néo-classiques, par lequel ils réduisent tout fait économique en termes de prix.

Notre auteur prétend percevoir dans la vie économique actuelle une sorte de dualisme. D'un côté, il y a des activités industrielles et, de l'autre, les activités commerciales (*sensu lato*). Quoique ces deux catégories d'activités soient en fait intimement liées, elles ne sont pas réciproquement convertibles, puisqu'elles sont de nature totalement différentes les unes des autres. Pour Veblen, l'objet de l'économie politique serait donc la construction d'une théorie synthétique des forces dynamiques qui se manifestent aussi bien dans l'industrie et le marché considérés séparément, que dans les rapports entre eux.

---

(1) Marshall, *op. cit.*, tome I, p. 139.

### CHAPITRE III

## Notions psychologiques

---

*Importance de la psychologie économique dans le système de Veblen. — William James. — Critique de la psychologie hédonistique : elle exagère la portée de la faculté rationnelle de l'homme, et elle néglige les forces sociologiques. — Elle se préoccupe exclusivement des phénomènes commerciaux au préjudice des phénomènes industriels. — La théorie de l'émulation pécuniaire : ses origines anthropologiques. — La classe oisive. — La psychologie hédonistique est peu apte à expliquer notre vie économique commercialisée.*

*La psychologie des activités industrielles. — La théorie de l'instinct ouvrier (instinct of workmanship). — L'histoire de cette théorie. — L'instinct ouvrier et l'évolution sociale de l'homme. — La nature psychologique de cet instinct. — Les entraves que lui porte la vie sociale. — L'animisme. — Le rôle de l'instinct ouvrier dans la vie actuelle. — Le machinisme considéré comme le produit de l'instinct ouvrier plutôt que de la « pénibilité » du travail.*

---

Veblen conçoit l'objet de l'économie politique d'une façon très large, comme l'étude de la conduite de l'homme dans ses rapports avec les moyens matériels de la vie. Evidemment, dès qu'il s'agit de « la conduite de l'homme », l'aspect psychologique d'une telle

étude prend des proportions considérables. En effet, tout en étant un critique impitoyable de l'école hédoniste, Veblen est fortement imprégné des directions psychologiques. Il a ébauché notamment un renouvellement des données psychologiques de la science économique. Ce chapitre aura donc pour but d'indiquer les principales objections que notre auteur fait au système hédoniste (1), et ensuite d'esquisser ses notions psychologiques qui, malheureusement, ne constituent en elles-mêmes qu'une esquisse (2).

Ainsi que l'a bien démontré M. Zenos Clark Dickinson dans un livre récent sur les théories des mobiles économiques (3), Veblen s'est beaucoup inspiré en psychologie de William James. Chez tous les deux, on trouve la même opposition implacable à « la théorie mystique de la psychologie » et le même enthousiasme ardent pour « la théorie physiologique » (4). Dès 1890, William James s'est élevé contre l'importance exagérée attribuée aux mobiles hédonistiques; et il s'est attaché à démontrer qu'un grand nombre d'actes n'ont pas pour mobile la recherche du plaisir ou la fuite de la

---

(1) Voir *The Place of Science*, p. 180-251, où se trouvent deux articles de Veblen : *Professor Clark's Economics* et *The Limitations of Marginal Utility*.

(2) Veblen, *The Instinct of Workmanship and the Irrisomeness of Labor* dans *The American Journal of Sociology*, September 1898, tome 4, p. 187-201. *The theory of the Leisure Class*, 1899, *The Instinct of Workmanship*, 1914.

(3) Z. C. Dickinson, Ph. D., *Economic Motives*, p. 277.

(4) William James, *Précis de Psychologie*, p. 529.

douleur (1). Veblen a repris cet argument là où William James l'avait laissé, pour l'appliquer à l'économie politique.

Veblen lance sa critique caractéristique, que la méthode des hédonistes n'est pas la méthode des sciences modernes (2). Les hédonistes tâchent d'expliquer les phénomènes économiques comme le résultat de la raison suffisante, tandis que la science moderne demande surtout les explications basées sur la cause efficiente. Veblen ne nie pas que les hommes raisonnent, ni qu'ils agissent parfois d'après les calculs rationnels. Mais vouloir expliquer toute l'énorme catégorie d'actes économiques uniquement par un recours au calcul hédoniste, c'est, dit Veblen, tomber dans l'absurdité, parce que les hédonistes ignorent ou démentent de cette manière toute l'influence des habitudes et des institutions sociales et économiques. Afin de satisfaire aux exigences de la science moderne, l'économiste devrait remonter au delà de la raison suffisante pour chercher justement dans la genèse et dans l'évolution des habitudes et des institutions humaines les causes efficientes qui déterminent nos calculs mêmes et nos actes économiques.

Notre auteur proteste ainsi contre l'exagération de

---

(1) William James, *The Principles of Psychology*, 1890, tome II, chap. xxvi, p. 549-559 ; Roche-Agussol, *Etude Bibliographique des Sources de la Psychologie Economique chez les Anglo-Américains*, p. 9.

(2) *The Place of Science*, p. 236-245.

la part de la raison dans la science économique (1). La théorie hédoniste, même sous sa forme moderne de l'utilité marginale, néglige ou écarte tout appareil de la vie sociale pour chercher dans la seule conscience individuelle les principes de la valeur et la réelle nature des mobiles économiques. Par contre, Veblen appelle notre attention particulièrement sur les forces sociales, conventionnelles et irrationnelles qui jouent un rôle capital dans la vie économique.

Veblen allègue, par exemple, que les diverses pratiques dans les affaires modernes, telles que les extensions des crédits en banque sur une grande échelle, la hausse des prix et l'encombrement du marché qui en résultent, n'ont aucun rapport avec les plaisirs de consommation (2). C'est un lieu commun, d'ailleurs, que les hommes d'affaires visent habituellement à accumuler des richesses bien au delà de ce qui est possible de dépenser pour les plaisirs de consommation. M. Maurice Halbwachs, dans un chapitre fortement inspiré des pensées de Veblen, cite sous ce rapport l'opuscule spirituel de Bernard Shaw intitulé

---

(1) M. Adolphe Landry a écrit notamment : « Les faits économiques sont la manifestation ou le résultat de l'activité non seulement consciente, mais proprement *raisonnable* de l'homme. Du moins la raison, le calcul, ont-ils une part plus grande dans notre vie économique que partout ailleurs ». *Manuel Economique*, p. 17.

(2) *The Place of Science*, p. 249-251.

*Socialism for Millionaires* (1), où celui-ci plaint les hommes les plus riches de ce que, dans les sociétés modernes, les commerçants et les industriels, les bottiers, les tailleurs ne songent pas spécialement à eux, mais offrent à la consommation des articles qu'ils doivent écouler dans des groupes étendus, et d'un nombre limité de types. L'homme richissime de notre société industrielle, après avoir assouvi tous ses désirs de consommation imaginables, se trouve facilement dans l'obligation de réinvestir la plus grande partie de ses revenus. C'est un fait notoire qu'en dépit de ces limitations dans les possibilités de consommation, ou plutôt sans jamais penser à acheter des biens consommables, les grands capitaines de finance (en Amérique tout au moins) s'acharnent sans cesse à augmenter leur richesse. Pourquoi ? C'est une question que les hédonistes n'arrivent pas à se poser, puisque ces faits-là présentent le caractère d'une aberration du calcul hédonistique. Veblen fait observer que la théorie hédonistique, qui prétend expliquer tous les phénomènes de la production, de la distribution et de la consommation — et surtout les phénomènes du marché — ne saurait rendre compte des faits courants du marché même.

Veblen s'attaque donc à l'hypothèse même sur laquelle repose toute la théorie hédoniste (y compris la théorie de l'utilité marginale), à savoir, que le but

---

(1) Maurice Halbwachs, *La Classe Ouvrière et les niveaux de vie*, livre III, p. 408.

de toute acquisition des richesses est la consommation de celles-ci par l'acquéreur et sa famille (1). A ce système rationnel et individualiste, Veblen oppose un ensemble de mobiles non rationnels et sociaux qui déterminent les phénomènes d'acquisition sous le rapport de la cause efficiente plutôt que de la raison suffisante. Il prétend que le mobile à la base de toute possession est l'émulation. « La possession de la richesse, dit-il, fait un grand honneur au possesseur ; c'est une distinction enviable (*invidious distinction*) (2). Si nous distinguons, avec M. Maurice Halbwachs entre les « besoins physiques, relativement primitifs, qui sont en l'homme en raison de sa nature corporelle, et ont pour objet essentiel le maintien et le renouvellement de l'organisme », et les « besoins sociaux qui sont en l'homme en raison des groupes où il se rattache, de tout le milieu social où il se plonge » (3), c'est surtout en vue de satisfaire à cette dernière catégorie de besoins que les classes possédantes essayent toujours d'accroître leurs richesses. Evidemment, pour les classes pauvres, l'idée de satisfaire aux besoins physiques joue un grand rôle parmi les mobiles de leur activité économique, mais, même ici, ainsi que Veblen s'est efforcé de le démontrer dans son livre, *The Theory of the Leisure Class*, la poursuite de la distinction

---

(1) *Theory of the Leisure Class*, p. 25.

(2) *Ibid.*, p. 26.

(3) Halbwachs, *La classe ouvrière et les niveaux de la vie*, p. 385.

enviable (*invidious distinction*) constitue un facteur très puissant.

Veblen invoque des preuves anthropologiques en défense de sa théorie d'émulation. Malheureusement, en général, les données anthropologiques et ethnologiques, sur lesquelles notre auteur se fonde sont souvent puisées de l'ancienne école polémiste des Feuerbach, Engels, de Gobineau, Vacher de Lapouge, Stuart Chamberlain, etc., dont les affirmations laissent tant à désirer au point de vue scientifique. Mais nous croyons pouvoir sans inconvénient écarter la plupart de ces notions périmées. Ce n'est pas que Veblen n'y attache lui-même de l'importance; mais nous ne sommes pas d'avis qu'elles forment la base indispensable de ses thèses.

Pourtant, en ce qui concerne sa théorie de l'émulation, ses spéculations anthropologiques dans les grandes lignes ne sont pas en contradiction avec les découvertes et les théories récentes de la science anthropologique. Sa conception du communisme primitif (1), il est vrai, ne trouve pas de confirmation dans les observations faites par les anthropologues modernes chez les peuples primitifs contemporains (2). Par contre, ces mêmes observations ne détruisent pas l'argument de Veblen que l'institution de la propriété

---

(1) Veblen, *The Beginnings of Ownership*, dans l'*American Journal of Sociology*, Nov. 1898, vol. 4, p. 352-365.

(2) Robert H. Lowie, *Primitive Society*, chap. ix sur la propriété.

privée dans ses origines n'a aucun rapport avec la satisfaction des besoins physiques (1).

D'après le schéma anthropologique de Veblen, l'humanité aurait débuté par une longue période, relativement paisible, pendant laquelle la préoccupation de la lutte primitive pour la survivance de l'espèce humaine en concurrence avec d'autres espèces, pour l'adaptation au milieu, pour la satisfaction des besoins élémentaires de la vie, ne laissait pas de loisirs aux hommes pour se battre entre eux, ou pour établir et maintenir des conventions de la propriété et du rang social (2). C'est pendant cette phase archaïque de préhistoire que les hommes et plus spécialement les femmes, auraient découvert et développé remarquablement les divers arts techniques surtout l'agriculture et l'élevage. Ces progrès techniques auraient rendu possible l'accumulation d'un produit surplus au delà de ce qui est absolument nécessaire pour la continuation de la vie du groupe. Ce n'est qu'à ce moment-là que l'institution de la propriété aurait fait son apparition (3). Veblen rejette sommairement l'hypothèse classique

---

(1) *The Theory of the Leisure Class*, p. 26 ; Lowie, *op. cit.*, p. 209-210, sur les formes de la propriété privée chez les Esquimaux du Groenland et chez les Tchouktsches de la Sibérie.

(2) Veblen, *Instinct of Workmanship and the Irksomeness of Labor*, dans *The American Journal of Sociology*, September 1898, p. 187-190 ; *The Instinct of Workmanship*, chap. III, surtout p. 120-137.

(3) *The Instinct of Workmanship*, p. 149-151 ; Veblen, *The Beginnings of Ownership* dans *The American Journal of Sociology*, novembre 1898, p. 352-365.

d'après laquelle les anciens travailleurs auraient pu, par une activité plus grande, produire plus qu'ils ne consommaiēnt et mettre de côté, et pour qui l'épargne serait à l'origine de cette accumulation des richesses (1). Dans le système de Veblen, toute accumulation de richesses matérielles, tout capital économique (par opposition au capital-fortune, le *Vermögenskapital* de la théorie de Rodbertus) est uniquement une fonction des progrès techniques (2). En étudiant les origines de l'institution de la propriété, Veblen a recours à deux applications (3). Dans certains types de civilisation (dans l'Egypte des Pharaons, dans l'ancien Pérou, à Babylone, et chez Israël au temps de Salomon), l'existence de la propriété provient du fait que la classe de magiciens, ébauches de prêtres, prennent leur part du produit-surplus, en sorte que les laïques deviennent les sujets de la classe des prêtres. D'autre part, chez les peuples, tels que les Huns, les Mongols et les Tartares, dont la richesse qui consiste surtout en troupeaux, est aisément transportable, l'institution de la propriété dérive de l'instinct « prédateur » de l'appât du butin, en sorte que les chefs de guerre acquièrent autorité et richesse.

Dans ses divers écrits, Veblen insiste particulièrement sur cette seconde explication de l'origine de la propriété, parce qu'elle sert à appuyer sa théorie de

---

(1) *The Instinct of Workmanship*, p. 154-155.

(2) *The Place of Science*, p. 324-351 : le premier essai *On the Nature of Capital*.

(3) *The Instinct of Workmanship*, p. 155-170.

l'émulation. Pendant la période guerrière qui aurait suivi la phase de la sauvagerie primordiale (1), chaque pillard gardait pour lui ses trophées, qui consistaient au commencement surtout en femmes (2). Ainsi, écrit notre auteur, sont nées simultanément, avec le rapt des femmes, le sentiment de la propriété privée et la convention du mariage qui fait de la femme la propriété de son mari (3). Naturellement, le guerrier qui s'est emparé de beaucoup de butin inspire du respect à ses camarades. Veblen suggère que ce respect est probablement dû au fait que dans cette phase de civilisation un grand tas de trophées montre que son propriétaire sait bien exercer son métier de guerrier et de pillard (4). De cette façon, à ses débuts même, le mobile de l'acquisition des richesses est intimement lié à l'idée d'obtenir une distinction enviable.

Au fur et à mesure que la phase « prédatrice » cède sa place à l'ère industrielle (5), que les occasions d'acquérir des biens par la force et par la conquête deviennent de moins en moins fréquentes, la possession de la richesse perd son caractère d'insigne de la prouesse et devient en soi un acte méritoire (6). Au vrai, en régime de propriété commerciale et indus-

---

(1) *The Instinct of Workmanship*, chap. iv.

(2) Veblen, *The Beginnings of Ownership*, dans l'*American Journal of Sociology*, nov. 1898, p. 352-365.

(3) Veblen, *The Barbarian Status of Women*, dans l'*American Journal of Sociology*, January, 1899, p. 503-514.

(4) *The Theory of the Leisure Class*, p. 27-28.

(5) *The Instinct of Workmanship*, p. 187-204.

(6) *The Theory of the Leisure Class*, p. 28-29.

truelle, une assez grande fortune dispense du travail, et une réputation très honorable s'attache à des loisirs (*otium cum dignitate*) qui en résultent. Veblen soutient que les riches veulent avant tout montrer, par la façon dont ils se nourrissent, s'habillent, et se logent, qu'ils ne travaillent pas, qu'ils ont des loisirs (1). En effet, pour remplir leurs devoirs sociaux, le bien-être réel, en matière de consommation, est souvent hors de cause. Par exemple, les repas des riches fatiguent l'estomac, alourdissent et paralysent l'organisme, ou lui communiquent une surexcitation factice que suit une dépression, au lieu de le fortifier en vue d'une dépense d'énergie; les habits des riches sont peu pratiques; ils gênent et engoncent, et empêchent de travailler de ses bras; et leurs logements sont plus luxueux parfois que vraiment salubres et confortables. Mais la conscience de distinction enviable y trouve son compte.

*Summum crede nefas animam præferre pudori.*

*Et propter vitam vivendi perdere causas* (2).

Toutefois, sous le régime commercial actuel, l'aptitude à faire fortune dans les affaires confère autant de gloire aux capitaines de finance que l'ancienne prouesse guerrière.

Veblen ridiculise ainsi la théorie hédonistique des mobiles économiques (la recherche du plaisir et la fuite de la douleur), en étalant l'illogisme d'ordre social et

---

(1) *The Theory of the Leisure Class*, chap. III et *passim*.

(2) Cité par Veblen, *The Theory of the Leisure Class*, p. 43.

conventionnel ainsi que le manque de raison suffisante qui se manifestent dans le domaine de la consommation. Et, conclut Veblen, dans notre système de richesse mesurée en termes pécuniaires, le principe d'émulation reste un des mobiles les plus forts de tous les actes d'acquisition économique (1).

La notion d'émulation considérée comme mobile économique, diffère des notions hédonistiques principalement à deux égards : d'abord, parce que c'est une conception sociale, non individualiste et non rationnelle, et ensuite, parce qu'elle s'écarte de tout calcul des plaisirs de la consommation. En ce qui concerne le premier point, il est évident que les hédonistes, en ne poursuivant leur investigation psychologique qu'au point de vue individualiste, ne tiennent aucun compte des faits sociologiques (2). Veblen nie la possibilité d'une théorie de conduite économique vue uniquement du côté individuel, puisque l'individu agit d'une façon habituelle sous l'influence des institutions sociales qui l'entourent (3). M. François Simiand, qui abonde dans le même sens, a écrit sous ce rapport : « C'est qu'en voulant expliquer les phénomènes économiques essentiels (de prix, de marché, d'échange, etc.), par les phénomènes élémentaires de psychologie individuelle,

---

(1) *The Theory of the Leisure Class*, p. 33-34.

(2) M. Maurice Halbwachs a fait une excellente critique de la théorie individualiste des besoins économiques dans son livre déjà cité, *La Classe Ouvrière et les niveaux de la vie*, p. 387-400.

(3) *The Place of Science*, p. 242-243.

traités plus qualitativement par l'une (l'école autrichienne), plus quantitativement par l'autre (l'école mathématique), l'une et l'autre vont à *contre-sens de la réalité*, parce que les phénomènes de psychologie individuelle sont, au vrai, dépendants et dérivés de ces phénomènes économiques essentiels que l'on veut expliquer et déterminer par eux » (1). Veblen admet, pourtant, que les institutions sociales sont changeantes, et qu'elles ne varient et ne se développent que par les actes des individus, étant donné que ces institutions sont dans leurs origines, l'aboutissement des expériences et des habitudes individuelles qui se transforment en habitudes sociales (2). Donc, Veblen ne prétend pas que la science économique doit se désintéresser de l'individu. Il soutient simplement qu'elle doit étudier celui-ci toujours dans ses rapports avec l'évolution des influences sociales et conventionnelles. Mais les hédonistes ne considèrent point l'individu à ce point de vue dynamique. Au contraire, ils se fondent toujours sur l'hypothèse que les institutions de la propriété privée et du libre contrat, telles qu'elles furent réalisées au XIX<sup>e</sup> siècle, constituent une donnée immuable, au moins pour leur théorie; et ils se mettent alors à étudier la conduite économique individuelle comme une simple fonction du plaisir ressenti dans l'acquisition des biens consommables (3). Veblen relève, à ce

---

(1) *La Méthode positive en science économique*, p. 145.

(2) *The Place of Science*, p. 243.

(3) *The Place of Science*, p. 244.

point, une contradiction très intéressante. Comment, se demande-t-il, peut-on concilier cette supposition de l'immutabilité des institutions économiques fondamentales avec la doctrine hédonistique, que chaque homme avant d'agir économiquement, fait un calcul *de novo* de ses gains sensuels après avoir défalqué ses sacrifices sensuels? Si tous les rapports conventionnels et tous les principes des relations pécuniaires entre hommes étaient soumis à une révision perpétuelle et rationnelle, même sur la base du calcul hédonistique, il est inconcevable, observe notre auteur, que notre système des institutions sociales aurait pu durer un seul jour (1).

Veblen critique les mobiles hédonistiques pour une autre raison (2). Au dire des hédonistes eux-mêmes, un des traits les plus saillants de notre vie, c'est la force des calculs pécuniaires. Nous mesurons (en Amérique, tout au moins), l'excellence de toute chose, non seulement des marchandises, mais aussi des vertus humaines, esthétiques et morales, en monnaie. Veblen revient ainsi à son principe d'émulation, qui est de nos jours un principe d'émulation pécuniaire. En général, tout le monde reconnaît que la commercialisation de la vie économique a entraîné un empiètement de l'esprit commercial sur presque tous les autres domaines de la vie, en sorte qu'on entend parler souvent, dans divers milieux, de « la commercialisation de l'art », de « la

---

(1) *The Place of Science*, p. 250-251.

(2) *The Place of Science*, p. 246-248.

commercialisation de la religion », etc. Mais les hédonistes n'admettent pas la commercialisation du commerce puisqu'ils traduisent toute opération commerciale en langage du plaisir et de la douleur, et non pas en langage courant de prix. Donc, la raison suffisante, telle qu'elle est conçue par les hédonistes, n'est même pas une manifestation de notre vie économique commercialisée, et elle ne peut pas expliquer cette vie.

Cette critique de l'hédonisme économique, d'où ressort la théorie positive de l'émulation pécuniaire, se rattache, par son essence, à la catégorie des activités commerciales dans le système dualiste de Veblen que nous avons indiqué à la fin du chapitre précédent. Cela est d'autant plus logique que les doctrines économiques critiquées par notre auteur, voient tous les phénomènes économiques exclusivement au point de vue du marché. M. Leo Wolman, un collègue de Veblen à *The New School of Social Research*, a récemment exposé l'insuffisance d'une analyse des prix et du marché pour déterminer le degré de productivité d'un pays donné (1). D'après cet auteur, les économistes se bornent trop à une étude du côté chiffres d'affaires et n'insistent pas assez sur l'influence des ressources naturelles, des progrès technologiques, et de la psychologie industrielle — la psychologie de l'invention et du travail. En outre, la psychologie des économistes est critiquable non seulement parce qu'elle a trait presque exclusivement aux

---

(1) Leo Wolman, *The Theory of Production*, dans *The American Economic Review*, vol. xi, n° 1, March. 1921, p. 37-46.

phénomènes de marchandage dans la vie économique, mais aussi parce qu'elle appartient à l'ancienne école sensationniste, qui depuis les dernières trente années a succombé sous le progrès de la science psychologique non empirique (1). Mais la psychologie économique n'a pas suivi ces progrès; elle tient encore à la notion simpliste de la décroissance des désirs comme base essentielle. Néanmoins, aux Etats-Unis, où, comme l'a bien démontré M. Roche-Agussol (2), les économistes se passionnent tant pour le côté psychologique de l'économie politique, quelques économistes se sont levés comme Veblen, W. C. Mitchell, et le regretté Carleton Parker, qui ont ébauché un remaniement complet du fondement psychologique de la science économique. L'œuvre de Veblen dans ce domaine est nécessairement caractérisée par toutes les qualités ainsi que les défauts d'un pionnier doué d'un esprit original. Sa principale contribution consiste en une étude du facteur instinctif dans l'art industriel. Il dégage ce qu'il appelle l'instinct ouvrier (*instinct of workmanship*) (3); et il aborde ainsi l'analyse au point de vue psychologique des activités industrielles, qui

---

(1) O. Fred Boucke, *A Critique of Economics*, p. 17-26; Z. C. Dickinson, *Economic Motives*, p. 127.

(2) *La Psychologie économique chez les Anglo-Américains*.

(3) Quoique la traduction, l'instinct ouvrier, risque d'éveiller, par l'emploi du mot ouvrier, l'idée d'une classe sociale de l'époque moderne, nous la préférons à celle de M. Halbwachs (instinct artisan), parce qu'elle nous semble plus près de l'idée de Veblen, qui veut dire par l'expression, *instinct of workmanship*, une force psycholo-

constituent la seconde catégorie de son système dualiste.

Nous croyons avec M. Dickinson que Veblen est redevable à une suggestion de William James pour le germe de sa théorie de l'instinct ouvrier (1). En effet, en 1890, William James avait ébauché sa notion de l'instinct constructif (*instinct of constructiveness*) (2); et en 1898 Veblen énonça pour la première fois, sa théorie de l'instinct ouvrier, qui est, à vrai dire, l'instinct constructif de James beaucoup enrichi par le cadre sociologique et économique dans lequel Veblen le place (3). Notre auteur en fait mention encore une fois en 1899 comme complément symétrique de l'émulation pécuniaire (4). Plus tard (1907), M. Jacques Loeb, alors le collègue de Veblen à l'Université de Chicago, en exposant sa théorie physiologique de la psychologie en l'homme en tant qu'il travaille industriellement, soit comme *homo faber* des temps éolithique ou paléolithique, soit comme ouvrier ou ingénieur d'une usine moderne. Halbwachs, *Le facteur instinctif dans l'art industriel*, Revue Philosophique, mars-avril, 1921, p. 214, *in fine*.

(1) Z. C. Dickinson, *Economic Motives*, p. 277.

(2) William James, *Principles of Psychology*, vol. II, chap. xxiv, p. 426. Cette idée de l'instinct constructif a une longue histoire. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, Voltaire parlait d'un *instinct mécanique* qui est très semblable à l'instinct constructif de James et à l'instinct ouvrier de Veblen. Voir l'avant-propos de Henri Berr à l'*Humanité Préhistorique* par Jacques de Morgan, p. xii et xiii.

(3) Veblen, *Instinct of Workmanship and the Irksomeness of Labor*, dans *The American Journal of Sociology*, september 1898, p. 187-201.

(4) *The Theory of the Leisure Class*, p. 15-16.

gie, a trouvé dans la notion de l'instinct ouvrier une sorte d'application sociologique de son point de vue (1). En revanche, Veblen dans son développement ultérieur et plus complet de l'instinct ouvrier (2), a tiré le meilleur parti de la théorie des tropismes de Jacques Loeb. Cette entr'aide intéressante est probablement due au fait que les deux hommes sont profondément inspirés de la conception matérialiste de la vie.

Qu'est-ce donc que cet instinct ouvrier? C'est l'approbation spontanée que donne tout le monde à l'économie et au bon rendement (*efficiency*) dans le travail; et, par contre, c'est la désapprobation spontanée du gaspillage et de la vie inutile. C'est, enfin, l'instinct qui nous pousse à utiliser le plus efficacement possible tous nos moyens et à bien ménager nos ressources (3).

Au premier abord, Veblen présente cet instinct au point de vue l'évolution sociale de l'homme (4). Ce penchant pour l'effort utile et adapté à la recherche des moyens de subsistance — un penchant primitivement lié à la préoccupation de l'avenir de la race (*parental bent*), plus large que l'instinct paternel ou maternel, — était décisif dans la libération de l'homme de l'animalité, ainsi que dans son âpre lutte, durant une

---

(1) Jacques Loeb, *Comparative Physiology, of the Brain and Comparative Psychology*, p. 196-198.

(2) *The Instinct of Workmanship*, (1914).

(3) *The Instinct of Workmanship*, p. 27-35.

(4) Veblen, *Instinct of Workmanship and the Irksomeness of Labor*, *American Journal of Sociology*, September 1878, p. 187-201.

longue suite de siècles, pour la survivance de l'espèce. Cet instinct se manifeste aux âges les plus reculés de la préhistoire humaine par les vestiges les plus anciens de la technique de l'homme. En cet égard, Veblen est d'accord avec l'école anthropologique française des de Mortillet, de Louis Weber, et de feu Paul Lacombe (1). Pour eux, par opposition à Auguste Comte, la première phase de l'humanité est technique et non théologique. C'est justement pendant ces siècles si lointains que les premiers hommes — ou même peut-être les ancêtres directs de l'humanité préhistorique — ont évolué au point d'être possédés d'un instinct industriel, fabricant et technique (2). Bien que les institutions et les lois changent, et bien que dans une société plus complexe il se soit étendu à des activités sans grand rapport avec les moyens de subsistance, l'instinct ouvrier lui-même, en vertu de la stabilité du type racial, s'est peu transformé, et reste resserré entre des marges d'adaptation assez étroites (3).

Dans son étude plus développée et plus approfondie de l'instinct ouvrier, Veblen a cherché à préciser ses termes (4), puisque dans la littérature sociologique, il n'y a guère de terme aussi vague que ce mot instinct.

---

(1) Gabriel et Adrien de Mortillet, *Le Préhistorique, origine et antiquité de l'homme* ; Louis Weber, *Le Rythme du Progrès* ; Paul Lacombe, dans la *Revue de la Synthèse Historique*, tome xxiv.

(2) *The Instinct of Workmanship*, p. 37 ; Weber, *Le Rythme du Progrès*, p. x et p. 259-265.

(3) *The Instinct of Workmanship*, p. 35.

(4) *Ibid.*, p. 1-37.

Veblen se rapportant aux études de M. Jacques Loeb (1), fait une distinction entre un acte instinctif et un acte de tropisme. Un tropisme, c'est un acte tout à fait impulsif, aveugle, sans aucune délibération entre le stimulus et la réponse. Il y a beaucoup de gradations très subtiles entre les purs tropismes comme le phénomène réflexe et les actes dont l'exécution est caractérisée par un commencement de réflexion. Or, l'instinct est toujours téléologique, c'est-à-dire qu'on y trouve invariablement l'idée d'un but à atteindre. Il faut noter que même quand un acte sert à atteindre un but quelconque, il ne peut être admis dans la catégorie des actes instinctif que si *l'agent* (et non seulement l'observateur), est conscient du but qu'il poursuit. Donc, par instinct, Veblen n'entend pas les éléments irréductibles de la conduite animale (et humaine), tels que les sciences biologiques les ont décrits; il n'entend que des groupements de ces éléments qu'on appelle les traits de la nature humaine. Alors, les instincts constituent les aptitudes, les penchants, et les inclinations auxquels s'intéressent le sociologue. C'est dans ce sens très large qu'il faut comprendre le mot instinct dans l'expression *instinct ouvrier*.

Il y a toute une gamme d'instincts depuis les plus simples et les plus indépendants comme l'instinct grégaire et l'instinct de dégoût jusqu'aux instincts les plus complexes comme la préoccupation de l'avenir

---

(1) *Comparative Physiology of the Brain and Comparative Psychology*, p. 177-178.

de la race (*parental instinct*), et l'instinct ouvrier. Pour Veblen, toujours préoccupé des origines et de l'histoire des institutions humaines, ces penchants instinctifs sont intéressants en tant qu'ils agissent les uns sur les autres (1), qu'ils se contaminent les uns les autres, qu'ils s'entremêlent. Si chez l'homme on doit tenir compte, en plus, de l'intervention de l'intelligence parmi les moyens utilisés pour aboutir aux fins déterminées par l'instinct, Veblen nous rappelle que c'est toujours l'instinct qui fait agir pour ses propres buts le mécanisme de réflexion (2). A ce point intervient plus ou moins vigoureusement l'instinct intermédiaire, l'instinct ouvrier qui agit sur le procédé du choix des voies et des moyens matériels et spirituels.

Cette intervention est seulement effective à mesure que trois conditions préalables sont réalisées : 1° l'absence d'urgence extrême ou d'agitation ; 2° la présence d'un vif intérêt dans le but à atteindre ; 3° la plus grande liberté du choix des moyens pour aboutir aux buts instinctifs (3). Le plus souvent le choix n'est pas libre. Quoique les moyens pour réaliser les buts instinctifs soient plus nombreux, plus variés et plus complexes à mesure que la condition intellectuelle de la communauté est plus avancée, le choix dans la plupart des cas est limité par l'habitude, par la coutume et par les conventions sociales. L'emploi de certains moyens devient fréquemment une partie essentielle du

---

(1) *Instinct of Workmanship*, p. 2-3.

(2) *Ibid*, p. 6, 31.

(3) *Instinct of Workmanship*, p. 33-34.

sens commun de la communauté aussi bien que la mesure de ce qui est bon et juste (1). En effet, les fins simples et instinctives sont souvent perdues de vue dans l'oubli et le vague de l'esprit. On n'est conscient que des buts secondaires ou accessoires. Veblen prétend que le succès biologique d'un peuple dépend du degré de sa liberté dans l'exercice de l'instinct ouvrier, — l'instinct qui nous fait choisir les meilleurs moyens pour atteindre nos buts. Il n'y a pas besoin de chercher très loin dans l'histoire pour que nous puissions trouver des cas où des institutions imbéciles ont triomphé de la vie et de la culture des peuples et les ont jetés dans une situation très précaire (2).

D'après Veblen et Louis Weber, la vie sociale primitive, qui d'ailleurs favorise de mille façons la technique et propage des inventions, aurait superposé aux premières représentations matérielles et pratiques des conceptions mythiques et animistes, par voie d'association et d'analogie (3). Les traditions anthropomorphiques et les pratiques illusoires liées à une spéculation inefficace auraient bien entravé tout progrès technique. « Cette faculté mythique, dit Louis Weber, est directement en opposition avec la faculté d'utilisation des corps solides et avec la technique naissante qui,

---

(1) *Ibid*, p. 7 et 8.

(2) *Ibid*, p. 25.

(3) *The Instinct of Workmanship*, p. 52-62 ; Louis Weber, *Le Rythme du Progrès*, p. 141-160 ; l'avant-propos de Henri Berr à *l'Humanité Préhistorique*, par Jacques de Morgan, p. xiv.

précisément, a différencié, dès le début, l'homme fabricant d'outils, *homo faber*, des autres mammifères. Croire que les objets matériels sont des êtres semblables à soi, n'est-ce pas s'interdire de les traiter mécaniquement et d'en faire les auxiliaires rigoureusement passifs de sa propre force musculaire ? » (1). De même Veblen observe que la haute civilisation grecque, n'a su s'affranchir de l'ennui des salles pleines de fumée dans les anciens palais de Grèce; parce que, en effet, l'invention de la cheminée ne s'est produite que le jour où l'idée du feu s'est dégagée de presque tous les mythes et des tabous magiques (2).

Si le penchant humain à faire des interprétations anthropomorphiques ne sert qu'à mettre des bâtons dans les roues, comment expliquer que ce penchant ait pu exister côte à côte avec l'instinct ouvrier? Cette coexistence devient encore plus frappante si nous tenons compte du fait que dans les temps primitifs le sens d'utilité sociale n'était pas atténué par un système de concurrence pécuniaire. Au contraire, le goût pour l'efficacité et l'aversion pour le gaspillage étaient même renforcés par la préoccupation de l'avenir de la race. Veblen éclaircit la difficulté en montrant une distinction fondamentale entre les arts mécaniques et les arts agricoles ou l'art de l'élevage. Dans le premier cas, il s'agit de façonner et de mettre en mouvement une matière morte, tandis que dans le second cas

---

(1) Louis Weber, *op. cit.*, p. 143.

(2) *The Instinct of Workmanship*, p. 83-84.

l'agriculteur et l'éleveur agissent sur une matière vivante (1). Veblen trouve que l'incompatibilité entre la mythologie anthropomorphique et le labourage ou l'élevage n'est nullement aussi grande que l'incompatibilité entre cette mythologie et les arts mécaniques. Il nous montre avec une sympathie touchante comment la tendance des sauvages polynésiens ou des Peaux-Rouges à identifier leurs plantes et leurs bestiaux avec eux-mêmes peut aider au développement de la technique agricole (2). Cette tendance est un accompagnement naturel des attentions soucieuses qu'ils portent aux besoins et aux habitudes des êtres animaux et végétaux sous leur garde. Nous avons en outre une preuve étonnante qu'il n'y a pas de contradiction nécessaire entre la mentalité mythique et le développement des arts agricoles dans le fait qu'au commencement de l'ère néolithique, en Danemark, la technique de l'agriculture et de l'approvisionnement était déjà avancée à tel point que l'homme n'a pu y ajouter que très peu depuis lors (3). Même les produits nouveaux comme par exemple la pomme de terre et le maïs, qui ont été introduits dans le monde civilisé au cours des derniers siècles et qui jouent un très grand rôle dans l'alimentation des peuples européens viennent de l'Amérique, de l'Insulinde et de la Polynésie où des indigènes les ont cultivés depuis les âges de pierre.

Si la mentalité animiste ne s'est pas trouvée en con-

---

(1) *The Instinct of Workmanship*, p. 74.

(2) *Ibid*, p. 76-79.

(3) *Ibid*, p. 69-71.

tradition avec l'instinct ouvrier dans l'évolution des arts délicats et difficiles de l'agriculture et de l'élevage, elle s'est montrée, par contre, très nuisible au progrès en ce qui concerne la manufacture et l'utilisation des outils. Nos bons aïeux de l'ère paléolithique qui ont su porter si loin le développement de la technique agricole, étaient extraordinairement pauvres dans leur fonds de technique industrielle (1). Quoique tous les objets périssables de ce fonds aient disparu sans laisser la moindre trace, Veblen prétend que leur degré de perfectionnement devait être conditionné par les rudes instruments primaires qui ont survécu. L'homme a dû attendre l'époque où il s'est mis à regarder avec un esprit positif et affranchi des représentations anthropomorphiques avant de réaliser les grands progrès dans les arts industriels des temps modernes. Dans notre régime du machinisme, les ingénieurs ne laissent plus aucune place aux éléments mystérieux ou providentiels (2).

Maintenant, la question se pose, quel est donc le rôle de l'instinct ouvrier dans notre économie actuelle? Comment se manifeste-t-il? Est-ce qu'il y a encore des entraves à son libre fonctionnement? Pour y répondre, reportons-nous à l'excellent résumé que M. Halbwachs a fait de cette partie de la théorie de Veblen :

« Lorsqu'on entre dans l'ère des machines, d'une part la technique se trouve profondément révolution-

---

(1) *The Instinct of Workmanship*. p. 64-66.

(2) *Ibid*, p. 302-306.

née, et, d'autre part, la transformation du régime économique, qui a commencé à l'époque précédente, se poursuit et s'achève. Le travail humain se trouve de plus en plus éliminé de l'œuvre productrice : l'opération industrielle se décompose désormais en une série de processus de nature purement mécanique, et résulte du jeu de forces matérielles, quantitatives et mesurables. La commercialisation de plus en plus développée de l'industrie impose aux esprits une logique des prix, abstraite et quantitative également. Sous l'action convergente de ces deux grands faits, il semble que l'instinct artisan (l'instinct ouvrier), doive évoluer lui aussi, que tout ce qui s'y mêlait encore de vues anthropomorphiques en doive être éliminé. Si la science ne nous montre partout que des forces physiques et des grandeurs mathématiques, si les conceptions économiques ne nous représentent plus les produits que sous formes de valeurs exprimées par des prix, comment la technologie ne suivrait-elle point la même évolution? — Elle la suit en quelque mesure. Mais (et c'est là qu'il apparaît que l'activité industrielle procède d'un instinct irréductiblement humain), elle ne peut échapper à la nécessité de se représenter les actions physiques sous la forme de contacts, de chocs, de déplacements dans un espace concret. Il se peut que la science se satisfasse davantage de formules abstraites, de rapports de quantivalence, etc., il n'en reste pas moins que tous les progrès de la technique procèdent d'une représentation du monde qui garde encore bien des traits de celle que s'en faisait

l'ancien artisan. Il se peut que les hommes d'affaires, dont dépendent les entreprises, trouvent avantage à n'envisager, dans l'industrie, que le côté chiffres : il n'en reste pas moins qu'une bonne gestion industrielle ne peut être que l'œuvre de techniciens en contact direct avec les forces productives et la matière, et qui se représentent celle-ci autrement qu'en termes purement quantitatifs. Telle paraît être la limite d'élasticité de l'instinct artisan (instinct ouvrier). Sans doute la conception mécanique de l'industrie moderne est plus positive que l'anthropomorphisme des primitifs, fondé sur l'idée d'actions occultes plus ou moins spirituelles : elle n'en consiste pas moins à projeter dans le monde extérieur certains traits de l'activité humaine. L'art industriel porte ainsi la marque des hommes qui l'ont inventé et qui, sans changer eux-mêmes de nature, l'ont fait progresser jusqu'à notre époque; il ne pourrait présenter un autre caractère que si la constitution mentale de ceux-ci se modifiait dans le même sens » (1).

Veblen fait observer qu'en général les économistes n'envisagent pas le travail industriel comme quelque chose provenant d'un penchant instinctif (2). Ils ignorent ou font bon marché des données anthropologi-

---

(1) M. Halbwachs, *Le facteur instinctif dans l'art industriel* (Revue Philosophique, mars-avril 1921, p. 232-233); *The Instinct of Workmanship*, chap. VII.

(2) Veblen, *Inninstinct of Workmanship and the Irksomeness of Labor*, dans *The American Journal of Sociology*, vol. 4, p. 187-201.

ques ; et ils fondent leurs doctrines sur l'hypothèse que l'homme abhorre instinctivement le travail. La béatitude des économistes serait la consommation illimitée des biens sans travail ; étant donné que l'homme se révolte naturellement contre tout effort se rattachant directement à la recherche des moyens de subsistance. Au moins, dit Veblen, c'est ce qu'on trouve impliqué dans les écrits des économistes les plus éminents. M. Gide a dit notamment : « C'est un fait indiscutable que l'homme ne travaille guère spontanément, mais seulement sous la pression de causes extérieures... La plupart des hommes ne travaillent avec ardeur que pour hâter l'heure où ils pourront ne plus travailler. Il faut donc en conclure que tout travail productif implique une certaine *peine*. C'est là une loi d'une importance capitale en économie politique. Si le travail n'était pas une peine, on peut affirmer que tous les phénomènes économiques seraient autres qu'ils ne sont ; par exemple, ni l'esclavage, ni le machinisme n'auraient existé, puisqu'ils n'ont pour but que de dispenser d'un certain travail (1) ».

Mais Veblen prétend que cette notion de la « pénibilité » (*irksomeness*) du travail, qui paraît à la plupart des économistes tomber sous le sens, est complètement incompatible avec la nature humaine. Comment l'espèce humaine aurait-elle pu survivre à la sélection naturelle, si elle était douée d'une antipathie instinctive

---

(1) Charles Gide, *Cours d'Economie Politique*, 7<sup>e</sup> éd. t. 1, p. 159.

pour tout travail utile? Nous insistons sur le mot utile, parce que l'homme ne prend pas en aversion tout effort comme tel; au contraire, il se livre avec passion à des exercices sportifs — ascension de montagne, rugby, canotage, aviation, boxe, etc. — qui exigent souvent des efforts plus intenses et physiquement plus pénibles (si non nuisibles) que ceux du travail. Veblen insiste sur le fait que la conviction courante que le travail est pénible n'est qu'une convention sociale, et ne provient pas directement des caractères instinctifs de l'homme. Elle n'est qu'une survivance conventionnelle et anormale de la période guerrière et « prédatrice » de l'histoire de l'humanité, et elle est renforcée de nos jours par le fait que le travail industriel est si souvent associé avec la pauvreté.

Nous avons déjà vu comment Veblen fait du respect pour l'*otium cum dignitate* un dérivé du respect pour l'habileté dans le métier de l'acquéreur des richesses. C'est donc un dérivé de l'approbation pour le bon rendement. En effet, pour Veblen, l'instinct ouvrier est un facteur fondamental de la psychologie de l'homme, parce que cet instinct à ses racines dans cette archaïque période technique, durant laquelle, notre auteur aime le croire, la base biologique et psychologique de la nature humaine a été déterminée (1). Si pendant la phase guerrière qui aurait succédé à la période technique, les hommes ont créé des institutions et des conventions qui semblent contrarier, entraver, et même

---

(1) *The Instinct of Workmanship*, chapter III.

paralyser l'instinct ouvrier primitif, il se manifeste toujours en l'homme une forte tendance à revenir à sa nature originale, qui est, dans l'espèce, paisible et industrielle. C'est par un tel retour sous les conditions favorables qui se sont lentement présentées à l'homme à la fin de l'ère barbare du haut moyen âge, que Veblen explique les progrès techniques des dernières cent cinquante années (1). L'avènement du machinisme est pour notre auteur le résultat d'un instinct positif et vigoureux : de la prédisposition de l'homme à accroître son pouvoir sur les choses, principalement par l'invention des procédés et d'instruments appropriés, de façon à rendre le travail plus productif par rapport à l'effort dépensé.

---

(1) *The Instinct of Workmanship*, chapters v et vi.

## CHAPITRE IV

---

### L'Industrie et les Affaires

---

- La distinction entre les activités pécuniaires et les activités industrielles dans l'histoire des doctrines. — Les rapports des activités pécuniaires avec la production industrielle au cours de l'histoire économique. — La séparation des fonctions industrielles et pécuniaires dans le régime capitaliste moderne. — Les rapports entre l'industrie et les affaires. — La subordination de l'industrie aux affaires. — La rentabilité et la productivité. — L'exemple de l'industrie du bâtiment à New-York. — Aux Etats-Unis les organisations financières bureaucratiques tendent à dominer l'industrie.*
- Le capital industriel et le capital d'affaires. — La distinction entre les deux dans les doctrines et dans les faits. — Le concept sociologique du capital industriel. — L'importance de l'aspect immatériel du capital industriel. — La valeur du capital industriel considéré comme fonction du progrès technique. — Comment la plus-value (unearned increment), provenant du progrès technique revient aux propriétaires in absentia (absentee owners). — Veblen et Karl Marx. — Les idées de Veblen sur la direction de l'industrie par les techniciens et les économistes industriels.*
- 

Nous avons vu, dans le chapitre précédent, comment Veblen, tout en analysant d'une façon pénétrante les actions humaines économiques, a fait ressortir au

point de vue psychologique le caractère dualiste de notre vie économique. D'une part, il y a les activités industrielles basées sur l'instinct ouvrier et, de l'autre, il y a les activités pécuniaires dont le mobile le plus intéressant est l'émulation pécuniaire. Il convient maintenant d'examiner avec Veblen comment ces deux catégories d'activités se manifestent dans les deux institutions fondamentales de l'économie actuelle : l'industrie et les affaires (*industry and business*) (1).

Cette classification évoque le souvenir de beaucoup de doctrines économiques du passé. Par exemple, la distinction entre les activités pécuniaires et les activités industrielles est, sans doute, d'inspiration marxiste. En affirmant que, dans les affaires, le but de tout acte est le gain commercial provenant des achats et des ventes et n'ayant pas de rapport nécessaire avec la production, comprise dans son sens étymologique (2), Veblen suit de très près la pensée de Karl Marx : « Acheter pour vendre, ou plus exactement acheter pour vendre avec bénéfice, A-M-A' (par l'achat, l'argent, A, se change en marchandise, M, qui, à son tour, se transforme, par la vente, en une somme plus grande que A, en A') est une forme qui ne semble appartenir en propre qu'à une seule sorte de capital, au capital commercial... Des actes qui pourraient se passer entre l'achat et la vente, en dehors de la sphère de circulation, ne changent rien à la forme

---

(1) Voir l'essai de Veblen, *Industrial and Pecuniary Employments* dans *The Place of Science*, p. 279-323.

(2) *The Place of Science*, p. 296-297.

de ce mouvement (1). » Veblen oppose les occupations industrielles aux opérations commerciales, dont le premier terme et le terme final revêt toujours le caractère pécuniaire, et dont le champ d'activité est le marché ou la bourse (2). Or, les opérations industrielles ont lieu dans l'atelier, dans l'usine; sur les lignes des chemins de fer, etc.; et tous les éléments dont elles se constituent sont des phénomènes matériels qui font l'objet de l'étude de la physique et de la chimie (3). En somme, ce contraste apparaît comme un développement nouveau, adapté aux conditions modernes, de l'ancienne distinction d'Aristote entre l'économique et la chrématistique: « La chrématistique, dit Aristote, se distingue de l'économique en ce qu'elle voit dans la circulation la source de la richesse. Elle semble pivoter autour de l'argent qui est le commencement et la fin de ce genre d'échange... L'économique, par contre, est limitée; elle se propose autre chose que l'argent, alors que la chrématistique ne poursuit que l'augmentation de l'argent. C'est pour avoir confondu les deux formes, qui ont beaucoup de ressemblances, que certains auteurs ont vu dans la conservation et l'augmentation indéfinie de l'argent le but final de l'économique (4). »

---

(1) Karl Marx, *Capital* (trad. franc. par Molitor), livre I, chap. IV, tome I, p. 174.

(2) *The Place of Science*, p. 294-296.

(3) *Absentee Ownership*, chap. x.

(4) Aristote, *De Republica*, lib. I, c. 8 et 9, cité par Karl Marx, *op. cit.*, livre I, chap. IV, p. 170.

Notre auteur, comme nous avons vu, fait remonter la confusion, ou plutôt l'identification des activités pécuniaires avec les activités industrielles au fait que la tradition de la science économique depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle porte l'attention des économistes vers un autre genre de classification plus conforme à la croyance en « la sagesse de la nature » (1). La division tripartite des facteurs de la production : la terre, le travail et le capital n'aurait pour raison d'être que de célébrer l'équilibre parfait et la justice de l'ordre naturel. La théorie classique de la répartition repose sur une sorte de loi de la conservation de l'énergie économique, selon laquelle le produit d'une opération industrielle est l'équivalent des forces économiques dépensées dans la production. Du moins, cette loi se trouve impliquée dans l'affirmation que la valeur d'échange « normale » tend à coïncider avec le coût de la production (2). Mais, objecte Veblen, cette loi d'équivalence n'est susceptible ni de preuve ni de réfutation, étant donné que le produit et les forces économiques qui entrent dans la confection du produit sont des grandeurs incommensurables. Même lorsque les économistes essaient de réduire tous les deux en termes communs de valeur d'échange ou d'utilité, ils s'embrouillent dans un cercle vicieux. Si nous acceptons la théorie de Böhm-Bawerk, que « la valeur des biens pro-

---

(1) *The Place of Science*, p. 279-286.

(2) J.-B. Clark, *Essentials of Economic Theory*, chap. VI et VII, et ci-dessus, chap. II, p. 63-66.

ductifs doit être déduite de la valeur de leurs produits (1) », la tautologie saute aux yeux. Les économistes de nos jours s'en tiennent pourtant à cette classification tripartite des facteurs de la production, parce qu'elle leur sert opportunément comme fondement de la démonstration d'une équivalence complémentaire, c'est-à-dire l'équivalence entre les trois courants de rémunération (la rente, le salaire, l'intérêt) destinée aux divers agents économiques, d'une part, et les services que ceux-ci sont censés rendre à la production, de l'autre. Et, puisque d'après les écoles s'inspirant plus ou moins directement de la philosophie des lois de la nature et des droits naturels, tous les actes économiques visant l'acquisition des biens revêtent la forme des épisodes accessoires dans le processus de la production sociale, la confusion entre les activités industrielles et les activités pécuniaires est complète. « En effet, dit John Bates Clark, la production englobe toutes les opérations économiques, sauf la consommation (2). »

Veblen ne nie pas que ces deux catégories d'activités ont des attaches très étroites avec la production. Mais, soutient-il, les activités pécuniaires agissent sur la production et la conditionnent du dehors, tandis que les activités industrielles sont l'essence même de la production (3). La base fondamentale et le facteur

---

(1) Böhm-Bawerk, *Une Nouvelle théorie sur le Capital* dans la *Revue d'Economie Politique*, vol. III, 1889, p. 97-124.

(2) *The Distribution of Wealth*, p. 20.

(3) *The Place of Science*, p. 296-307.

dominant des affaires est la grande institution de la propriété privée avec toutes ses ramifications coutumières et juridiques. Assurément, l'industrie aussi ne fonctionne de nos jours qu'entre les limites de la propriété privée (sauf de rares exceptions), mais cette institution ne doit être confondue ni avec la matière première, ni avec les instruments, ni avec les procédés de l'industrie. La vérité est que les considérations pécuniaires, fondées comme elles le sont sur la propriété privée, subordonnent et dirigent l'industrie dans l'intérêt du plus grand gain pécuniaire.

Cette rentabilité, prétend notre auteur qui ne fait que reproduire la thèse de Sismondi et de Rodbertus (1), ne coïncide pas nécessairement avec la productivité. Il peut y avoir entre la productivité et la rentabilité même des antagonismes, sur lesquels Otto Effertz et Adolphe Landry ont tant insisté (2). Et, ajoute Veblen, bien que cette rentabilité soit souvent le résultat d'un accroissement dans la création des biens et des services, la production dans ces cas n'est qu'un incident accessoire de la poursuite des gains pécuniaires. La condition essentielle de la rentabilité est plutôt la vente lucrative (3). Ainsi, beaucoup de

(1) Gide et Rist, *Histoire des Doctrines Economiques*, p. 500-501.

(2) Effertz, *Arbeit und Boden*, et *Les antagonistes économiques*; Eug. Dühring, *Cursus der National und Socialökonomie*, p. 72-75; A. Landry, *L'utilité sociale de la propriété individuelle et l'intérêt du capital*; Veblen, *The Engineers and the Price System*, p. 1-26 : *On the Nature and Uses of Sabotage*.

(3) Veblen, *The Vested Interests*, p. 91.

grandes entreprises américaines dépensent autant pour la publicité habilement organisée que pour la fabrication des marchandises, et elles paient autant d'intérêts et de dividendes pour les capitaux pécuniaires utilisés pour faire la réclame que pour les capitaux effectivement transformés en outillage industriel, puisque la comptabilité comprend le coût de la publicité sous le chef du coût de la production (1). Cela montre bien, dit Veblen, comment le rapport entre la rentabilité et la productivité peut être atténué (2). De plus, assez souvent, la rentabilité ne présente aucun lien visible, en dehors des efforts d'imagination scientifique, avec la production, comme, par exemple, dans la spéculation des valeurs et des devises.

Si la science économique n'a pas tenu jusqu'ici à recourir à cette distinction entre les activités pécuniaires et les activités industrielles, c'est que non seulement les *préconceptions* métaphysiques s'y opposaient, mais aussi que l'aspect particulier de la vie

---

(1) *The Theory of Business Enterprises*, p. 55-60, M. Roman écrit : « Nos grandes autorités sur la question, nous informent que les Etats-Unis dépensent, annuellement près d'un milliard de dollars en publicité ; cette somme représente la publicité par les voies normales, journaux, revues, cadres d'affiche, affiches dans les tramways, catalogues, circulaires, etc. ; naturellement, cela comprend aussi les enseignes lumineuses... mais il n'est pas question des étalages, des démonstrations et d'une infinité d'autres réclames qu'il est difficile d'évaluer ». *La Place de la sociologie dans l'éducation aux Etats-Unis*, p. 254-255.

(2) *The Place of Science*, p. 309-310.

économique, au moment où la base de la science économique actuelle était jetée, n'était pas propice à une telle distinction (1).

Nous avons déjà vu que, durant le régime du métier, on ne pouvait guère distinguer entre la fonction industrielle et la fonction commerciale qui étaient toutes les deux réunies entre les mains de l'artisan (2). Mais, dès le <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle, lorsque dans certaines industries développées sur une échelle relativement grande en vue des débouchés, les artisans cessèrent de travailler pour leur propre compte et produisirent pour le compte des marchands et des intermédiaires, la direction commerciale (activité pécuniaire) et le travail industriel commencèrent à se séparer (3). Aux <sup>xvii</sup><sup>e</sup> et <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècles, l'industrie à domicile était la forme principale de toute grande entreprise. Cependant, par suite des progrès réalisés dans la technique industrielle à la fin du <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle, on passait alors à une nouvelle forme d'entreprise : la fabrique. A l'industrie à domicile manquaient l'unité rigoureuse et la direction systématique qui sont indispensables à l'emploi étendu des machines. Ainsi, peu à peu (entre les années 1770 et 1850 environ), la fabrique combinant le plus adroitement possible les forces du travail, la technique la

---

(1) *Ibid*, p. 286.

(2) Voir ci-dessus chap. I, p. 51.

(3) Cours du professeur Allix de la Faculté du Droit de Paris 1921-1922, première partie. Gustav Schmoller, *Principes d'Economie Politique*, (trad. franç.), t. II, sect. 141, p. 505-517.

plus avancée, les machines productrices d'énergie et les machines-outils, devenait dans l'Europe occidentale et aux Etats-Unis la forme dominante de toute production en grand (1). Au commencement de cette évolution de l'entreprise moderne, tant que la révolution technique est restée dans les limites de la mécanique relativement simple, et tant que la grandeur des exploitations ne dépassait pas une certaine mesure, la direction technique aussi bien que la direction commerciale et financière appartenaient au propriétaire de l'entreprise. Sa tâche était lourde, ses exploits héroïques. « Quand la technique n'est pas trop délicate, l'affaire trop compliquée, le capital trop grand, écrit Schmoller, cet individu qui entreprend à lui seul à l'avantage incomparable de la responsabilité exclusive, mais aussi d'un droit exclusif de direction (2). »

Ces capitaines d'industrie de la première génération, comme les Arkwright et les Wilkinson, observe Veblen, étaient inventeurs, architectes et constructeurs des procédés, des machines et des fabriques en même temps qu'ils étaient contremaîtres de leurs ateliers et directeurs du côté financier de leurs entreprises (3). Il n'y a donc rien de surprenant que Adam Smith et les économistes classiques après lui, qui avaient sous les yeux une industrie rudimentaire même dans ses formes de grandes exploitations, assimilent le profit

---

(1) Schmoller, *op. cit.*, p. 519.

(2) *Ibid.*, p. 537.

(3) Veblen, *The Engineers and the Price System*, p. 32.

à un salaire pour le travail de direction. L'organisation de l'entreprise à cette époque révélait le profit au « père de l'économie politique » comme « le revenu tiré du capital par la personne qui l'administre ou l'emploi » (1).

Or, plus tard, quand les entreprises commencent à prendre des proportions gigantesques, la division du travail et la spécialisation des fonctions qui s'ensuivent, ne permettent plus à une personne ou à une seule catégorie de personnes de s'occuper à la fois du côté technique et du côté financier de l'entreprise. Au fur et à mesure que la complication de la technique industrielle s'accroît, la direction de la fabrication passe entre les mains des techniciens et des ingénieurs; tandis que l'ancien capitaine d'industrie, ou l'entrepreneur, ne conserve que la direction financière (2). La déchéance des entrepreneurs de leurs fonctions industrielles étaient déjà assez évidente dès le deuxième quart du XIX<sup>e</sup> siècle. Par exemple, vers 1830, Ure disait qu'en Angleterre les propriétaires des filatures n'étaient pas au courant de la mécanique et s'en rapportaient à leurs directeurs qui n'étaient pas trop forts eux-mêmes (3). Et aujourd'hui comme le remarque Sombart, « l'indifférence technique de l'en-

---

(1) A. Smith, *Richesse des Nations*, liv. I, chap. VI, cité par Gide et Rist, *Histoire des Doctrines Economiques*, p. 75, note.

(2) *The Place of Science*, p. 315-316.

(3) Ure, *Philosophie des manufactures* (trad. franç.), t. I, p. 66-67, cité par Sorel, *Les Illusions du progrès* (3<sup>e</sup> éd.), p. 146-147.

trepreneur est devenue une caractéristique du nouvel état de choses ». De plus, selon Sombart, « telle est, en effet, la particularité qui distingue de plus en plus notre industrie : ses chefs peuvent à volonté passer d'une branche à l'autre, sans que jamais leur compétence se trouve en défaut, car toutes les scories de la particularité technique ont été éliminées, et il n'est resté que l'or pur de la généralité commerciale et capitalistique. A partir de ce moment seulement, il n'est pas rare de voir un entrepreneur commencer par la fabrication des cuirs pour finir par celle du fer après avoir passé par l'esprit de vin et l'acide sulfurique (1). » En outre, cette séparation des fonctions techniques et financières s'accroît de plus en plus avec la multiplication récente des entreprises sociétaires (*corporations*) (2). Nécessairement, lorsqu'une entreprise a des centaines et des milliers de propriétaires, la propriété et la direction en sont séparées (3). Ce nouveau trait qui caractérise toute notre grande industrie, c'est-à-dire le fait que les actionnaires, entrepreneurs de nos jours, sont des propriétaires *in absentia* (d'où vient l'expression de Veblen, *Absentee Ownership*), et que les seuls liens qui les rattachent à l'entreprise sont la communication du relevé des comptes de l'exercice clos et l'établissement du bilan; indi-

---

(1) Sombart, *Les Juifs et la Vie économique*, p. 155-156.

(2) *Absentee Ownership*, chap. v; *The Rise of the Corporation*.

(3) Robert Liefmann, *Les formes d'entreprises*, p. 45-46.

que jusqu'à quel point le rôle de l'entrepreneur est devenu exclusivement pécuniaire.

Veblen conclut que la forme actuelle d'entreprise, qui donne le ton à toute notre vie économique, impose à la science économique comme base de toute classification, cette distinction entre les activités industrielles et les activités pécuniaires. Il est d'autant plus important de faire cette distinction, prétend Veblen, que ces deux catégories d'activités se sont cristallisées en deux institutions, l'industrie et les affaires (*industry and business*) qui caractérisent et dominent la vie économique de nos jours (1).

Il peut paraître un peu paradoxal, sinon contradictoire, que Veblen qui se livre à des attaques si impétueuses contre les économistes classiques et libéraux à cause de leur insistance sur l'aspect taxonomique de leur science (2), s'adonne lui-même à une longue élaboration d'une classification nouvelle. Pourtant, si nous nous reportons à la différence que fait Gustav Schmoller entre les classifications analytiques et les classifications causales (3), nous constatons que ceux que Veblen appelle taxonomistes se bornent à faire des classifications analytiques et se servent du concept causal d'une façon grossière et peu réfléchie, comme c'est le cas pour l'hédonisme. Par contre, Veblen cherche à classer les phénomènes économi-

---

(1) *Theory of Business Enterprise*, chap. I.

(2) Voir ci-dessus, chap. II, p. 73-76.

(3) Schmoller, *Principes d'Economie Politique* (trad. franç.), t. I, p. 253.

ques dans le but toujours de formuler une explication causale de l'évolution de la vie économique.

Quelle est donc la portée économique de la distinction entre l'industrie et les affaires, sur laquelle Veblen insiste tant ? Selon notre auteur, depuis que la production a été enlevée au tour de main de l'artisan pour être confiée aux machines, depuis que les progrès réalisés dans la technique des transports ont relié les coins du monde les plus éloignés les uns des autres pour les intégrer dans une seule unité industrielle, et depuis que, grâce à la standardisation des produits finis et mi-ouvrés, l'interdépendance économique de populations énormes a été intensifiée par une division territoriale du travail sur une échelle nationale, et en certains égards internationale, le bien-être matériel de toute communauté civilisée dépend très étroitement du fonctionnement facile, ininterrompu, et non obstrué de tous les divers procédés qui constituent le système industriel (1). Parallèlement avec les grands changements dans la technique de la production, l'organisation financière des entreprises a aussi subi des modifications importantes, s'éloignant de plus en plus de la gestion proprement industrielle. Mais en dépit de cet éloignement, l'industrie est entièrement soumise à la finance. « De plus en plus, écrit Sombart, les faits économiques sont subordonnés aux décisions de la finance. S'agit-il de la création d'une nouvelle entreprise ou de l'agrandissement d'une entreprise déjà

---

(1) *Theory of Business Enterprise*, p. 27.

existante... rien ne se fait, sans avoir été au préalable discuté et décidé dans les bureaux des banques et des banquiers (1). » En Amérique, tout au moins, ce sont les financiers qui estiment les possibilités de rendement d'une entreprise industrielle à lancer en termes uniquement pécuniaires, qui jugent du capital pécuniaire dont elle aura besoin, de la forme la plus avantageuse sous laquelle il sera émis, etc... (2). Ainsi l'industrie se trouve sous la domination des intérêts financiers. Et Veblen estime qu'un des problèmes les plus importants de l'économie politique est justement de déterminer les effets économiques de la subordination de la production aux exigences des affaires.

Beaucoup d'économistes discernent dans ce contrôle de l'industrie par les hommes d'affaires une œuvre de prévoyance, d'organisation, de commandement et de coordination de la production (3). C'est de cette façon-là qu'ils décrivent le rôle de l'entrepreneur moderne. Veblen reconnaît d'ailleurs que les opérations et les combinaisons financières effectuées sur le marché par les hommes d'affaires aboutissent parfois à de vraies

---

(1) W. Sombart, *op cit.*, p. 152.

(2) A. Viallate, *L'industrie américaine*, chap. VIII.

(3) Voir le cours de Législation et d'Economie Industrielle, professé par M. Germain Martin à la Faculté de Droit de Paris, 1921-1922 ; aussi dans le même sens Marc Aucuy, *Organisons la production et le travail*, Journal des Economistes, le 15 février 1924, p. 194-208 ; J.-B. Clark, *Essentials of Economic Theory*, p. 83-87.

économies de la production (3). Mais notre auteur fait observer aussitôt que ces économies ne sont que des conséquences accessoires des manœuvres financières visant directement le gain pécuniaire. De plus, même cette stimulation indirecte de l'industrie revêt seulement le caractère d'une permission. Ce sont les techniciens industriels, prétend Veblen, qui doivent d'abord créer la possibilité mécanique des méthodes et des arrangements nouveaux et plus efficaces, avant que l'entrepreneur puisse y voir son affaire et autoriser la réalisation des augmentations et des économies de la production. S'il est vrai que les entrepreneurs-financiers disposent en maître, de toute l'intégration industrielle, il est également vrai que nulle coordination et nulle accélération de la production ne peut avoir lieu sans leur consentement. Et, fréquemment, ajoute Veblen, ils refusent ce consentement, puisque leur appréciation n'est fondée ni sur la praticabilité technique ni sur l'utilité sociale des innovations, mais uniquement sur la convenance pécuniaire. Il arrive même que, dans l'intérêt de la prospérité des affaires, qui est toujours fonction, mathématiquement parlant, du maintien des prix élevés ou bien d'une hausse des prix, les entrepreneurs-financiers soient obligés de refréner, d'entraver, et d'arrêter la production. Veblen soutient que ce « sabotage industriel », consciencieux et prémédité, est tout à fait comparable au sabotage syndicaliste

---

(3) *The Place of Science*, p. 299-304.

quant à son caractère préjudiciable aux intérêts du grand public des consommateurs (1).

La situation actuelle (avril 1924) de l'industrie du bâtiment dans la Ville de New-York offre un exemple frappant d'un tel conflit entre le bien-être matériel de la communauté d'une part, et la prospérité des financiers de l'autre (2). Depuis la guerre, New-York, comme presque toutes les grandes villes du monde, est aux prises avec une sérieuse crise de logements. Il résulte de ce manque d'équilibre entre la population croissante et les facilités de logement des maux malheureusement trop bien connus : l'entassement, l'insalubrité, la mortalité infantile très élevée, l'immoralité, etc. (3). Cette situation est, en outre, aggravée par une hausse du prix des loyers qui a atteint en septembre 1923 le chiffre de 64,4 pour cent au-dessus de la moyenne de 1913 (4). La hausse a eu pour conséquence naturelle de stimuler l'industrie du bâtiment ainsi que les industries des matériaux de construction — ce que les économistes libéraux nous apprennent à attendre dans des conditions pareilles. Mais nous ne nous serions pas attendus à voir ce renouvellement d'activité industrielle, qui répond à un besoin social si pressant, qualifié de « tendance dan-

---

(1) *The Engineers and the Price System*, p. 1-26 ; essai sur *Sabotage*.

(2) *The Guaranty Survey* (The Guaranty Trust Co. of N. Y.). April 28, 1924, p. 3-5.

(3) Victor H. Lawn, *The Kennels of New-York* (*The Nation*, New-York, décembre 19, 1923, p. 710-711).

(3) *The Guaranty Survey*, décembre 31, 1923, p. 2.

gereuse ». Le *New-York Building Congress* en effet a récemment publié un avis disant que s'il n'y a pas un retranchement volontaire dans le programme des constructions nouvelles, il va entreprendre une vive campagne en faveur de la « modération ». Notons qu'au point de vue financier cette « modération » s'impose bon gré mal gré. Voici pourquoi : Un programme de constructions, qui mettra fin à la disette actuelle, abrégera nécessairement en même temps le régime des loyers élevés. Cela entraînera une baisse proportionnelle dans l'évaluation des maisons capitalisées sur la base des loyers actuels. Or, puisque les banques ont déjà ouvert des larges crédits pour lesquels les maisons d'habitation servent de gages, une baisse de la valeur de ces immeubles engagés peut non seulement ébranler les relations de crédit existantes, mais elle peut aussi produire une crise financière très grave. En d'autres termes, dans ce cas, la satisfaction des besoins sociaux appelle une véritable catastrophe pour le monde des affaires. Heureusement, on peut compter sur les financiers pour faire leur possible pour mettre en échec ces « tendances dangereuses ».

« Les sociétés industrielles modernes, écrit John A. Hobson, n'ont su obtenir jusqu'ici que dans une mesure très insuffisante les services que le machinisme et les procédés industriels modernes sont à même de rendre. L'augmentation effective de la richesse matérielle, si importante qu'elle soit, n'a point marché de pair avec l'immense accroissement des forces produc-

tives provenant des découvertes de la science moderne... » (1). Veblen, s'appuyant sur des rapports des ingénieurs et sur des inventaires officiels des ressources naturelles aux Etats-Unis (2), estime que le montant de la déperdition et du gaspillage industriels, sous le régime de la subordination de l'industrie aux exigences des affaires, atteint entre 300 et 1.200 pour cent de la capacité productive de la communauté (3).

Notre auteur tire de ces faits la conclusion qu'il n'y a aucun rapport entre la productivité et la rentabilité, ni en ce qui concerne les profits des entrepreneurs; ni pour les autres catégories de revenus (4). Lorsque certains économistes discutent sur l'entrepreneur en développant leurs théories de la production, ils le décrivent comme le grand metteur en œuvre et l'organisateur de la production. Mais, prétend Veblen, ce rôle productif ne lui est attribué qu'en vertu du revenu qu'il reçoit (5). Il en est ainsi parce

---

(1) J.-A. Hobson, *The Evolution of Modern Capitalism* (éd. 1916), p. 402.

(2) Voir Joseph E. Pogue, *Economics of Petroleum*; Price, Kellog and Cox, *The Forests of the United States and their use* (Circular 171, U. S. Dept. of Agriculture), p. 9-11; C.-G. Gilbert and, J.-E. Pogue, *Petroleum, A Ressource Interpretation* (Bulletin 102, part 6, U. S. National Museum, 1918).

(3) *The Engineers and the Price System*, p. 70-71, *Absence of Ownership*, p. 165-201.

(4) Même le montant du salaire payé à un ouvrier industriel dépend plutôt de l'utilité pécuniaire qu'il a pour son patron que de l'utilité sociale de ses services productifs, voir *The Place of Science*, p. 302-304.

(5) *Ibid.*, p. 288-290.

que ces économistes, raisonnant plus ou moins consciemment sous l'empire de l'idée des lois naturelles, reposent tout leur système sur la notion d'une équivalence presque inéluctable entre le service productif et la rémunération. Par exemple, l'entrepreneur reçoit un revenu : en conséquence, il est censé faire un travail de production. En effet, au temps d'Adam Smith l'entrepreneur participait réellement au travail de production, mais, depuis lors, les choses se sont beaucoup modifiées. « Par l'évolution des sociétés capitalistes, écrit Liefmann, l'« entrepreneur » en tant que facteur économique est de plus en plus remplacé par l'« entreprise ». Ce n'est pas que la personnalité du directeur, sa capacité et ses connaissances soient de moindre importance. Au contraire, plus les entreprises s'agrandissent, plus il est difficile de trouver des personnalités qui soient en mesure de dominer du regard les entreprises gigantesques modernes, de les diriger et de les organiser rationnellement. *Ces directeurs ne sont pas en règle générale des entrepreneurs, mais bien des employés de l'entreprise* (1) ».

Veblen analyse la tendance actuelle dans l'évolution de l'entreprise comme voici (2) : Par degrés, les experts industriels, les ingénieurs, les chimistes, les minéralogistes, et les techniciens de toutes sortes sont

---

(1) Robert Liefmann, *Les formes d'entreprises* (trad. franç.), p. 129 ; voir aussi J.-B. Clark, *Essentials of Economic Theory*, p. 89.

(2) *The Engineers and the Price System*, p. 44-45.

actuellement en train de prendre toutes les situations de responsabilité dans le système industriel, parce qu'ils y sont indispensables. Par contre, les gros intérêts financiers, auxquels les promoteurs des *corporations* (sociétés anonymes) doivent recourir pour faire financer leurs projets, se rendent compte peu à peu que la meilleure façon de gérer le financement des corporations est d'avoir une large organisation bureaucratique et routinière. Par cette évolution, toute la gestion proprement industrielle est confiée de plus en plus exclusivement aux hommes et aux organismes purement techniques; tandis que toute la gestion financière abandonnée de plus en plus exclusivement aux institutions purement financières, comme, par exemple, les banques d'investissement. Quant à l'entrepreneur, il est relégué à un rôle d'intermédiaire dont les fonctions perdent de plus en plus leur précision.

En résumé, Veblen dégage par son analyse de l'économie moderne deux grandes institutions, l'industrie et les affaires, qui constituent le double fondement de l'organisation économique actuelle. L'industrie, dont le fonctionnement rapide, constant et régulier conditionne le bien-être matériel de la société, est soumise, pour des raisons historiques et conventionnelles aux ordres des hommes d'affaires quant à l'intensification ou au ralentissement de la production. Etant donné que les buts pécuniaires, que visent les hommes d'affaires, exigent tantôt l'accélération des activités productives, tantôt le refrenement de ces mêmes activités, il en résulte pour la communauté, prétend notre au-

teur, une perte énorme de rendement industriel.

De la conception dualiste que Veblen se fait des activités dans l'économie moderne, la notion également dualiste du capital suit comme un corollaire inévitable (1). A la catégorie d'activités industrielles correspond naturellement le capital technologique, industriel et social; et à la catégorie d'activités pécuniaires correspond le capital lucratif, pécuniaire et privé.

Depuis le temps de Rodbertus, les économistes se sont efforcés d'éclaircir le double aspect sous lequel le capital se présente dans la vie économique (2). En Amérique, John Bates Clark, par exemple, distingue surtout entre le capital considéré comme une somme d'argent, tel que le monde des affaires le comprend, et le capital que Ricardo a défini comme « cette partie de la richesse d'une nation qui est employée à la production (3) », c'est-à-dire, des instruments et des ustensiles, des machines, des matières premières, etc. (4). On appelle le premier capital-valeur (*capital*

---

(1) Voir surtout les deux articles de Veblen : *On the Nature of Capital* I et II, dans *The Place of Science*, p. 324-386.

(2) A. Gide, *Cours d'Economie Politique* (7<sup>e</sup> éd.), t. I, p. 185, *in fine* ; Ashley, *Histoire et Doctrines Economiques de l'Angleterre* (trad. franç.), t. II, p. 501-512 ; Emile Chatelain, *Le Capital Economique et le capital juridique* (Revue d'Ec. Pol., août-septembre 1905, p. 673-703).

(3) Ricardo, *Des principes de l'Economie Politique* (trad. franç., 1882), chap. v, p. 60-61.

(4) J.-B. Clark, *The Distribution of Wealth*, chap. IX et X. *Essentials of Economic Theory*, p. 20-34.

value), et le second capitaux-biens (*capital goods*) (1). Mais Clark et ses disciples prétendent que le capital-valeur, la somme d'argent, n'est qu'un symbole, une expression commode à l'usage des hommes d'affaires pour décrire leurs capitaux-biens, trop hétérogènes, trop changeants, trop incommensurables pour être maniés comme tels, sur le marché. Donc, en disant que les capitaux-biens sont le fonds des biens productifs, et que le capital-valeur ne fait que désigner ces mêmes biens mesurés au moyen d'une commune unité (2), ces théoriciens impliquent nécessairement une équivalence de valeur entre le capital pécuniaire et le capital industriel.

Mais les faits courants de la vie économique ne confirment nullement cette notion d'équivalence. Au contraire, comme nous l'établirons par le tableau suivant construit sur les données présentées par M. Kemper Simpson dans une autre matière (3), il y a un écart frappant entre les valeurs respectives des capitaux d'affaires et des capitaux industriels.

---

(1) R.-T. Ely, *Outlines of Economics* (3<sup>e</sup> éd.), p. 110-111.

(2) « Instruments of production compose the fund, but the dollars serve to describe it », J.-B. Clark, *Essentials of Economic Theory*, p. 31.

(3) Kemper Simpson, *The Capitalization of Goodwill*, p. 43-46. Cet auteur emprunte ses chiffres aux prospectus originaux émis par des banquiers-promoteurs et aussi à *Poor and Moody's Manual of Industrials*.

| Nom<br>de la <i>corporation</i><br>( <i>société anonyme</i> ) | Capital Valeur<br>( actions ordinaires<br>et actions privilégiées ) | Valeur des<br>Capitaux Matériels<br>( <i>tangible assets</i> ) |
|---------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|
|                                                               | dollars                                                             | dollars                                                        |
| F. B. Goodrich                                                | 90,000,000                                                          | 33,900,000                                                     |
| Goodyear                                                      | 10,000,000                                                          | 10,000,000                                                     |
| Fisk                                                          | 13,000,000                                                          | 3 000,000                                                      |
| Kelly-Springfield                                             | 8,665,000                                                           | 4,659,920                                                      |
| Ajax-Grieb                                                    | 780,000                                                             | 1,224,300                                                      |
| Studebaker                                                    | 43,500,000                                                          | 23,895,000                                                     |
| Willys-Overland                                               | 25,000,000                                                          | 10,800,000                                                     |
| Maxwell                                                       | 37,000,000                                                          | 24,960,000                                                     |
| Hupp                                                          | 6,500,000                                                           | 2,595,000                                                      |
| Emerson-Brantingham                                           | 22,000,000                                                          | 17,400,000                                                     |
| Deere                                                         | 56,200,000                                                          | 44,604,000                                                     |
| Case ( J. I. )                                                | 20,000,000                                                          | 19,920,000                                                     |
| M. Rumely                                                     | 17,000,000                                                          | 18,560,000                                                     |
| Hart-Parr                                                     | 1,750,000                                                           | 1,830,000                                                      |
| F. W. Woolworth                                               | 65,000,000                                                          | 15,000,000                                                     |
| S. S. Kresge                                                  | 3,000,000                                                           | 2,460,000                                                      |
| S. H. Kress                                                   | 16,000,000                                                          | 4,400,000                                                      |
| Mc Crory                                                      | 6,250,000                                                           | 2,000,000                                                      |
| May Department<br>Stores                                      | 20,000,000                                                          | 5,000,000                                                      |
| Kaufman Department<br>Stores                                  | 10,000,000                                                          | 2,500,000                                                      |
| Hart Schaffner<br>and Marx                                    | 20,000,000                                                          | 5,000,000                                                      |

| Nom<br>de la <i>corporation</i><br>( <i>société anonyme</i> ) | Capital Valeur<br>( actions ordinaires<br>et actions privilégiées ) | Valeur des<br>Capitaux Matériels<br>( <i>tangible assets</i> ) |
|---------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|
|                                                               | dollars                                                             | dollars                                                        |
| Sonneborn                                                     | 4,225,000                                                           | 1,995,000                                                      |
| A. B. Kirschbaum                                              | 4,000,000                                                           | 1,950,500                                                      |
| Frisbie Stansfield                                            | 2,800,000                                                           | 1,495,000                                                      |
| Barnhart Bros<br>and Spindler                                 | 3,000,000                                                           | 2,000,000                                                      |
| Pierce, Butler<br>and Pierce                                  | 1,650,000                                                           | 994,500                                                        |
| International Shoe                                            | 21,000,000                                                          | 8,250,000                                                      |
| Mc Elwain Shoe                                                | 5,000,000                                                           | 5,005,000                                                      |
| Brown Shoe                                                    | 10,000,000                                                          | 10,000,000                                                     |
| Julius Kayser                                                 | 9,695,000                                                           | 4,655,700                                                      |
| Cluett Peabody                                                | 26,000,000                                                          | 8,000,000                                                      |
| Manhattan Shirt                                               | 8,000,000                                                           | 3,000,000                                                      |
| Acme Tea                                                      | 6,750,000                                                           | 3,250,000                                                      |
| Jewel Tea                                                     | 16,000,000                                                          | 4,000,000                                                      |
| Loose-Wiles                                                   | 15,000,000                                                          | 7,000,000                                                      |
| Continental Can                                               | 19,000,000                                                          | 11,000,000                                                     |
| Armsby Co. of N. Y.                                           | 820,000                                                             | 1,000,000                                                      |
| Sears Roebuck                                                 | 40,000,000                                                          | 10,000,000                                                     |
| National Cleak<br>and Suit                                    | 17,000,000                                                          | 5,000,000                                                      |
| Griffin Wheel                                                 | 15,300,000                                                          | 8,460,000                                                      |
| Burns Bros                                                    | 7,500,000                                                           | 2,500,000                                                      |
| Underwood Type-<br>writer                                     | 13,500,000                                                          | 5,000,000                                                      |

Le plus souvent, et surtout dans le cas des *corporations* dont les actions sont cotées en bourse ou traitées en coulisse, la valeur du capital d'affaires dépasse de beaucoup la valeur des capitaux-biens. Cette différence s'explique par le fait que, d'après la pratique du monde des affaires aux Etats-Unis, le capital-valeur d'une entreprise quelconque se compose non seulement de la valeur des biens tangibles, mais aussi de la valeur des éléments incorporels (*goodwill* ou *intangible assets*) qui consistent généralement en clientèle, en privilèges de monopole, en brevets, en marques de fabrique, en espoirs de revenus futurs, etc. (1). Les éléments incorporels ne représentent que des avantages différentiels de nature commerciale, financière, et non industrielle, dont jouissent certaines entreprises par rapport aux autres sur le marché (2). On ne saurait donc affirmer aucune équivalence entre, d'un côté, le capital d'affaires, qui est la valeur en monnaie des revenus d'entreprise capitalisés, que ces revenus proviennent de la productivité industrielle ou d'une situation favorable sur le marché, et, de l'autre côté, les capitaux industriels, qui sont l'ensemble des choses accumulées et employées pour la production (3).

Veblen conçoit le capital d'affaires (*business capital*) et le capital industriel comme deux entités distinctes

---

(1) William H. Lough, *Business Finance*, p. 195-196.

(2) Même la partie du capital-valeur qui représente la réserve en métal précieux n'ajoute rien, prétend Veblen, à l'outillage matériel de l'industrie. Voir *The Theory of Business Enterprise*, p. 103.

(3) *The Theory of Business Enterprise*, p. 99-104.

aussi bien par leurs origines que par les rôles respectifs qu'ils jouent dans l'économie moderne. Examinons maintenant l'idée que Veblen se fait du capital industriel. Dans le prochain chapitre nous étudierons sa théorie de la nature et des péripéties du capital d'affaires.

Lorsque Rodbertus mit en lumière pour la première fois la distinction entre le *Kapitalgegenstände*, qui correspond au capital industriel de Veblen, et le *Vermögenskapital*, qui est le capital d'affaires, il donna l'impression de croire que seul celui-ci doit son existence aux contingences sociales (1). L'historien économiste, William Ashley, se rapportant aux théories du capital de Rodbertus et de Lassalle, a écrit d'une façon nette que c'est seulement dans le sens de capital d'affaires que le capital est une « catégorie historique » (2). Quant au capital industriel, Rodbertus en développe sa conception au point de vue purement individualiste. Par exemple, il commence son étude du *Kapitalgegenstände* sous l'hypothèse de l'homme en état d'isolement, « dégagé de tout lien social et se trouvant seul en face de la nature (3) » ; et même quand Rodbertus arrive à philosopher sur ce capital dans une société sans propriété, il ne fait qu'envisager la société comme un indi-

---

(1) C. Rodbertus-Jagetzow, *Le Capital* (trad. franç.), seconde et troisième parties, p. 191-257.

(2) W.-J. Ashley, *Histoire et Doctrines Economiques de l'Angleterre*, t. II, p. 511.

(3) C. Rodbertus-Jagetzow, *op. cit.*, p. 191.

vidu en grand (1). « En réalité, dit-il, il est tout à fait indifférent à cet égard que l'on parle d'un homme isolé ou d'une société (2) ».

Veblen, au contraire, conçoit le capital industriel uniquement comme un produit de la vie sociale (3). De plus, il prétend que toute théorie du capital conçue en termes individualistes est inacceptable, parce que, tout au moins au point de vue économique, l'homme n'a jamais vécu et ne peut pas vivre dans un état d'isolement. On ne trouve l'homme, même au stade très primitif, qu'en peuplade ou en société. Ce qui distingue l'homme des autres animaux, c'est justement le fait qu'il dépend absolument de la vie sociale afin de maintenir son existence. La raison en est claire. L'ensemble des arts techniques indispensables à l'homme dans la recherche des moyens de subsistance est, à tous les stades de culture et de civilisation, le résultat d'une longue série d'expériences faites par des hommes sans nombre qui travaillent et accumulent depuis des siècles leurs connaissances des choses et des procédés. Et puisque ce fond de connaissances technologiques ainsi acquis, dépasse très vite la capacité individuelle, seul le groupe peut en servir de dépositaire et de conservateur de génération en génération. Notre auteur soutient, en somme, que le capital industriel d'une époque donnée, n'est productif que dans la me-

---

(1) *Ibid*, seconde partie, chap. II, « Le Capital dans une société où la propriété du sol et du capital n'existe pas ».

(2) *Ibid*, p. 217.

• (3) *The Place of Science*, p. 324-330.

sure, où ce capital incorpore en lui la culture technique de cette époque.

Veblen insiste sur l'importance de l'aspect immatériel du capital industriel, non seulement parce que les objets matériels, qui constituent ce capital, doivent toute leur utilité au progrès de la technologie, c'est-à-dire au fait que les hommes ont appris à les utiliser (1), mais aussi à cause des conséquences économiques et sociales de l'évolution des arts techniques. Pendant les premières phases de l'histoire de la technique — on peut dire jusqu'à l'époque moderne — quoique la technique eût fait des progrès considérables depuis la découverte du tranchant en pierre éclatée jusqu'à la métallurgie, la qualité et la grandeur des moyens matériels nécessaires à la mise en œuvre de cette science, étaient relativement peu importantes. C'est pour cette raison, écrit Veblen, qu'au stade primitif de la culture technologique, la notion de la propriété privée des « capitaux-biens » était mal définie, puisqu'il était assez facile pour tout le monde pourvu d'un savoir technologique ordinaire de se procurer à

---

(1) « La principale raison qui fait qu'on ne comprend pas les produits du progrès (*achievement*), humain, a écrit Lester F. Ward, est due à cette idée fausse et superficielle qu'ils consistent en biens matériels, en richesse, le progrès ne consiste pas en richesse. La richesse est éphémère. Le progrès est permanent et éternel. Les produits du progrès ne sont pas du tout des choses matérielles. Ce sont des méthodes, des principes, des procédés, des arts, des systèmes, des institutions ». Lester F. Ward, *Sociologie Pure* (trad. franç.), t. 1, p. 24-27. »

son gré l'outillage désiré (1). Mais, dès que les arts industriels atteignent un tel degré de perfectionnement qu'ils exigent des fonds matériels étendus et coûteux, ces capitaux-biens commencent à revêtir une valeur toute spéciale. Ceux qui en possèdent, à l'exclusion d'autres hommes, sont à même d'exploiter pour leur propre compte les connaissances techniques de la communauté. Il en résulte que le droit de la propriété privée de ces biens commence à se préciser et à s'établir effectivement par la force. *Beati possidentes*, conclut Veblen.

La nature de ce fonds matériel recherché comme propriété, varie avec le progrès des arts industriels et avec les conditions physiques et sociales de la communauté (2). Dans certains cas, ce sont les esclaves qui constituent la richesse qui met le propriétaire en état d'accaparer pour son bénéfice l'accumulation sociale des connaissances techniques. Dans d'autres cas cette richesse peut consister en troupeaux, en terres arables, ou bien en machines.

Les champions de l'impôt unique (*single-taxers*) ont déjà démontré avec clarté comment la propriété du sol confère au propriétaire le bénéfice d'une plus-value possible (*unearned increment*) provenant des contingences sociales telles que l'accroissement de la population, le perfectionnement des instruments de

---

(1) *The Place of Science*, p. 330-332

(2) *Ibid*, p. 332-337.

production, etc. (1). Le même argument, remarque Veblen, peut s'appliquer à la propriété des capitaux-biens, surtout depuis la révolution industrielle (2). Le nouveau machinisme est redevable de sa valeur productive au progrès technique socialement réalisé, et non au travail ou aux matières premières y incorporés.

Une machine, quelque compliquée, quelque coûteuse qu'elle soit, dès qu'elle ne correspond plus aux transformations de la technique réalisées ailleurs dans l'industrie, doit être mise au rebut et elle perd toute valeur, sauf peut-être celle du métal brut. Donc, la valeur et les revenus que le machinisme moderne confèrent à ses propriétaires est un produit social et non un produit individuel. C'est seulement la survivance des principes de la liberté naturelle cristallisés avant la révolution industrielle dans le droit et dans certaines constitutions politiques, qui fait que certains individus bénéficient du produit net venant de l'accumulation sociale des connaissances techniques (3).

Pendant le régime du métier, l'état de la technique était tel que l'artisan doué de l'habileté et de la diligence courantes, pouvait par ses propres efforts ou par l'échange des produits de son travail se procurer le peu d'outillage matériel requis pour l'exercice de sa profession. La propriété des moyens de production d'alors était plus ou moins à la portée de beaucoup

---

(1) Gide et Rist, *Histoire des Doctrines Economiques*, p. 666-674.

(2) *The Place of Science*, p. 337-349.

(3) *The Vested Interests*, p. 35-62.

de monde dans la classe industrielle, on ne considérait pas au XVIII<sup>e</sup> siècle la propriété privée comme une prérogative contraire au principe de l'égalité de chances de succès. Mais depuis la révolution industrielle, cette situation a complètement changé de face. Un des traits caractéristiques du nouvel état de choses est la production sur une grande échelle, exigeant un outillage mécanique immense et lourd. Il n'est donc plus possible pour une seule personne d'entrer en possession de ces instruments de production par son travail ou en échange des produits de son travail industriel.

Hors la force, la fraude et l'héritage, le seul moyen d'acquérir la richesse industrielle sous sa forme nouvelle est de conclure des marchés avantageux. En dernière analyse le marché le plus avantageux pour celui qui possède les biens matériels dont l'industrie a besoin pour son fonctionnement est le marché conclu par le contrat du travail. C'est ainsi que l'homme d'affaires, le plus souvent sans qualifications industrielles, surtout dans la lourde industrie, recrute cette partie de la communauté, ingénieurs, techniciens, ouvriers, qui collectivement inspire dans cette matière morte mise à leur disposition, grâce à la permission des propriétaires, le souffle de la vitalité et de la valeur productive du capital industriel. Voilà comment, d'après Veblen, le capital moderne s'accumule au bénéfice de ses propriétaires *in absentia* (*absentee owners*), qui maintiennent leur droit à cette propriété au même titre que les artisans du régime du métier.

Cette théorie de capital industriel a été très probablement suggérée à Veblen par le passage suivant de Karl Marx : « Il en est de la science comme des forces naturelles. Une fois découverte, la loi relative à la déviation de l'aiguille aimantée dans la sphère d'action d'un courant électrique ou la loi relative à la production du magnétisme dans le fer autour duquel circule un courant électrique, ne coûte pas un rouge liard... En somme, la science ne coûte pas un centime au capitaliste, ce qui n'empêche pas celui-ci de l'exploiter. La science d'autrui est incorporée au capital au même titre que le travail d'autrui (1) ». Or, d'après notre auteur, Marx a perdu le fil de son analyse de la production capitaliste, en s'égarant dans la philosophie romantique des droits naturels, comme le droit de l'ouvrier au produit intégral de son travail. Comment déterminer le produit intégral du travail d'un ouvrier, quand la productivité de son travail est toujours une fonction du progrès social dans les arts industriels?

Veblen envisage les problèmes économiques actuels tout autrement. Il écarte toute question de justice distributive et le droit naturel comme appartenant à un domaine non scientifique (2). Ce qui importe, d'après notre auteur, c'est de savoir si le rendement industriel de notre système économique est bon ou mauvais. Et puisqu'il constate que la subordination de l'industrie

---

(1) Karl Marx, *Le Capital* (trad. franç. Mollitor), livre I, chap. XIII, t. III, p. 30 et noté.

(2) *Absentee Ownership*, p. 9.

aux exigences des affaires aboutit à des pertes et des gaspillages de rendements énormes, il préconise, d'abord par insinuation et plus tard explicitement (1), un nouveau système dans lequel l'administration de l'industrie sera enlevée à la direction des hommes d'affaires pour être remise entre les mains des techniciens et des économistes industriels.

Le moment serait venu d'aborder ici la partie proprement positive, le côté constructif de la doctrine de Veblen. Nous nous attendrions, par exemple, à trouver dans son œuvre des indications précises nous montrant l'idée qu'il se fait de l'ordre nouveau annoncé par lui. La transformation capitale serait l'avènement d'un système où l'industrie ne serait plus subordonnée aux affaires. Ce qu'il appelle « le soviet des financiers » actuel serait supplanté par un « soviet des techniciens » qui organiserait plus efficacement la production et mettrait fin au terrible gaspillage des ressources naturelles que tous les économistes américains s'accordent aujourd'hui à déplorer (1). Pour pouvoir coordonner les différentes parties de la production et surtout pour ajuster la production à la consommation notre auteur propose que ce « soviet des techniciens » soit secondé par un comité d'économistes industriels qui le conseillerait.

Veblen s'en tient cependant à ces indications très schématiques. Il ne nous dit pas comment seront cons-

---

(1) *The Engineers and the Price System*, p. 105-169.

titués ces « soviets des techniciens », d'où ils tiendront leurs pouvoirs, ni quelles seront leurs relations avec l'Etat, les consommateurs, les ouvriers, etc... Il serait contradictoire pour lui de se livrer à des précisions fantaisistes de cette sorte, car il ressort de toute son œuvre que ces améliorations doivent se produire par l'effet d'une adaptation continuelle.

## CHAPITRE V

---

### Les " corporations " et le crédit

---

*L'importance du crédit dans l'économie contemporaine. --*

*La définition du crédit. — Son rôle dans « l'économie monétaire ». — Le crédit et l'organisation financière des corporations modernes. — L'analyse du capital d'affaires: goodwill et tangible assets. — Les méthodes de capitalisation. — Les actions privilégiées considérées comme titres de créance. — La séparation de la propriété et du contrôle de l'actif social. — Les procédés employés pour financer les chemins de fer américains. — L'argument de Veblen selon lequel l'emploi très étendu du crédit par les entreprises sociétaires modernes aurait une portée purement financière et non-industrielle. — Le crédit, le mouvement des prix et les crises.*

---

De même que l'industrie moderne se distingue de l'industrie du passé par le développement du machinisme, les affaires de nos jours révèlent comme caractère distinctif, l'emploi toujours plus étendu du crédit. D'une façon particulière, on peut prétendre que le crédit, comme le machinisme, a existé pendant toute la période historique de l'humanité, en ce sens que le prêt

a toujours été connu (1). Mais jamais avant le commencement du XIX<sup>e</sup> siècle le crédit n'a pris une telle importance dans la vie économique courante. En effet, au milieu de ce siècle, l'économiste allemand Bruno Hildebrand en fut si frappé qu'il considéra le crédit comme le terme final de l'évolution économique divisée par lui en trois périodes : 1<sup>o</sup> l'économie naturelle ; 2<sup>o</sup> l'économie monétaire et 3<sup>o</sup> l'économie du crédit (2).

L'immense extension prise par l'emploi du crédit aux Etats-Unis dans les dernières cinquante années dépasse de beaucoup le développement des phénomènes de prêt simple et de vente à terme d'il y a trois quarts de siècle, qui a amené Bruno Hildebrand à caractériser l'époque moderne comme l'économie du crédit. Jamais le crédit ne fut aussi multiforme et aussi puissant comme facteur dans les affaires qu'il ne l'est aujourd'hui.

C'est justement dans sa grande multiplicité de formes — comptes-courants, lettres d'échange, billets à ordre, obligations, hypothèques, dépôts, avances sur titres, actions privilégiées, etc. — que gît la difficulté de le définir. M. Gide écrit, par exemple, que c'est « l'échange d'une richesse présente contre une richesse future » (3). Mais cette définition n'est qu'un dérivé de la théorie de Böhm-Bawerk qui voulait justifier l'intérêt du capital par ce principe quasi-psychologique

---

(1) Salvioli, *Le Capitalisme dans le monde antique*.

(2) Gide et Rist, *Histoire des Doctrines Economiques* ; p. 455-456.

(3) Ch. Gide, *Cours d'Economie Politique*, tome I, p. 486.

que « des biens présents ont toujours une valeur plus élevée que les biens futurs de même espèce et en quantité égale » (1). Peut-être la meilleure définition que l'on en ait jusqu'ici donnée est celle de John Stuart Mill : il le décrit comme « la permission d'user du capital d'autrui » (2). Or, dire que le crédit est le prêt, cela ne fait que substituer un mot à un autre, et n'avance en rien notre opinion. Il semble, à vrai dire, que nous avons devant nous un phénomène beaucoup trop complexe et trop difficile pour être maîtrisé avec quelques définitions et avec quelques formules. C'est plutôt dans une étude du rôle du crédit dans l'économie moderne que l'on peut chercher à le comprendre.

Veblen fait observer que les théories courantes d'économie politique ayant trait aux phénomènes des affaires, au capital-valeur, et au crédit même s'appliquent plutôt à la situation de l'économie monétaire qu'à celle du régime actuel dominé par le crédit (3). Toute doctrine qui énonce une équivalence approximative entre le capital pécuniaire et le capital industriel d'entreprise est assez exacte comme description de l'état des choses au temps où l'entreprise revêtait le plus généralement la forme privée ou celle d'une société en nom collectif. A cette époque — jusqu'à environ 1860, aux Etats-Unis — l'entrepreneur industriel,

---

(1) Bohm-Bawerk, *Une nouvelle théorie sur le capital*, dans la Revue d'Economie Politique 1889, volume III, p. 97-124.

(2) Citée par Gide, *op. cit.*, tome I, p. 493.

(3) *The Theory of Business Enterprise*, p. 133-137.

lorsqu'il parlait du capital de son entreprise en termes d'argent, voulait désigner par là le coût de ses capitaux concrets lui rapportant un revenu. Telle est, en effet encore la pratique dans les affaires qui n'ont pas jusqu'ici dépassé le stade de l'entreprise individuelle ou quasi-individuelle (1).

La notion de crédit aussi, dit notre auteur, est envisagée dans la plupart des manuels d'économie politique d'après ce que Hildebrand appelle l'économie monétaire (2). Dans ces circonstances où presque tous les capitaux pécuniaires ne constituent que des titres représentatifs des capitaux-biens, et où les opérations de crédit consistent simplement « dans un transfert, à charge de restitution de capitaux le plus souvent sous forme de monnaie... » (3), on peut bien attribuer au crédit un rôle considérable dans la production, puisque c'est grâce à lui que les capitaux-biens disponibles peuvent passer « des mains inertes ou inhabiles

---

(1) Nous désignons par le terme d'entreprise quasi-individuelle, les sociétés en nom collectif ainsi que les sociétés anonymes (*closed corporations*) dont les valeurs au lieu d'être livrées au marché public, restent entre les mains d'un tout petit groupe de propriétaires. Ces dernières entreprises sont vraiment des sociétés en nom collectif transformées nominalelement en sociétés par actions, afin de jouir de certains avantages légaux et fiscaux. Kemper Simpson, *op. cit.*, p. 43.

(2) *Absentee Ownership*, p. 355-357 (note).

(3) B. Nogaro, *Traité Élémentaire d'Economie Politique*, p. 198.

aux mains actives et industrieuses » (1). Ainsi, les théories usuelles du crédit le décrivent indifféremment au point de vue des affaires ou au point de vue de l'industrie.

Veblen, au contraire, soutient que le capital d'affaires et le crédit dans l'économie contemporaine — surtout depuis l'avènement du régime des *corporations* (2) — sont uniquement des instruments et des procédés du monde des affaires, et qu'ils n'atteignent l'industrie que par voie de répercussion (3). En France, M. Chatelain, s'inspirant directement de Rodbertus, a exprimé la même idée en mettant en relief les actes juridiques (louer, prêter, acheter, vendre) et en les distinguant nettement des opérations productives ou industrielles (4). D'après Veblen, le lien qui rattache le crédit, par exemple, à l'industrie, est très indirect, en ce sens que la production industrielle est réglée par les affaires, c'est-à-dire par le mécanisme de la déter-

---

(1) Léon Say et Chailley, *Nouveau Dictionnaire d'Economie Politique*, article *Crédit*, par G. de Puynode, p. 617-624.

(2) Sur le sens précis du mot *corporation*, v. note, p. 26.

(3) La discussion du capital d'affaires et de crédit, se trouve dans *The Place of Science*, p. 352-386 ; deuxième essai *On the Nature of Capital* ; dans *The Theory of Business Enterprise*, Chap. v et vi, et dans *Absentee Ownership*, chap. v et xii.

(4) Emile Chatelain, *Sur deux sens du mot capital*, dans la *Revue d'Economie Politique*, juin 1906, p. 467-482.

mination des prix dont le crédit est un élément essentiel (1).

Le manque de tout rapport direct entre le capital financier et le capital industriel a été particulièrement accentué par l'organisation financière des entreprises sociétaires modernes. Le coût de l'outillage industriel n'a plus la moindre part dans l'évaluation du capital d'entreprise. Les compilateurs du treizième *United States Census* (1910), se sont trouvés aux prises avec les plus grosses difficultés dans leur effort de recenser le capital industriel du pays, justement à cause du fait que le capital actions n'offre aucun indice de la valeur de l'outillage industriel (2). Les hommes d'affaires de nos jours désignent par le capital de leurs entreprises, la capitalisation de la rentabilité de celles-ci (3). Evidemment, cette évaluation est une opération purement pécuniaire qui n'intéresse que le monde de la finance et qui n'a que de lointains rapports avec la productivité industrielle. Le critérium financier l'emporte ici sur le critérium technique.

Le fait que le capital d'affaires n'est pas égal au capital industriel dans l'économie moderne est, de

---

(1) Veblen, *Crédit and Prices*, dans *The Journal of Political Economy*, June 1905, p. 460-472.

(2) Thirteenth Census of the United States, vol. VIII. (*Manufactures*), p. 21-22.

(3) « The basis of capitalization has gradually shifted, until the basis is now no longer given by the cost of material equipment owned, but by the earning capacity of the corporation as a going concern ». *The Theory of Business Enterprise*, p. 137.

plus, démontré par les fluctuations constantes de la valeur du capital d'affaires sur le marché des valeurs, pendant que la base physique et industrielle de ce capital reste à peu près dans le même état (1). Il est vrai que *de jure* le capital d'une *corporation* a un montant fixe — le chiffre du capital social inscrit dans les statuts (2). Mais ce chiffre a une signification seulement nominale, étant donné qu'il est très rare que le capital effectif d'une *corporation* coïncide avec son capital *de jure*. Ce que Veblen appelle le capital *de facto* d'une *corporation* est déterminé par la cote de ses valeurs en bourse. Les fluctuations de cette cote, qui ont lieu à chaque instant, n'indiquent que d'une façon très vague et très imprécise, les variations dans la productivité du capital industriel ; elles révèlent tout simplement les changements continuels de l'opinion du marché des valeurs sur la capacité de la *corporation* à rapporter des revenus.

Donc, Veblen prétend qu'une théorie du capital moderne, dans le sens où ce mot est employé par le monde des affaires, doit être conçue en termes financiers et au point de vue de la pratique des affaires plutôt que par rapport à l'outillage industriel. C'est en étudiant l'organisation et l'évolution des *corporations* aux Etats-Unis que notre auteur analyse les nouveaux aspects du capital ainsi que les emplois plus étendus

---

(1) *Ibid.*, p. 131-132.

(2) Notons que toute cette discussion a rapport uniquement aux pratiques des affaires et au droit commercial américains.

du crédit. Bien entendu, la *corporation* n'est pas la seule forme d'entreprise industrielle, mais elle a pris une telle emprise sur la grande industrie, qu'elle peut être considérée comme la forme la plus caractéristique de l'économie contemporaine (1).

Les éléments constitutifs du capital d'affaires, se révèlent de la façon la plus claire dans les transformations des entreprises privées en sociétés par actions (2). Ces transformations ont lieu, en général, sur l'initiative soit d'un banquier promoteur, soit de l'entrepreneur privé qui va chez le banquier solliciter son aide. Cet entrepreneur apporte à la nouvelle *corporation* non seulement son fonds d'outillage industriel, mais aussi son *goodwill*, consistant en fonds de commerce et en propriétés immatérielles de toutes sortes. La valeur de ces apports est calculée d'après les revenus que l'on espère tirer de la nouvelle *corporation*. La capitalisation de ces revenus à un taux qui est intimement lié au taux d'escompte, détermine, en somme, le capital social (3). Tout naturellement, on attribue une partie de ces revenus à la productivité de l'outillage industriel ; mais quant au reste — à la partie des revenus qui ne dérive d'aucune façon des biens matériels — on l'inscrit au compte du *goodwill* (4). Le plus souvent, la distinction entre la valeur corporelle (*tangible assets*), et le fonds immatériel (*intangible*

---

(1) Voir ci-dessus, p. 28 et diagramme en face p. 32.

(2) *The Theory of Business Enterprise*, p. 140-142.

(3) *Absentee Ownership*, p. 219, note.

(4) W. H. Lough, *Business Finance*, p. 191-197.

*assets*) sert de base à une division des valeurs émises en actions privilégiées d'une part, et en actions ordinaires de l'autre. M. Kemper Simpson, qui a fait une étude très minutieuse des transformations des entreprises privées en entreprises sociétaires, a trouvé que l'émission entière des actions privilégiées est dans la plupart des cas, un peu plus que couverte par les capitaux matériels et facilement réalisables (*net quick assets*) ; tandis que les actions ordinaires ne représentent que le *goodwill*, les éléments incorporels (1). Notons aussi que, selon les procédés les plus récents dans les affaires, le banquier promoteur achète à l'ancien propriétaire privé la totalité des actions privilégiées à un prix qui n'est jamais divulgué, puis il fonde un syndicat d'émission pour lancer ces valeurs en bourse. Les actions ordinaires, par contre, sont divisées en deux blocs dont l'un, le plus grand, reste entre les mains de l'ancien propriétaire privé, tandis que l'autre bloc passe dans le portefeuille du banquier promoteur en paiement de ses services et lui donne ainsi une voix dans la gestion de l'entreprise.

Cette même division du capital d'affaires en deux catégories, dont l'une est représentée par les actions privilégiées ou par les obligations, et l'autre par les actions ordinaires, subsiste aussi dans les entreprises qui sont organisées d'emblée en société par actions. Lors de la constitution d'une entreprise sociétaire nou-

---

(1) Kemper Simpson, *The Capitalisation of Goodwill*, chap. IV et V.

velle, les fondateurs possèdent déjà très fréquemment un fonds considérable de richesses immatérielles sous forme de concessions, de brevets, de monopoles privés d'exploitation, etc... Si une *corporation* débute sans être pourvue au préalable d'un apport quelconque de *goodwill*, le premier souci des administrateurs est généralement d'élaborer justement un fonds de biens immatériels. Ils tâchent de créer une clientèle, ou de gagner la faveur publique pour leur marque de fabrique par une campagne vigoureuse de publicité, ou tout simplement d'établir des contacts commerciaux susceptibles d'amener à la réalisation des grandes affaires. Si la nouvelle *corporation* ne réussit pas à prendre pied sur ce terrain immatériel, ses chances de succès, en face de la concurrence faite par des *corporations* rivales, deviennent très précaires. « La vraie base d'une *corporation* industrielle, écrit Veblen, consiste en son avoir immatériel » (1).

On peut objecter qu'une fois la corporation fondée et les valeurs lancées sur le marché, cette distinction entre les actions privilégiées comme représentatives des biens immatériels et les actions ordinaires comme représentatives du *goodwill*, ne tient plus. Les biens tangibles et les éléments incorporels se confondent, et il n'est plus possible de représenter une catégorie de valeurs comme correspondant à une partie de la propriété de l'entreprise plutôt qu'à une autre. Mais Veblen est d'avis que dans la pratique courante des

---

(1) *The Theory of business*, p. 143.

affaires, en dépit des apparences, la différence entre les valeurs qui sont le signe du *goodwill* et celles qui représentent les biens tangibles, est facilement discernable, même dans les *corporations* déjà bien établies (1). Par exemple, lorsque les incidents surviennent qui touchent au *goodwill* d'une *corporation*, les actions ordinaires sont les premières à en ressentir les effets, et enregistrent ou une hausse ou une baisse de leur cote suivant le caractère favorable ou défavorable de ces incidents. De plus, en cas de liquidation d'une *corporation*, si les biens matériels ne sont pas trop grevés de dettes, les détenteurs des actions privilégiées sont souvent intégralement remboursés, tandis qu'il ne reste que très peu ou rien pour les détenteurs des actions ordinaires (2). Comme dit Liefmann en parlant des fusions d'entreprises aux Etats-Unis. « En matière d'actions américaines, la pratique qui domine consiste à n'exprimer la valeur réelle de l'entreprise qu'en actions de préférence et en obligations, et à émettre encore en sus un nombre plus ou moins grand d'actions primitives (ordinaires) dont les intérêts sont imputés sur les bénéfices futurs que l'on espère retirer de la fusion et de la capitalisation » (3).

M. Kemper Simpson a trouvé que dans les *corpora-*

---

(1) *Ibid*, p. 147-148, note.

(2) Les actions privilégiées jouissent, en général, des droits d'antériorité sur l'actif social en cas de liquidation.

(3) Liefmann, *Cartells et Trusts*, p. 163-164.

tions un peu spéciales qu'il a étudiées (1), en moyenne sept dixièmes des biens matériels sont couverts par l'émission des actions privilégiées. Or, étant donné que dans la plupart des cas la valeur de l'émission des actions ordinaires est égale, sinon de beaucoup supérieure au prix d'émission des actions privilégiées, et que ces actions ordinaires rapportent, en général, entre 5 et 7 pour cent, le rôle que ces actions ordinaires jouent comme représentatives du *goodwill*, devient assez évident. Veblen, se rapportant aux dépositions devant *The Industrial Commission* (1900-1902) cite le cas de l'*American Chicle Company* dont l'émission des actions privilégiées s'élève à 3.000.000 qui est trois fois la valeur des propriétés tangibles (*tangible assets*) de la compagnie (2). Elle a émis en outre des actions ordinaires jusqu'à concurrence de 6.000.000 dont le rapport est de 8 pour cent et la cote en bourse est 80. Les épithètes « arrosage » ou « surcapitalisation » ne sont guère applicables dans ces cas, car les actions ordinaires ne peuvent en aucune manière représenter de l'« eau », aussi longtemps que le principe à la base de toute capitalisation est le revenu présumé (3) de l'entreprise multiplié par un coefficient dérivé

(1) Elles sont toutes des corporations constituées par la transformation des anciennes entreprises privées, voir ci-dessus.

(2) *Ibid.*, p. 146, note; *Report of the Industrial Commission*, vol. XIII, p. 50.

(3) En Angleterre, il est d'usage de calculer le *goodwill* sur le revenu présumé de l'entreprise dans une période à venir qui peut varier entre trois et dix ans ». Lough, *Business Finance*, p. 104.

du taux d'escompte et non pas le coût du capital matériel (1). En conséquence, si les actions constituent, suivant l'expression de M. Gide, l'« ombre » du « capital en nature » (2), il paraît que grâce au *goodwill* cette ombre s'est beaucoup allongée, sans que le corps qui la projette ait beaucoup grandi.

Une des caractéristiques de l'organisation financière des *corporations* modernes qui a le plus frappé notre auteur est le fait que les actions privilégiées participent, en pratique, aux signes distinctifs d'une reconnaissance de dette, d'une créance (3). En effet, les traits spécifiques des actions privilégiées sont plutôt ceux de l'obligation ou même de l'hypothèque que ceux de l'action. Elles portent un intérêt non seulement fixe mais « cumulatif », c'est-à-dire que lorsque les bénéfices d'un exercice ne suffisent pas à parfaire le dividende des actions privilégiées, la différence sera reportée par accumulation aux exercices postérieurs (4). En outre, elles grèvent d'une espèce de nantissement, les biens corporels de l'entreprise. Cela se voit non seulement dans certains droits de priorité dont jouissent ces actions à l'occasion de la liquidation, mais aussi dans les dispositions récentes visant à garantir ces droits. En effet, les statuts des nouvelles sociétés par actions, constituées dans les dix dernières

---

(1) *The Theory of Business Enterprise*, p. 117-118, note.

(2) Ch. Gide, *Cours d'Economie Politique* (7<sup>e</sup> édi.), t. 1<sup>er</sup>, p. 186.

(3) *The Theory of Business Enterprise*, p. 115.

(4) *Ibid*, p. 145.

années, renferment souvent une clause exigeant que les détenteurs d'au moins trois quarts des actions privilégiées émises, consentent à ce qu'on hypothèque ces mêmes biens corporels (1).

Mais Veblen se rapporte plutôt aux effets pratiques qu'aux stipulations juridiques et statutaires pour démontrer que les actions privilégiées revêtent les caractères du titre de créance (2). Etant donné que les détenteurs des actions privilégiées ne participent point ordinairement aux Assemblées générales de la *corporation* pas plus qu'à son administration, le contrôle sur l'actif social auquel ces actions donnent droit, n'est pas plus efficace que celui auquel donne droit la propriété d'obligations. En outre, une obligation est une créance remboursable à un terme fixe ; tandis que l'action privilégiée est, à proprement parler, une créance à perpétuité. Une preuve encore plus frappante de la similitude entre les actions privilégiées et les reconnaissances de dette est que l'on se sert des émissions de ces actions précisément pour emprunter de l'argent (3) tout comme lorsqu'il s'agit de l'émission d'obligations. Quand un entrepreneur privé, a besoin d'argent pour son affaire et qu'il ne veut pas s'exposer aux conditions rigides et gênantes qu'exigent les banques et les obligataires, il n'a qu'à convertir son entreprise en société anonyme et à demander des

---

(1) K. Simpson, *The Capitalisation of Goodwill*, p. 56.

(2) *The Theory of Business Enterprise*, p. 143-147.

(3) Kemper Simpson, *op. cit.*, chap. III.

capitaux nécessaires, jusqu'à concurrence de la valeur de ses biens tangibles, aux capitalistes désireux d'acheter en bourse des actions privilégiées. Comme nous l'avons déjà indiqué, l'ancien propriétaire privé et le banquier qui assiste au lancement des valeurs se partagent entre eux les actions ordinaires et gardent ainsi le contrôle sur la gestion de l'entreprise. En somme, conclut Veblen, ces nouvelles méthodes de financement des entreprises sociétaires aboutissent à une mise en gage de l'actif social dont les actionnaires privilégiés détiennent les titres représentatifs, au profit des détenteurs des actions ordinaires qui seules confèrent le droit du contrôle sur la gestion.

Or, les actions ordinaires ne représentent généralement que le *goodwill* capitalisé. Veblen insiste beaucoup sur la nature immatérielle et non-industrielle du *goodwill* (1) parce que, d'après lui, c'est justement ce fait qui explique comment dans l'économie contemporaine, l'industrie est exploitée au profit des affaires et non au profit de la communauté. Le *goodwill* rappelons-nous, consiste dans l'ensemble des avantages différentiels dont jouit une entreprise par rapport aux autres. Ces avantages — concessions, droit de monopole plus ou moins complet, marques de fabrique, secrets de fabrication et d'affaires, brevets, etc... — sont des droits privatifs qui constituent pour les personnes intéressées une propriété, *jus utendi et abu-*

---

(1) *The Place of Science*, p. 353-373.

tendi, mais qui n'ajoute rien, remarque Veblen, à la « richesse des nations » (1).

Au vrai il n'y a rien de nouveau dans cette catégorie immatérielle de propriété. Le fonds de commerce est peut-être aussi vieux que le commerce lui-même. Il existait avant le régime moderne des entreprises sociétaires (2), et il existe encore dans les entreprises privées (3). Néanmoins, c'est seulement depuis l'avènement des nouvelles méthodes financières dans l'organisation des entreprises que ce fonds incorporel a pris la forme bien nette des valeurs négociables, qu'il se capitalise d'après les procédés impersonnels du marché, et qu'il est devenu, enfin, l'instrument principal dans les opérations du crédit. Cette propriété immatérielle, sous la forme d'actions ordinaires, confère à ses propriétaires le droit de prélever une portion sur les revenus de l'entreprise, et, en dernière analyse, sur le produit industriel de la communauté, sans y rien contribuer, parce que ces biens immatériels ne sont que des droits privatifs qu'on ne saurait

---

(1) *The Theory of Business Enterprise*, p. 140.

(2) Samuel Johnson, le célèbre littérateur anglais du XVIII<sup>e</sup> siècle, dut un jour vendre, comme exécuteur testamentaire de la succession d'un ami décédé, une brasserie. Quand on lui demanda la valeur de l'outillage de cette brasserie, il répondit : « We are not here to sell a parcel of boilers or vats, but the potentiality of growing rich beyond the dreams of avarice ». Cité par W. H. Lough, *Business Finance*, p. 195, note.

(3) Thaller et Percerou, *Traité élémentaire de droit commercial* (6<sup>e</sup> éd.), p. 65-105.

assimiler aux biens productifs (1). Elle confère, en plus — ce qui est bien plus important au point de vue de notre auteur — le droit d'exercer le pouvoir discrétionnaire sur les biens corporels; sur tout l'outillage industriel appartenant non aux actionnaires ordinaires, mais aux actionnaires privilégiés et aux obligataires. Naturellement les détenteurs des actions ordinaires administrent les biens matériels ainsi confiés à leur charge de façon à augmenter la valeur de leurs droits privatifs — ce qui ne veut pas dire toujours de façon à augmenter la productivité ou l'utilité sociale de ces biens (2).

¶ Veblen constate que cette nouvelle extension des droits « d'user du capital d'autrui » se réalise le plus complètement dans les méthodes employées pour financer les chemins de fer américains (3). Grâce au système de la fondation successive des entreprises, qui domine en Amérique et en Angleterre; il suffit que quelques fondateurs déclarent leur intention de constituer une société, pour que cette société puisse commencer à faire des affaires, avant que son capital n'ait été entièrement réalisé, abstraction faite des versements minimes que doivent fournir les fondateurs. Ces versements servent surtout à payer les frais d'impression des valeurs à émettre; quant à la construction du chemin de fer, elle se fait au moyen des fonds obtenus par la vente d'obligations. Puis on lance sur le marché

---

(1) *Absentee Ownership*, p. 347-348, note.

(2) *The Theory of Business Enterprise*, p. 174-176.

(3) *Ibid*, p. 115-116.

les actions privilégiées jusqu'à concurrence, et même parfois au delà de la valeur des biens tangibles. C'est, en somme, une opération très semblable aux consolidations des dettes flottantes dans les finances publiques. Ainsi les actions privilégiées, quoique revêtant la forme des parts du fonds social, ne sont que des titres de créance. Et les actions ordinaires correspondent toujours au *goodwill*, c'est-à-dire aux droits existants sur le reliquat des revenus de l'entreprise après en avoir défalqué une portion pour le service de la dette quasi-flottante (obligations) et de la dette quasi-permanente (actions privilégiées). Notre auteur observe que l'effet le plus important de ces nouveaux procédés dans la fondation et dans l'organisation financière des entreprises est que les biens tangibles sont un fonds emprunté.

Veblen remarque en outre, que toutes ces dispositions ne constituent que le premier pas dans l'emploi du crédit que font les corporations nouvelles pour se financer. En d'autres termes, les biens empruntés déjà une fois servent comme point de départ d'une série indéfinie d'emprunts nouveaux (1). Car il faut noter que les emprunts effectués par les émissions d'actions privilégiées ne sont pas inscrits au passif, mais seulement à l'actif du capital social de l'entreprise. Ce capital social, ainsi formé d'une dette et d'un fonds de *goodwill*, après avoir été effectivement évalué sur le marché des valeurs, devient un gage (*collateral* en an-

---

(1) *Ibid*, p. 112-113.

glais) au moyen duquel l'entreprise peut contracter encore des dettes. Ainsi, conclut Veblen, l'organisation financière des entreprises modernes consiste en un large édifice du crédit reposant sur un fondement relativement petit de biens matériels (1).

Veblen s'efforce dans cette étude détaillée des méthodes de financement des *corporations* de démontrer que le recours croissant au crédit par le monde des affaires de nos jours est un phénomène qui appartient uniquement à ce que nous avons appelé la catégorie des activités pécuniaires, au *business*, et non à la catégorie des activités industrielles. Notre auteur s'attache donc à analyser le crédit au point de vue de l'homme d'affaires (2). Celui-ci a toujours pour objet de réaliser le plus grand bénéfice possible. Si nous reprenons le cycle que Marx appelle « le mouvement circulaire du capital-argent » : A-M-A', où A' est plus grand que A (3), il est évident que ce cycle en se répétant très souvent au cours d'une année, bien que la différence entre A et A' soit petite, rapportera à la fin de l'exercice un bénéfice important. Les moyens employés pour accélérer les mouvements d'affaires (*turnovers*) sont en général deux : 1° par le perfectionnement de la technique de la production ; et 2° par le développement des ventes. Or, observe Veblen, le volume de ces cycles, c'est-à-dire la masse représentée par

---

(1) *Ibid.*, 149-150.

(2) *Ibid.*, p. 93-100.

(3) K. Marx. *Le Capital* (trad. franc. de Borchardt et Vauderrydt), Livre II, chap. I.

chacun des termes A, M, et A', produit les mêmes effets sur l'augmentation du profit que la fréquence avec laquelle se reproduisent ces cycles. C'est précisément dans le but d'accroître le volume des affaires que les hommes d'affaires recourent si constamment au crédit. Le profit « normal » de l'entreprise devient alors le profit issu de l'emploi des capitaux originairement augmenté de celui qui résulte de l'emploi du crédit.

Toutefois il faut tenir compte du fait que le crédit nécessite le paiement d'intérêts; mais en temps normal — et surtout en temps particulièrement prospère — il y a une marge suffisante entre le taux du profit et celui de l'intérêt pour rendre l'emploi du crédit avantageux. Il est vrai qu'à mesure que les entreprises rivales demandent les capitaux disponibles sur le marché financier le taux de l'intérêt tend naturellement à monter et le taux du bénéfice supplémentaire provenant de l'emploi du crédit tend à se réduire au point de devenir très faible. Mais, remarque Veblen, cette petite supériorité dans le taux des bénéfices réalisés par les entreprises qui emploient du crédit suffit pour les mettre en posture plus avantageuse au point de vue du volume d'affaires et pour déterminer l'affluence de capitaux vers elle (1). Par conséquent l'emploi du crédit tend à se répandre de plus en plus et même à devenir une nécessité pour toutes les entreprises.

Jusqu'à ce point l'analyse que fait Veblen du crédit paraît une simple description des mobiles et des

---

(1) *The Theory of Business Enterprise*, p. 121-122.

procédés du monde des affaires dans leur recherche constante des fonds pécuniaires. Mais notre auteur adopte une méthode beaucoup plus hardie, en s'efforçant de démontrer que le crédit, en tant qu'il est employé pour maintenir le profit de l'entreprise à un taux « raisonnable », n'ajoute rien directement au capital matériel et industriel de l'entreprise, et ne fait que gonfler son capital financier (1). La multiplication des titres de créance qui prennent le plus souvent la forme des valeurs négociables sert de plus, à accroître la quantité du papier fiduciaire. Par une simple avance sur ces titres que fera n'importe quelle banque, on jette des nouveaux moyens d'achat sur le marché. Or, pour Veblen, ces nouveaux moyens d'achat n'ont pas de contre-partie en nouveaux biens matériels. Les titres, en effet, qui sont remis en gage ne sont qu'un capital financier qui sert à garantir des avances purement financières. Il en résulte, comme le prétend notre auteur, une inflation fiduciaire, et par conséquent, une hausse générale des prix. C'est seulement en tant que cette hausse des prix stimule la production des marchandises que le crédit influe indirectement sur la production industrielle (2).

Pendant la période où dans le domaine des affaires les opérations de crédit liées au financement des *corporations* provoquaient une inflation des instruments

---

(1) *Ibid*, p. 99-100.

(2) T. Veblen, *Credit and Prices* dans *The Journal of Political Economy*, vol. 13, n° 3, June 1905, p. 468-469. *Absentee Ownership*, p. 86-89.

fiduciaires circulant comme moyen d'achat, dans le domaine industriel les progrès réalisés dans les arts techniques augmentaient la production des marchandises (1). De cette façon l'offre allant toujours croissant grâce aux inventions mécaniques, servait à parer dans une certaine mesure à la hausse des prix provenant de cette inflation fiduciaire.

Aussi est-il évident que si dans un système de concurrence effrénée on recourt librement à toutes les capacités de production de la communauté, l'offre des marchandises sur le marché peut devenir tellement grande que les prix, en dépit de l'inflation, commenceront à baisser. Mais une baisse des prix c'est une véritable catastrophe pour le monde des affaires modernes (2). Car étant donné que les grandes entreprises de nos jours vivent du crédit, tout leur actif social est normalement hypothéqué, comme nous avons vu, une ou même plusieurs fois. Le montant des crédits ouverts à une entreprise est déterminé précisément par la valeur de son actif social, et cette valeur à son tour, est une fonction de la rentabilité de l'entreprise. Dans une période où la tendance des prix est en hausse la rentabilité s'accroît, et, par conséquent, les ouvertures des crédits s'étendent. Cette expansion, par suite de l'inflation fiduciaire qui en résulte, accentue la hausse originelle des prix; et cette accentuation rend possible des nouvelles extensions des crédits — et ainsi de

---

(1) *Ibid*, 90-94.

(2) Absentee Ownership, p. 372-374.

suite. Si, pour une raison quelconque, les prix commencent à baisser, la rentabilité ressent les effets de cette baisse et la valeur de l'actif social diminue nécessairement. De là des ébranlements de la confiance générale dans les titres de créance en circulation, et de là aussi des crises marquées par l'écroulement subit du vaste édifice du crédit et par des liquidations sur une grande échelle (1). Ces événements se sont répétés périodiquement au cours de l'histoire économique du XIX<sup>e</sup> siècle.

Pour notre auteur les crises ne sont dûes ni à la « surproduction », ni à la « sous-commission » (2). Elles sont des phénomènes psychologiques qui se manifestent dans les affaires et qui proviennent des ouvertures cumulatives des crédits sur un marché où la concurrence est plus ou moins libre.

La théorie de Veblen que le crédit et les crises constituent des phénomènes financiers entièrement distincts des phénomènes industriels est confirmée par les recherches statistiques qu'on a faites récemment quelques économistes américains sur la production mesurée, non pas en dollars, mais en quantité des biens produits (3). Ces économistes ont pu établir un « index

---

(1) *The Theory of Business Enterprise*, chap. VII.

(2) *Ibid*, p. 171-185 ; T. Veblen, *The Overproduction Fallacy* dans *The Quarterly Journal of Economics*, vol. VI, 1891-1892, p. 484-492.

(3) Walter W. Stewart, *An Index Number of Production* et la *Discussion* de M. Carl Snyder dans *The American Economic Review*, vol. X, n° 1, March 1921, p. 56-74.

de la production » et une courbe par laquelle ils mesurent les fluctuations dans le volume de la production d'année en année à partir de 1870. M. Carl Snyder a trouvé, par exemple, que l'accroissement de la production aux Etats-Unis depuis 1890 s'est poursuivi avec une vitesse très régulière d'environ 4 pour cent par an, que l'année soit bonne ou mauvaise au point de vue du monde des affaires, que ce soit une année de prospérité ou une année de crise. Ce même auteur observe, en outre, que les années 1874 à 1880 caractérisées par la plus grande « dépression économique » jamais connue aux Etats-Unis, étaient en même temps les années de la plus grande expansion de la production.

L'avènement du régime des *corporations* ainsi que les emplois nouveaux et très étendus du crédit ont pour Veblen, au point de vue théorique, une importance primordiale. Ce sont ces phénomènes de l'économie contemporaine, en effet, qui lui permettent de faire entre l'industrie et les affaires la distinction nette et tranchante sur laquelle repose tout son raisonnement économique. Si cette distinction découle par elle-même de l'observation des faits, l'originalité de Veblen consiste précisément à montrer que ces deux domaines d'activités économiques sont autonomes, qu'ils n'agissent l'un sur l'autre que par voie de répercussion, et que leurs intérêts respectifs sont très souvent mutuellement contradictoires.

---

## CONCLUSION

---

L'œuvre de Thorstein Veblen, considérée comme un ensemble, bien qu'elle ne soit ni Marxiste ni une révision du Marxisme, est néanmoins profondément influencée dans l'esprit et dans le développement par la pensée de Karl Marx. De même que Marx commença l'élaboration de ses théories économiques et sociales sous l'empire de l'Hégélianisme qui fut au temps de sa jeunesse la philosophie à la mode, Veblen débuta dans sa carrière d'économiste vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle sous l'influence du Darwinisme et du matérialisme historique qui soulevèrent à cette époque tant de discussions intellectuelles. La dialectique hégélienne et la logique de la sélection naturelle fournirent respectivement à Marx et à Veblen un cadre rationnel dans lequel ils purent développer, avec une vraisemblance scientifique, leur système de doctrines préconisant, en dernière analyse, la subversion de l'ordre économique existant.

Se représentant tout système économique à l'image d'un organisme biologique soumis aux lois de l'évolution, Veblen relève dans le système actuel des éléments de mauvais fonctionnement, de gaspillage et de conflit qui le rendent, d'après lui, peu propre à subsister.

Le critérium principal auquel notre auteur a recours pour déterminer la vitalité de notre régime économique est sa capacité de subvenir le plus efficacement possible aux besoins matériels de la communauté. En d'autres termes, le principe directeur de l'évolution économique serait la tendance vers la productivité supérieure. Veblen se rapproche par là de l'école Saint-Simonienne, puisqu'il insiste particulièrement sur l'idée de la plus grande production des richesses matérielles comme la base de tout développement social. Si donc notre auteur considère l'ordre économique existant comme destiné à disparaître, c'est parce qu'il estime que la subordination de l'industrie aux exigences des affaires, qui constitue le fondement de cet ordre, est préjudiciable à la productivité sociale.

C'est un véritable truisme que les hommes d'affaires à qui appartient le pouvoir discrétionnaire sur l'industrie, l'administrent uniquement afin d'y trouver leur meilleur compte. Il est également évident que l'intérêt de la communauté consiste à retirer du mécanisme industriel social la quantité la plus abondante possible des biens consommables. Reste à savoir si ces deux buts sont compatibles ou non ? Veblen répond emphatiquement et à maintes reprises que non. Il appuie son argumentation d'ailleurs sur une analyse serrée de l'organisation financière des entreprises modernes.

Dans la grande industrie de nos jours, les entreprises sont capitalisées d'après leur rentabilité et non pas d'après leur productivité. Les calculs de capitalisation ont lieu à la bourse des valeurs, et ils sont basés

sur les revenus courants les plus élevés jusqu'ici obtenus, ou sur les revenus escomptés dans l'avenir. De plus, l'emploi très étendu du crédit dans l'économie actuelle oblige chaque entreprise à s'endetter pleinement jusqu'à concurrence de l'évaluation de sa rentabilité. Les *corporations* américaines se trouvent ainsi dans l'obligation de payer des arrérages fixes, d'abord à leurs créanciers proprement dits, et ensuite à leurs propriétaires *in absentia* (*absentee owners*), qui, grâce à la modalité des actions privilégiées se confondent avec les créanciers. Ces entreprises doivent, d'ailleurs, faire face à leurs engagements sous peine d'insolvabilité; et il importe de noter que sous un régime où les ouvertures de crédit ont perdu tout rapport avec l'actif social (*tangible assets*), l'insolvabilité du débiteur peut facilement entraîner celle du créancier.

Voilà les raisons pour lesquelles le monde des affaires dans ses décisions qui concernent l'industrie essaie toujours d'entraver toute disposition qui menace de porter atteinte à la rentabilité des entreprises industrielles et par répercussion à leurs capitaux. Les puissances dispensatrices du crédit, tels que les financiers de Wall Street, veillent à ce qu'aucune ouverture de crédit ne soit faite qui puisse provoquer « un encombrement du marché ». Veblen fait observer que le mot « encombrement » (*glut*) en ce sens a une signification seulement au point de vue du mouvement des prix. Il rejette toute notion de « surproduction » qui implique une production au delà des besoins sociaux,

étant donné que les besoins de l'homme sont « indéfiniment extensibles ».

On prétend souvent que les limitations rentables de la production ne sont pas nécessairement dommageables à l'intérêt social, parce qu'elles enrayent parfois des ruptures d'équilibre dans la coordination des activités productrices provenant de la surproduction partielle. Aussi affirme-t-on que le capital et le travail sont toujours faits pour s'employer, et s'ils ne s'emploient pas d'une certaine façon, ils s'emploieront d'une autre. D'abord ces objections à la notion du conflit entre la rentabilité et la productivité ne touchent pas à la thèse principale de Veblen : que les exigences des affaires modernes imposent à l'industrie une restriction *générale* de la production, et qu'elles empêchent les forces productrices de la communauté de réaliser leur plein épanouissement. Et même en admettant que les objections ci-dessus soient fondées dans les faits, « toute la question qui se pose, comme le dit M. Allix, est de savoir s'il n'y a pas plus d'intérêt à ce que le capital et le travail se portent vers des productions plus rentables » (1). Veblen répond précisément à cette question en montrant comment en Amérique, tout au moins, les emplois les plus rentables vers lesquels le capital et le travail se portent de plus en plus se trouvent actuellement dans l'industrie de la publicité et de l'emballage de fantaisie. En effet la con-

(1) Cours du professeur Allix de la Faculté de Droit de Paris, 1921-1922, troisième partie.

currence sur le marché américain se fait maintenant à coups des réclames dispendieuses, puisque l'ancien mode de concurrence à coups d'abaissements des prix et par l'accroissement de l'offre n'est plus compatible avec les nouvelles extensions du crédit. Dans cette triste période d'après guerre, lorsque s'impose impérieusement, au point de vue de l'intérêt social, la nécessité d'éviter tout gaspillage industriel et de produire à plein rendement pour compenser les grosses pertes mondiales, les arrêts fréquents de production et le chômage qui sévissent en Angleterre et en Amérique ne sont guère compréhensibles que comme la défense de l'immense édifice du crédit établi pendant la guerre.

Veblen conclut qu'un tel ordre économique renfermant un conflit si grave doit céder sa place tôt ou tard à un système où l'industrie ne sera plus subordonnée aux affaires (1). Le pouvoir discrétionnaire sera dévolu à ce qu'il se plaît à appeler un « soviet des techniciens » qui remplacerait le « soviet des financiers » actuel. Toutefois ces changements ne s'imposent, d'après Veblen, qu'aux industries qui ne revêtent plus les formes de l'entreprise privée dont le propriétaire est le véritable directeur sur place et non pas un propriétaire *in absentia*.

Quelles seront les modalités de cette transformation,

(1) *The Engineers and the Price System*, p. 138-169 ; T. Veblen, *Policy of Reconstruction* dans *The New Republic*, Arix 13, 1918, p. 318-320.

comment seront au juste organisés ces « soviets des techniciens », quels seront leurs pouvoirs en tant qu'organiseurs et coordinateurs de la production ? Veblen ne croit pas qu'il soit possible de prétendre indiquer ces détails à l'avance. Il n'entre pas davantage dans ses intentions de nous tracer le plan d'une économie construite en parlant de ses analyses. Il se contente de décrire, en apportant des points de vue originaux, le fonctionnement actuel de la production et de nous signaler ses défauts.

On peut néanmoins s'étonner qu'après des critiques aussi directes Veblen n'ait fait œuvre constructive. Pour lui la vie économique, comme la vie en général, est une adaptation continue, et les nouvelles formes se présentent comme des correctifs à des institutions qui ont cessé d'être en harmonie avec le développement matériel de la société. En réalité les conceptions positives, que l'on pouvait demander à Veblen, se dégagent implicitement, tout au moins dans leurs grandes lignes, de l'ensemble de l'œuvre critique et analytique de cet auteur.

Bien que Veblen se défende, à la manière de Karl Marx, d'être moraliste, et bien qu'il prétende qu'il ne se préoccupe que de constatations objectives, ses œuvres témoignent par leur ton et par leur esprit d'une forte tendance à se porter vers des aspects moraux de la vie économique. Sa *Theory of the Leisure Class*, par exemple, qui est une étude très pénétrante des forces sociales, est aussi une condamnation du faste, et du luxe et de la vie inutile. Veblen estime que la

notion du beau est faussée dans nos sociétés modernes par la recherche de l'objet coûteux et les manifestations de ce qu'il appelle la « distinction enviable » (*invidious distinction*) que poursuivent les classes riches pour se différencier. Ce livre ainsi que *The Instinct of Workmanship* constituent un appel à la conscience de l'homme à remplir ses devoirs dans le domaine de la production sociale, c'est-à-dire à chercher à accroître le patrimoine effectif de l'humanité et non la richesse pécuniaire.

On ne peut pas dire que les théories économiques de Thorstein Veblen, prises séparément, soient à proprement parler d'une entière originalité. Nous avons dans le courant de nos précédents développements signalé au fur et à mesure les influences qu'il avait subies et les auteurs chez lesquels il a puisé beaucoup de ses conceptions. Néanmoins son grand mérite est d'avoir fait de ces éléments épars une synthèse originale à la lumière de laquelle il a procédé à une analyse et à une interprétation nouvelle de l'économie américaine actuelle.

Vu :  
Le Doyen,  
H. BERTHELEMY

Vu :  
Le Président,  
E. ALLIX

Vu et permis d'imprimer  
Le Recteur de l'Académie de Paris,  
APPELL



## BIBLIOGRAPHIE

---

### I

#### *Les Œuvres de Thorstein Veblen*

##### OUVRAGES

*The Theory of the Leisure Class, An Economic Study of Institutions*, New York, Macmillan, 1899; nouvelle édition: New York, Huebsch, 1918.

*The Theory of Business Enterprise*, New York, Scribners, 1904.

*The Instinct of Workmanship, And the State of the Industrial Arts*, New York, Macmillan, 1914; nouvelle édition: N. Y., Huebsch, 1918.

*Imperial Germany and the Industrial Revolution*, New York, Huebsch, 1915.

*An Inquiry into the Nature of Peace, And the Terms of its Perpetuation*, New York, Macmillan, 1917; nouvelle édition, New York, Huebsch, 1919.

*The Higher Learning in America, A Memorandum on the Conduct of Universities by Business Men.*, New York, Huebsch, 1916.

*The Place of Science in Modern Civilisation, And Other Essays*, New York, Huebsch, 1919.

*The Vested Interests and the State of the Industrial Arts*, New York, Huebsch, 1919.

*The Engineers and the Price System*, New York, Huebsch, 1921.

*Absentee Ownership and Business Enterprise in Recent Times, The Case of America*, New York, Huebsch, 1923.

ARTICLES DE REVUES

*Böhm-Bawerk's Definition of Capital, and the Source of Wages*. (The Quarterly Journal of Economics), vol. VI, 1891-1892, p. 247-250.

*The Overproduction Fallacy*, *ibid*, p. 484-492.

*Some Neglected Points in the Theory of Socialism*. (Annals of the American Academy of Political and Social Science), vol. II, 1892.

*The Price of Wheat since 1867*. (The Journal of Political Economy), vol. I, n°. 1, Déc. 1892, p. 68-103.

*The Food Supply and the Price of Wheat*, *ibid*, vol. I, n° 3, June 1893, p. 365-379.

*The Army of the Commonwealth*, *ibid*, vol. II, n° 3, June 1894, p. 456-461.

(<sup>1</sup>) *Why is Economics Not an Evolutionary Science?* (The Quarterly Journal of Economics), vol. XII, July 1898, p. 373-397.

*The Instinct of Workmanship and the Irksomeness of Labor*. (American Journal of Sociology), vol. IV, Sept. 1898, p. 187-201.

*The Beginnings of Ownership*, *ibid*, vol. IV, Nov. 1898, p. 352-365.

*The Barbarian Status of Women*, *ibid*, vol. IV, Jan. 189, p. 503-519.

---

Les articles précédés par (1) ont été réimprimés dans *the Place of Science in Modern Civilisation* (1919).

(<sup>1</sup>) *The Preconceptions of Economic Science I.* (The Quarterly Journal of Economics), vol. XIII, January 1899, p. 240-251.

(<sup>1</sup>) *The Preconceptions of Economic Science, II, ibid.*, July 1899.

(<sup>1</sup>) *The Preconceptions of Economic Science, III, Ibid.*, vol. XIV, Feb. 1900.

*Mr Cumming's Strictures on the Theory of the Leisure Class.* (The Journal of Political Economy), vol. VIII, n° 4, Déc. 1899, p. 106-117.

(<sup>1</sup>) *Industrial and Pecuniary Employments.* (Publications of the American Economic Association), séries 3, vol. II, 1901.

(<sup>1</sup>) *Gustav Schmollers Economics* (The Quarterly Journal of Economics), vol. XVI, Nov. 1901, p. 69-93.

(<sup>1</sup>) *An Early Experiment in Trusts.* (The Journal of Political Economy), vol. XII, March. 1904.

*Credit And Prices, ibid.*, vol. XIII, n° 3, June 1905, p. 468-472.

(<sup>1</sup>) *The Place of Science in Modern Civilisation.* (The American Journal of Sociology), vol. XI, March. 1906, p. 585-609.

(<sup>1</sup>) *The Socialist Economics of Karl Marx and His Followers I.* (The Quarterly Journal of Economics), vol. XX, August 1906, p. 575-599.

(<sup>1</sup>) *The Socialist Economics of Karl Marx and His Followers, II, ibid.*, vol. XXI, Feb. 1907, p. 299-322.

(<sup>1</sup>) *Professor Clark's Economics.* (The Quaterly Journal of Economics), vol. XXII, Feb. 1908.

---

Les articles précédés par (1) ont été réimprimés dans *The Place of Science In Modern Civilisation* (1919).

*Fisher's Capital and Income.* (Political Science Quarterly), vol. XXIII, March. 1908, p. 112-128.

(<sup>1</sup>) *On the Nature of Capital I.* (The Quarterly Journal of Economics), vol. XXII, Aug. 1908, p. 517-542.

(<sup>1</sup>) *On the Nature of Capital, II, ibid.*, vol. XXIII, Nov. 1908, p. 104-130.

*Fisher's Rate of Interest.* (The Political Science Quarterly), vol. XXIV, June 1909, p. 296-303.

(<sup>1</sup>) *The Limitations of Marginal Utility* (The Journal of Political Economy), vol. XXVII, n° 9, Nov 1909.

*Christian Morals and the Competitive System.* (International Journal of Ethics), vol. XX, Jan. 1910, 168-185.

(<sup>1</sup>) *The Mutation Theory and the Blond Race.* (The Journal of Race Development), vol. III, n° 4, April 1913.

(<sup>1</sup>) *The Blond Race and the Aryan Culture.* (The University of Missouri Bulletin), Science séries, vol. II, n° 3, Déc. 1913.

*The Japanese Lose Hope for Germany.* (New Republic), vol. XI, June 30, 1917, p. 246-247.

*Policy of Reconstruction.* (New Republic), vol. XIV, April 13, 1918, p. 318-320.

*Passing of National Frontiers.* (Dial), vol. LXIV, April 25, 1918, p. 387-390.

*Menial Servants during the Period of the War.* (Public), vol. XXI, May 11, 1918, p. 595-599.

*War and Higher Learning.* (Dial, Chicago, New York), vol. LXV, July 1918, p. 45-49.

(<sup>2</sup>) *The Modern Point of View and the New Order.*

Les articles précédés par (1) ont été réimprimés dans *The Place of Science In Modern Civilisation* (1919).

Les articles précédés par (2) ont été réimprimés dans *The Vested Interests and the State of the Industrial Arts* (1919).

- (Dial), Oct. 19, 1918, Jan. 25, 1919, vol. LXV, p. 289-293, 349-354, 409-414, 482-488, 543-549, 605-611, vol. LXVI, p. 19-24, 75-82.
- Bolshevism is a Menace - to Whom?* (Dial), vol. LXVI, Feb. 22, 1919, p. 174-179.
- Peace*, (Dial); vol. LXVI, May 17, 1919, p. 485-487.
- The Intellectual Preeminence of the Jews in Modern Europe*. (Political Science Quarterly), vol. 34, March. 1919, p. 33-42.
- (<sup>3</sup>) *On the Nature and Uses of Sabotage*, *ibid.*, April 5, 1919, p. 341-346.
- (<sup>3</sup>) *The Industrial System and the Captains of Industry*, *ibid.*, May 31, 1919, p. 552-557.
- (<sup>3</sup>) *The Captains of Finance and the Engineers*, *ibid.*, June 14, 1919, p. 599-606.
- (<sup>3</sup>) *On the Danger of a Revolutionary Overturn*, *ibid.*, vol. LXVII, Oct. 4, 1919, p. 296-301.
- (<sup>3</sup>) *On the Circumstances Which Make for a Change*, *ibid.*, Oct. 18, 1919, p. 339-346.
- (<sup>1</sup>) *A Memorandum on a Practical Soviet of Technicians*, *ibid.*, Nov. 1, 1919, p. 373-380.
- (<sup>4</sup>) *The Captains of Industry*. (Freeman, New York), vol. VII, April 18, 1923, p. 128-132.
- (<sup>4</sup>) *The Timber Lands and Oil Fields*, I, *ibid.*, May 23, 1923, p. 248-250.
- (<sup>4</sup>) *The Timber Lands and Oil Fields*, II, *ibid.*, May 30, 1923, p. 272-274.
- (<sup>4</sup>) *The Independent Farmer*, *ibid.*, June 13, 1923, p. 321-324.

---

Les articles précédés par (2) ont été réimprimés dans *The Vested Interests and the State of the Industrial Arts* (1919); et ceux précédés par (3) ont été réimprimés dans *The Engineers and the Price System* 1921.

Les articles précédés par (4) ont été réimprimés dans *Absentee Ownership and Business Enterprise in Recent Times* (1923).

(<sup>1</sup>) *The Country Town*, I, *ibid.*, July 11, 1913, p. 417-420.

(<sup>4</sup>) *The Country Town*, II, *ibid.* July 18, 1923, p. 440-443.

### *Traductions*

COHN, GUSTAV : *System der Finanzwissenschaft*, traduit en anglais par T. Veblen sous le titre, *The Science of Finance*, Chicago, University of Chicago, 1895.

## II

### OUVRAGES CONSULTÉS

*The American Economic Review.*

*The American Journal of Sociology.*

*Année Sociologique.*

ASHLEY, W. J. : *Histoire et doctrines économiques de l'Angleterre*, (trad. fr.) Paris, Giard et Brière, 1900.

BEARD, CHARLES A. : *An Economic Interpretation of the Constitution the United States*, New York, Macmillan, 1913; *Contemporary American History*, New York, Macmillan, 1914; *Economic Origins of Jeffersonian Democracy*, New York, Macmillan, 1915.

BONAR, JAMES : *Malthus and his Work*, London, Macmillan, 1885; *Philosophy and Political Economy*, London, Sonnenschein, 1893.

BOUCKE, FRED. O. : *A Critique of Economics, Doctrinal and Methodological*, New York, Macmillan, 1922.

BOURNE, RANDOLPHE : *The History of a Literary Radical*, New York, Huebsch, 1920.

BRAUN, FERNAND : *Des Sociétés de capitaux aux Etats-Unis*, Thèse, Paris, Rousseau, 1923.

BÜCHER, KARL : *Etudes d'histoire et d'économie politique*, (trad. fr.) Bruxelles et Paris, Alcan, 1901.

CAIRNES, J. E. : *Le caractère et la méthode logique de l'économie politique*, (trad. fr.) Paris, Giard et Brière, 1902.

CLARK, JOHN BATES : *The Distribution of Wealth*, New-York, Macmillan, 1899; *Essentials of Economic Theory*, New York, Macmillan, 1907.

COMAN, KATHERINE : *Industrial History of the United States*, New York, Macmillan, 1905.

CROCE, BENEDETTO : *Matérialisme historique et économie marxiste* (trad. fr.) Paris, Giard et Brière, 1901.

DAIRE, E. (ed.) : *Physiocrates*, Paris, Guillaumin, 1842.

DENIS, HECTOR : *Histoire des systèmes économiques et socialistes*, Paris, Giard et Brière, 1901.

*The Dial* (Chicago, New York).

DICKINSON, ZENOS CLARK : *Economic Motives*, Cambridge, Harvard University Press, 1922.

DODD, WILLIAM E. : *Expansion and Conflict*, New York, Houghton Mifflin, 1915.

DÜRING, EUGENE KARL : *Capital und Arbeit*, Berlin, A. Eichhoff, 1865; *Kursus der National- und Social-ökonomie*, Leipzig, O. R. Reisland, 1872.

*Economic Review* (London).

EFFERTZ, OTTO : *Arbeit und Boden*, Berlin, Puttkam-

- mer, 1899; *Les antagonismes économiques*, Paris, Giard et Brière, 1906.
- ELY, RICHARD ET AL. : *Outlines of Economics*, 3e édit., New York, Macmillan, 1918.
- Fourteenth Census of the United States* (1920).
- The Freeman* (New York).
- GIDE, CHARLES : *Cours d'économie politique*, tome 1er, 7e édition, 1921; tome II, 6e édition 1920, Recueil Sirey.
- GIDE, Ch. et RIST, CHARLES : *Histoire des doctrines économiques*, 3e édition, Recueil Sirey.
- GILBERT, CHESTER G. et POGUE, J.-E. : *The Energy Resources of the United States*, U. S. National Museum, Bulletin 102, vol. 1 Washington, D.C. 1919.
- DE GREEF, GUILLAUME : *Le transformisme social*, Paris, Alcan, 1895.
- The Guaranty Survey* : (Guaranty Trust Co. of New York).
- HANEY, LEWIS H. ; *History of Economic Thought*, New York, Macmillan, 1911.
- HIGGS, HENRY : *The Physiocrats*, Macmillan, 1897.
- HALBWACHS, MAURICE : *La Classe ouvrière et les Niveaux de Vie*, Paris, Alcan, 1913.
- HAYES, C.-J.-H. : *A Political and Social History of Modern Europe*, 2 vol. New York, Macmillan, 1916.
- HOBSON, J.-A. : *Imperialism*, New York, James Pott,

1902; *The Evolution of Modern Capitalism*, London, Walter Scott Pub. Co., 1917.

*The International Journal of Ethics.*

JAMES, WILLIAM : *The Principles of Psychology*, 2 vol., New York, Henry Holt, 1890; *Précis de Psychologie*, (trad. fr.) Paris, Rivière, 1909.

*The Journal of Political Economy.*

*The Journal of Race Development.*

KEYNES, JOHN NEVILLE : *Scope and Method of Political Economy*, London, Macmillan, 1897.

LANDRY, ADOLPHE : *L'Utilité sociale de la propriété individuelle*, Paris, Société Nouvelle de Librairie et d'Édition 1901; *L'intérêt du Capital*, Paris, Giard et Brière, 1904; *Manuel d'Economie*, Paris, Giard et Brière, 1908.

LAVISSE, E. et RAMBAUD A. : *Histoire générale du IV<sup>e</sup> siècle à nos jours*, 2<sup>e</sup> édition, Paris, Colin, 1894.

LIEFMANN, ROBERT : *Cartells et Trusts*, (trad.-fr.) Paris, Giard et Brière, 1914; *Les formes d'entreprises*, (trad. fr.) Paris, Giard, 1924.

LOCKE, JOHN : *Two Treatises of Government*, 6<sup>e</sup> édit.,

LOEB, JACQUES : *Comparative Physiology of the Brain and Comparative Psychology*, New York, Putnam Sons, 1907.

LOUGH, WILLIAM H. : *Business Finance*, New York, The Ronald Press, 1918.

LOWIE, ROBERT H. : *Primitive Society*, New York, Boni and Liveright, 1920.

MARSHALL, ALFRED : *Principes d'économie politique*, 2 vol., (trad. fr.) Paris, Giard et Brière, 1907-1909.

MARTIN SAINT-LÉON, E. : *Histoire des Corporations de métiers*, 3e édition 1922.

MARX, KARL : *Le Capital*, livre I, (trad. fr. Mollitor), 4 tomes, Paris, Coste, 1924; livre II et III (trad. fr. Borchardt et Vanderrydt) Paris, Giard et Brière, 1900-1902.

DE MORGAN, JACQUES : *L'Humanité préhistorique*, Paris, La Reconnaissance du Livre, 1921.

DE MORTILLET, GABRIEL et ADRIEN : *Le Préhistorique*, 3e édition, Paris, Schleicher frères, 1900; *Musée préhistorique*, 2e édition, Paris, Schleicher frères, 1903.

*The Nation* (New York).

*The New Republic*.

*The New School for Social Research*, Announcement, 1923-1924.

NOGARO, BERTRAND : *Traité élémentaire d'économie politique*, 2e édition, Paris, Giard, 1921.

OGBURN, WILLIAM F. : *Social Change, with respect to Culture and Original Nature*, New York, Huebsch, 1923.

PAXON, F.-L. : *The New Nation*, New York, Houghton Mifflin, 1919.

*The Political Science Quarterly.*

PRICE, KELLOG, AND COX: *The Forests of the United States and their Use*, U.S. Dept. of Agriculture, Forest Service, circular 171, Washington D. C., Dec. 11, 1909.

*The Quarterly Journal of Economics.*

*Revue d'économie Politique.*

*Revue Philosophique.*

*Revue des sciences politiques.*

RICARDO, DAVID : *Œuvres complètes*, (trad. fr.) Paris, Guillaumin, 1862.

ROCHE-AGUSSOL, MAURICE : *La psychologie économique chez les Anglo-Américains*, Paris, Tenin, 1918; *Etude bibliographique des sources de la psychologie économique chez les Anglo-Américains*, 1919.

RODBERTUS-JAGETZOW, CARL : *Le Capital*, (trad. fr.), Paris, Giard et Brière, 1904.

ROE, JOSEPH WHICKHAM : *English and American Tool-Builders*, New Haven, Yale University Press, 1916.

ROMAN, F.-W. : *La place de la sociologie dans l'éducation aux Etats-Unis*, Paris, Giard, 1923.

SALVIOLI, G. : *Le Capitalisme dans le monde antique*, (trad. fr.), Paris, Giard et Brière 1906.

SAY, LÉON et CHAILLEY, JOSEPH : *Nouveau dictionnaire d'économie politique*, 2 vol., Paris Guillaumin, 1891..

SCHMOLLER, GUSTAV : *Principes d'économie politique*, (trad. fr.), 5 vol., Paris Giard et Brière, 1905-1908.

SCHÜLLER, RICHARD : *Les économistes classiques et leurs adversaires*, (trad. fr.), Paris, Guillaumin, 1896.

SELIGMAN, EDWIN R.-A. : *Principles of Economics*, 3e édition, New York, Longman Green, 1908.

SHIRRES, L.-P. : *Analysis of the Ideas of Economics*, London, Longmans Green, 1893.

SIMIAND FRANÇOIS : *La méthode positive en science économique*, Paris, Alcan, 1912.

SIMPSON, KEMPER : *The Capitalisation of Good-Will*, Baltimore, John Hopkins Press, 1921.

SMITH, ADAM : *Théories des sentiments moraux* (trad. fr. abbé Blavet), Paris, Valade, MDCCLXIV; *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* (trad. fr. Garnier), Paris, Guillaumin, 1843.

SMITH, J. ALLEN : *The Spirit of American Government*, New York, Macmillan, 1912.

SOMBART, WERNER : *Der Moderne Kapitalismus*, 2e édit., München et Leipzig, 1916; *Les Juifs et la Vie économique*, (trad. fr.), Paris, Payot, 1923.

SOREL, GEORGES : *Les illusions du progrès*, 3e édition, Paris, Rivière, 1921.

SPENCER, HERBERT : *Premiers principes*, (trad. fr.), Paris, Alcan, 1870.

THALLER, E. et PERCEROU, J. : *Traité élémentaire de droit commercial*, 6e édition, Paris, Rousseau, 1922.

*Thirteenth Census of the United States* (1910).

*Twelfth Census of the United States* (1900).

VAN HISE, C.-R. : *The Conservation of Natural Resources in the United States*, New York, Macmillan, 1918.

VIALATE, ACHILLE : *L'industrie américaine*, Paris, Alcan, 1908; *L'impérialisme économique*, Paris, A. Colin, 1923.

WARD, LESTER F. : *Sociologie Pure*, (trad. fr.), 2 vol., Paris, Giard et Brière, 1906.

WEBER, LOUIS : *Le rythme du progrès*, Paris, Alcan, 1913.

WEILL, G. : *Histoire des Etats-Unis, 1787-1917*, Paris, Alcan, 1917.

WRIGHT, CARROL D. : *L'évolution industrielle des Etats-Unis*, (trad.fr.), Paris, Giard et Brière, 1901.

---

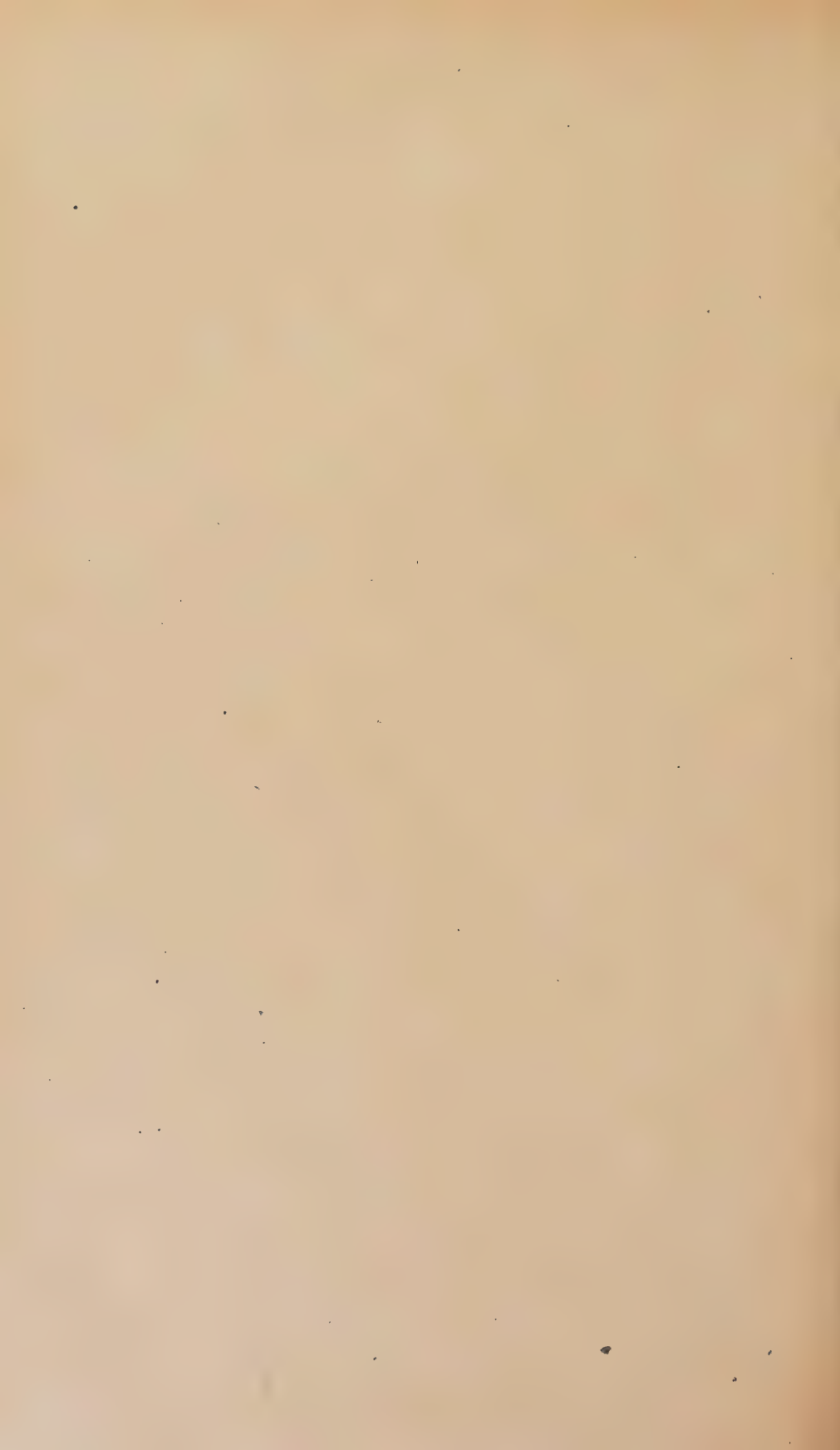


## TABLE DES MATIÈRES

---

|                                                                          |     |
|--------------------------------------------------------------------------|-----|
| INTRODUCTION. — L'objet de cette étude.....                              | 7   |
| CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. — Histoire économique<br>des Etats-Unis .....     | 15  |
| CHAPITRE I. — Conception générale de l'écono-<br>mie politique I .....   | 33  |
| CHAPITRE II. — Conception générale de l'écono-<br>mie politique II ..... | 55  |
| CHAPITRE III. — Notions psychologiques.....                              | 79  |
| CHAPITRE IV. — L'industrie et les affaires ....                          | 109 |
| CHAPITRE V. — Les « corporations » et le crédit.                         | 143 |
| CONCLUSION .....                                                         | 167 |
| BIBLIOGRAPHIE .....                                                      | 175 |

---





IMPRIMERIE-RELIURE VERTONGEN

50, RUE SAINT-LAZARE

PARIS



